**ayril/juin 1993 40 F.\***

**SOMMAIRE**

***P.E.P.S. dix ans après...* par Mehdi FARZAD**

**LE SOCIAL EN MOUVEMENT**

*8 12 14*

***La notion de lien social* par Brigitte HAINZ-GIRARD**

***Entre l'arbre et l'écorse : le* travailleur social par M.P FOURDINIER**

***Le mouvement des assistantes sociales* par Rachel KRAKOWSKI**

***Dossier***

*5E4.4* haemea ietel et pin

*17 23*

*M444 II itetIZI*

*35*

***Introduction***

*18*

***Réflexions à propos de la for­mation des travailleurs sociaux* par Faiza MAHJOUB**

*20*

***Pratiques d'écriture et prati­ques professionnelles...* par Eric AUGER**

*22*

***Dilemmes du travail social* par Pierre MONTECCHIO**

***Ecrire : une démarche instituante* par Max MANNIEZ**

*27*

***Evaluation des pratiques et conception de projets* par Jacques LADSOUS**

*32*

***Réflexions à propos de la for­mation d'intervenants sociaux pour les banlieues* par • Mohamed TOUSSIRT et Gérard LEBLANC**

***Regards sur la journée du 7 mai* par association 93 action banlieue**

*37*

***Travail Social et social médiatisé* par Hugues BAZIN**

*41*

***Emmergence du rôle social dumédia télévisuel* par Patick
  
FARBIAZ**

*45*

***Rock multiréférentiel* par Damien MABIALA**

**JEUNES ET INSERTION**

*47*

***La négation du social dans le scolaire* par Maryline COSSA**

*49*

***Des vacances différentes* par Michelle RIGALLEAU**

*52*

***La "nouvelle" violence* par Georges LAPASSADE**

**TRAVAIL SOCIAL A L'ETRANGER**

*54*

***La formation dans la préven­tion* par Léonardo Montecchi**

Nous remercions pour leur sou­tien financier : le Fond d'Action Sociale, le Ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité

**ARTS ET CULTURES**

*56*

***Carnaval d'outre-mer* par Christine ORNEME**

*57*

***Le canaval antillais : un jeu de rôles* par *Damien* MABIALA**

*58*

***Musique rebelle* par JMI**

*Illustrations de couverture tiré de l'ouvrage "Klee et la musique", centre Georges Pompidou, Ed du centre G. Pompidou et ADAGP, Paris et COSMOPRESS, Genève, 1985*

**EDITORIAL**

*Les mots cachés*

Un mot peut en cacher un autre, cela devient parfois un art de la dissimulation... Le mot *intégration* largement usité dans la décennie précédente pour qualifier en particulier le travail auprès des populations immigrées a éludé une mise en oeuvre de la *citoyenneté.* En ne posant pas d'emblée ce principe, le débat des intellectuels et des acteurs de la vie politique et sociale s'est englué entre discours universaliste et antiraciste basé sur les droits de l'homme et la rhétorique nationaliste inspirée de la tradition républicaine. La confusion entre citoyenneté et nationalité contibue à concevoir l'intégration comme une culture où l'individu est poussé à renier une grande partie de ses racines.

Quand M Pasqua, son poste à peine occupé, dépose le projet de réforme du Code de la nationalité, le terrain est déjà labouré. En tant que citoyen cette proposition tourne à l'absurde. L'adhésion volontaire à la nationalité pour les enfants d'immigrés développe l'idée que pour les autres (les français dit de "souche"), il existe une transmission héréditaire de la citoyenneté républicaine (être "français" est "inné" ou de sang).

Les jeunes issus de l'immigration se positionnent sur un autre registre. En renvoyant des questions qui concernent chacun de nous, ils savent que la citoyenneté ne se transmet pas, elle se pratique, cela dès la naissance sur un sol commun à tous.

Renvoyer les questions qui touchent tout le monde en dévoilant les mots cachés, c'est la fonction de la revue PEPS. Ce n'est donc par hasard si celle-ci a consacré trois numéros sur le thème de l'immigration.

Autre mot, celui de *travail social :* comme le précédent exemple, son utilisation intensive le vide de son sens. Ainsi quand le titre de ce numéro pose la question du *sens du travail social* nous cherchons ensemble, avec vous, d'autres mots. Nous ne sommes pas des professionnels des mots mais des travailleurs des mots, comme le travailleur social n'est pas un professionnel de la solidarité mais travaille sur elle en réponse à une nécessité vitale, celle d'adapter la société à un contexte en perpétuelle mutation : *la construction de projets pour l'avenir.*

**Hugues BAZIN**

**PEPS**

Trimestriel - Association PEPS ­Loi 1901 - J,O. du 11.04.82 -163, rue de Charenton 75012 PARIS - Tél: 16 (1) 40 02 09 56

DIR. DE PUBLICATION :
  
Eric AUGER
  
REDACTEUR EN CHEF.
  
Mehdi FARZAD

COMME DE REDACTION :

Eric AUGER, Catherine BOULEN-GER, Raymond CURIE, Mehdi FAR-ZAD, Damien MABIALA. Max MANNIEZ

Nous remercions pour leur
  
participation à ce numéro :

Gérard Leblanc, Pierre Montecchio, Georges Lapassade, Maryline Cossa, Michelle Rigalleau, Brigitte Hanz-Girard. M.p. Fourdinier, R4chelle Krakowski, Mohamed Toussirt, Jacques Ladsous, Patrick Farbiaz, Christine Orneme, EJM, Association 93 action banlieue Fadila, Jocelyne, Conne, Samira Tou, Caroles Creuset, Ricardo Coronado, Valérie Sandrissian, Monique BESSE, Thierry Bonnier, Groupe Zgab.

Imprimerie
  
Rotographie 48.57.03.21

Reproduction des articles et illustrations autorisée avec mention de leur origine et adresse.

CPPAP 64819 - ISSN 0754-8761 ­Dépôt légal . juillet 93

**NUMEROS**

No 10. NUMERO SPECIAL SUR LES MUTATIONS DANS LE TRAVAIL SOCIAL

Assistants Sociaux, Educateurs, Animateurs et Formateurs ont écrit sur l'Avenir du social

No 11 • LES ELUS FACE AU SOCIAL: CONCURRENTS OU PARTENAIRES ?
  
Travail Social en Inde et en France. Justice et secret professionnel

No 12. SYNDICATS, ASSOCIATIONS: REPONSES FACE AUX MUTATIONS DU SOCIAL ? L'insertion douce. Quel avenir pour la désectorisation ? Militants ou Fonctionnaires ?

No 13\* POLITIQUE SOCIALE ENVERS LES IMMIGRES: LES T.S. SE MOBILISENT A PARIS

Du centre d'accueil et d'orientation au placement familial. Réflexion éducative en milieu ouvert

No 14. TRAVAIL SOCIAL EN MILIEU PSYCHIATRIQUE

No 15/16:.A PROPOS... DE NOUVELLES PRATIQUES SOCIALES ET ECONOMIQUES»

Economle Sociale. Relation Educative. Mutations dans le travail Social.

No 17: PARTIS POLITIQUES ET TRAVAIL SOCIAL

Banlieues 89, des réponsesde R. Castro. Rapports Psychologues-travailleurs sociaux

No 19\* SOYONS CREATIF !

Insertion par l'économique? L'avenirde l'Education Surveillée. Centres de Loisir en milieu ouvert

No 20• TRAVAIL SOCIAL ET TRAVAIL POUR LA PAIX

Formation en marketing social. Travailleurs sociaux acadiens. L'image de l'AS en entreprise

No 21 • LES FORMATIONS INITIALES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

Approches de latoxicomanie. Les régies de quartier. Laformation des Travailleurs sociaux.

No 22• LE DEVELOPPEMENT SOCIAL EN MILIEU RURAL

Travail en milieu psychiatrique. Service Social et réhabilitation. A.S. sanctionnées à Paris

No 23• LE CODE DE LA NATIONALITE

Réseaux en travail social. Laidealimentaire à Los Angeles. Réforme du diplôme d'A.S.

No 24. QUE DITES VOUS APRES AVOIR DIT TOXICOMANIE ?

Des travailleurssociaux et chercheurs s'expriment : éléments théoriques et pratiques.

No 25. TRAVAIL SOCIAL ET RESEAUX

Répression de travailleurs sociaux au Chili. Insertion et emploi. La sécurité sociale en question.

No 26\* LIBERER LES I DEES POUR SORTIR DES PRISONS

T.S. et chercheurs s'interrogent sur les «pratiques prisonnières» et les effets de la prison.

No 27. FORUM SUR LE R.M.I.
  
Enfance en Danger

No 28. BANLIEUE CENT VISAGES

Actions menées perdes jeunes dans des quartiers, analyse des politiques locales.

No 29\* REUSSITE SCOLAIRE

Formation des T.S. en Grèce. Le secret professionnel. Accompagnement en milieu carcéral.

No 30. TRAVAIL SOCIAL ET BICENTENAIRE DE LA REVOLUTION

Révolution et droits de l'homme. Révolution et institutions. Révolution etminorités.

No 31• MALAISE DANS LE TRAVAIL SOCIAL

Lavidéo sociale. Valse ettravail social. Critiques culturelles

No 35 INSERTION DES HANDICAPES ET TRAVAIL SOCIAL

La catégorisation des pauvres, Pratiques informelles en service social

No 36 LES CULTURES DE LA RUE

Réflexion collective sur les pratiques culturelles des jeunes et les mutation sociales

No 37 • EPUISEMENT PROFESSIONNEL DANS LE TRAVAIL SOCIAL

La mobilisation des assistantssociaux, police et politiques de préventions

No38 LES TRAVAILLEURS SOCIAUX DOIVENT-ILS DISPARAITRE ?
  
Mémoire& culpabilité, quels rôles & quels statuts, formation d'une identité

No39 "IMMIGRATION", dans quel sens ? (Figure Eclairée, Regard Etrange)

Los Angeles, Le Brésil, Les Cultues de la Rue, Etats Généraux des Educateurs

No 40 FEMME IMMIGREE, D'UNE RIVE A L'AUTRE

Logement et exclusion, Toxicomanie : statégies de réduction de risque, Culture jeunes: ethnogalère

No 41 LES FIGURES DE L'INSERTION

Ce qu'écrire peut vouloirdire, L'Allemagne : politique et travail social, Un éducateur pour la FAC ?

**VIDEO**

Une cassette vidéo retrace les temps forts de la RENCONTRE BANLIEUE CENT VISAGES (VHS, 35 mn). Voir aussi No28 Banlieue Cent Visages

à

*4 Conditions*

**Abonnements :** Individuel (160 Frs), Institutionnel (230 frs), Soutien (300 Frs)

**Numéro :** 45 Frs (port payé)

**Cassette vidéo :** "Banlieue Cent Visages" : 150 Frs (-1- 20 Frs de port)

**A retourner à PEPS - 163 rue de Charenton - 75012 PARIS**

I.

Nom/Prénom

Adresse

Je désire prendre abonnement(s) Je commande les numéros suivants •

Je commande la vidéo Banlieue Sans Visage (chèque à l'ordre de PEPS)

I

I

TOTAL :

Frs I \_Frs I —Frs I \_FrsI

*J*

**P.E.P.S. dix ANS APRÈS...**

*l'Association* ***Paroles et Pratiques Sociales*** *est née en 1982. L'initiative est venue d'un groupe de travailleurs sociaux en formation dans une école d'assistantes sociales. Ce groupe voulait se donner un espace d'expression, un lieu de parole et un réseau de circulation d'informations et de réflexion. Ils ont très rapidement mis en place un projet de journal, réalisé par et pour des travailleurs sociaux.*

La nécessité de cette démarche par rapport aux autres revues,jour-naux ou manifestations s'inscrivait alors dans le constat qu'avait fait le "collectif' initial :

"Nous voulions casser cette atti­tude de consommateurs - un peu passifs - des travailleurs sociaux : c'est vrai qu'ils sont ou se sentent isolés et demandent beaucoup d'in­formations et de formation, mais on peut se demander ce qu'ils en font, s'ils s'en servent, si cela modifie effectivement quelque chose dans leurpratique. On voulait que le jour­nal soit réellement un lieu de dé­bats. Mais un journal passe par l'écriture et ça aussi c'est impor­tant ; car les travailleurs sociaux aiment bien parler, mais ils concré­tisent rarement leurs paroles. L'idée était aussi de leur redonner con­fiance pour qu'ils osent écrire - même s'ils ne sont pas journalistes - et pour qu'ils osent théoriser ­même s'ils ne sont pas sociolo­gues" (1).

D'une part, la mise en place du projet de PEPS répondait à la né­cessité de créer des situations d'échanges entre des personnes qui travaillent dans le champ social, et d'autre part, ces situations de­vaient trouver leur légitimité dans l'articulation entre la théorie et la pratique. Ces deux paramètres devaient s'enrichir mutuellement.

C'est dans cet esprit et afin d'ins­taurer cette relation circulaire, que les personnes engagées à PEPS

ont consacré depuis plus de dix ans leurs efforts. Et, tout en s'adaptant à l'évolution de la situation sociale, elles ont eu le souci d'adapter la revue aux nouvelles situations.

**SUR LA PLAN
  
RÉDACTIONNEL**

Cette évolution se caractèrise par plusieurs étapes :

* **les premières** années étaient essentiellement consacrées à **"l'écriture narrative"** des prati­ques sociales donnant ainsi sens à un certain équilibre entre les con­cepts et le travail de terrain (2). Cette période était fortement liée à la conjoncture socio-politique des années 1980.
* **la deuxième période** se caracté­rise par la volonté de PEPS de s'investirdans une forme de travail en partenariat avec notamment des associations et des structures socio-cu ltu re I les. Cette ouverture rédactionnelle et inter-associative a donné lieu à des manifestations ciblées sur des sujets relatifs à des questions sociales.

On peut notamment citer la réalisa­tion de plusieurs numéros spéciaux (Toxicomanie, Nouvelles pratiques économiques et sociales, Prisons, Banlieues, Droits de l'homme) en collaboration avec des associations telles que S.T.AJ., L.P.S., A.E.U.F., C.R.E.A..F., MEMOIRE FERTILE, OTAGE, Centres sociaux (3).

* **la troisième période** débute avec la nécessité de publier des numé­ros ayant un thème central. Cette période de thématisation visait à la fois une réflexion en profondeur accompagnée d'une rigueur méthodologique, mais en même temps la mise en place d'une poli­tique rédactionnelle déterminée par un travail en équipe. Nous avons favorisé une dynamique telle, que les personnes souhaitant collabo­rer dans un numéro, puissent se rencontrer régulièrement et écrire leur article avec l'aide du regard des autres. Cette forme de travail avait aussi pour objectif de ne pas arrêter la réflexion à la rédaction d'articles, mais que ces produc­tions écrites puissent se prolonger par des manifestations.

L'exemple des numéros consacrés aux "Banlieue cent visages", les "Cultures de la rue" rendent compte

particulièrement de cette logique 5
  
(4).

C'est dans ce cadre que PEPS a pu organisé un colloque en 1985 sur "Travailleurs sociaux, acteurs de l'avenir du social" et participer en 1988 à l'élaboration d'un colloque Inter-institutionnel sur "Politiques locales et Toxicomanie".

En mars 1990, elle a réalisé la Rencontre Nationale "Banlieue Cent Visages" et suite à la sortie du nu­méro 36 sur"les Cultures de la rue", elle a organisé un forum regroupant plusieurs associations de jeunes, des acteurs et des décideurs de

l'action locale ainsi que différentes personnalités du monde universi­taire, journalistique et culturel.

La particularité de cette période, surtout au niveau rédactionnel se situe à trois niveaux :

1. Chacun peut écrire son article en bénéficiant des réactions et des remarques des autres. Tout en ga­rantissant l'autonomie de chaque production écrite,cette formule ne peut qu'enrichir la qualité analyti­que des idées développées dans les articles.
2. Dans cette forme rédactionnelle, chacun peut trouver une place à son écriture, dans un ensemble qui constitue le dossier;
3. La mise en place de débats et les réflexions mutuelles autour des dif­férents thèmes de chaque dossier, peuvent être considérés comme un enrichissement pour le contenu et la forme des écrits. C'est ainsi que PEPS a pu proposer de nombreux débats sur des sujets aussi divers que la désectorisation, la décentralisation, le travail en milieu psychatrique, le Code de la natio­nalité, le travail social à l'étranger, l'épuissement professionnel, le sens du travail social et projets pour l'ave­nir, etc.

**PÉRIODE
  
ACTUELLE**

**RENCONTRE NATIONALE
  
BANLIEUE CENT VISAGES**

**LONGJUMEAU 9.10 MARS 1990**

mes sociaux n'étaient pas nou­veaux, leur prise en compte offi­cielle, leur a attribué un caractère nouveau ; c'est dans ce sens qu'on a vu apparaître le ministère de la Ville.

Depuis plus de dix ans, sont appa­rus aussi de multiples cadres et structures associatives à caractère socio-culturel et *humanitaire* ayant pour tâche : trouver des solutions aux problèmes sociaux des gens.

Le thème de l'immigration a eu par exemple une ampleur pol itico-médiatique sans précédent (5). Les mesures les plus récentes concer­nent le Code de la nationalité et la politique de "l'immigration zéro" tout comme les précédentes, ne font en fait, que renforcer la logique de classification d'une partie des mem­bres de la société.

Ces choix politiques en direction des populations étrangères, entraî-nentdes changements permanents dans les pratiques des travailleurs sociauxqui continuellementdoivent interpréter les règles juridiques et le droit. C'est autour de ces questionnements que PEPS a con­

sacré trois numéros sur le dossier de l'immigration (6).

**VERS UNE CULTURE
  
DU TRAVAIL
  
SOCIAL**

Les actions de réflexion actuelle­ment engagées par l'Association traduisent la **mémoire, l'identité et l'histoire** de notre Association. C'est à travers et par ces actions que PEPS donne sens à sa raison d'être et arrive à définir une appro­che instituante donnant sens à une culture du travail social.

Plusieurs d'entre elles méritent d'être exposées :

* **La première** concerne une étude documentaire sur les dix ans de production écrite de PEPS. La né­cessité de cette recherche est ve­nue en 1992 lorsque les membres de l'Association souhaitaient fêter les 10 ans de la revue.

Ce travail documentaire en cours depuis un an, comprend à la fois une bibliographie détaillée sur l'en­semble des numéros réalisés par PEPS, mais aussi une série d'en­tretiens semi-directifs avec des personnes qui ont marqué l'histoire de l'Association.

Les objectifs recherchés par cette étude sont nombreux et vont per­mettre à l'Association de :

- travailler sur son histoire ;

- faire le bilan du travail social en s'appuyantsur les différentes ques­tions traitées par la revue ;

- comprendre l'évolution des prati­ques sociales et les différents mou­vements sociaux. Cette compré­hension des changements interve­nus sur la scène sociale peut nous guider dans l'adoption d'une meilleure formule de travail aussi bien par rapport au choix des sujets à analyser dans la revue que par rapport aux démarches adéquates à entreprendre en direction des tra­vailleurs sociaux et des réseaux ;

— confirmer davantage son identité en se basantsurson indépendance vis à vis des partis et des structures politiques et sur la liberté d'expres­sion qui a toujours caractérisé la politique rédactionnelle de la revue.

PAR •LES

ET PRATIQUES SOCIALES

twetetierogibakaiminrrifaeir.usen189•F

Actuellement nous traversons une période particulièrement riche. Les changements considérables surve­nus depuis 10 ans sur la scène 'sociale et les nouvelles données que ces changements ont produits

***6*** pour les praticiens interrogent l'As-

- sociation Paroles et Pratiques So­ciales et sa Revue.

Nous avons vu apparaître l'accrois­sement des phénomènes sociaux tels que les crises des banlieues et d'innombrables difficultés (la vio­lence, l'augmentation du chômage, l'insécurité de l'emploi, la crise du logement, le mal de vivre, etc).

Les réponses officielles des pou­voirs publics à ces problèmes se traduisent souvent dans l'institutionnalisation des mesures telles que TUC, CES, RMI, ZEP, DSQ, etc. Même si certains problè-

L'analyse de ces dimensions per­mettra de dégager une **"sensibi­lité et une approche"** propre à PEPS ;

-sensibiliser l'implication des étu­diants en formation initiale à cette recherche et aux autres activités de l'Association.

En dehors de cette recherche, nous enregistrons depuis plusieurs an­nées une demande importante des étudiants et de leurs formateurs pour des numéros de PEPS ciblés sur des thèmes de leur choix.

* **La deuxième** action de réflexion menée par notre Association con­cerne le domaine de la formation. PEPS est habilité comme orga­nisme de formation et est déjà in­tervenu dans les centres de forma­tion ou des colloques surdifférents thèmes (Mots sensibles, action de développement local, toxicomanie).

La légitimité d'intervention propo­sée par l'Association vient de sa forme de pensée, de son expé­rience etde son regard surie champ social. La façon dont les questions sociales sont traitées et l'approche sur laquelle elle se base pourdéve-lopper certaines idées relatives à ce champ, lui donnent la possibilité et la légitimité d'intervenir dans les lieux de formation.

PEPS a déjà animé un stage an­nuel avec la Fédération des Asso­ciations de Recherche et d'Éduca­tion à la Paix sur le thème de la violence et des conflits.

**PEPS** béneficie d'une expérience de plus de dix ans. Sur plusieurs axes, il est aujourd'hui en mesure de transmettre ses compétences (l'écriture professionnelle, la com-

munication dans le champ social, l'approche ethnographique appli­quée au travail social, l'immigration et le travail social, etc). Toutes ses expériences sont issues de plus de dix ans de **paroles etde pratiques sociales ;**

La plupartdes membres de l'Asso­ciation sont des travailleurs sociaux de base et interviennent en même temps dans les écoles de travail social, dans les Universités ou mè­nent des recherches sur des ques­tions sociales.

Plusieurs négociations sont déjà en cours avec certaines écoles de tra­vail social pour préparer l'interven­tion de PEPS dans leurs cursus de formation.

* **La troisième** orientation de l'As­sociation concerne le développe­ment du travail en partenariat. Plu­sieurs numéros sont déjà parus en collaboration avecdesAssociations qui proposent des pratiques diffé­rentes en travail social. La néces­sité de questionner les pratiques sociales par une approche trans­versale paraît être réalisée aujourd'hui comme une forme in­dispensable et demandée de rai­sonnement.

C'est dans cette perspective que notre prochain numéro (43) sera réalisé en partenariat avec la CONCASS (Coordination Nationale des Collectifs d'Assistants de Ser­vice Social).

Des négociations sont en cours actuellement avecd'autres structu­res associatives pour que celles-ci puissent s'approprier des colonnes de PEPS afin de créerdes espaces d'expression et d'interaction. Cette

démarche s'inscrit plus que jamais dans le rôle médiateur que notre Association joue et entend déve­lopper dans les années à venir.

Cet élargissement du travail en partenariat non institué, va tout na­turellement dans le sens du déve­loppement d'un travail en réseaux. à cet effet, H. Bazin oppose la notion de réseau à l'idée de "partenariat institué" par les décideurs sociaux où chacun joue son rôle de "représentant" de quel­que chose (7).

Plusieurs initiatives sont d'ailleurs en examen afin de mettre en place des correspondants dans les gran­des et petites villes de France. Cette décision vient surtout des person­nes qui ont manifesté leur souhait d'être le relais des réflexions de PEPS dans leur ville et dans leurs institutions.

L'autre volet de cette décision va concerner les pays étrangers. Nous sommes depuis un an en échange d'expériences et de pensée notam­ment avec l'Ecole de prévention J. Bleger de Rimini en Italie. Nous étudions actuellement les possibili­tés de mêmes formules de collabo­ration avec &autres pays.

**Mehdi FARZAD**

1. Voir l'article paru sous le titre :*Quel modèle, quelle pratique, quelle éthique?,* in Revue POUR, *Le travail social en perspective,* Privat, N° 103­104, 1985.
2. L'articulation entre la théorie et la pratique, fait partie des objectifs essentiels de la Revue PEPS.
3. A.E.U.F.(Association des Equipes Unionistes de France), C.R.E.A..F. (Centre de Recherche et d'Echange de l'Association Fontenay), L.P.S. (Logement et Promotion Sociale), MEMOIRE FERTILE (mouvement inter-associatif issu de l'immigration) , OTAGE ( Bulletin trimestriel pour l'expression des détenus(e)s ), S.T.A.J. (Ser­vice Technique pour les Activités de Jeunesse).
4. L'idée d'organiser des rencontres entre des personnes qui écrivent, fait également partie des objectifs de PEPS. Dans la mesure où les réflexions ne se limitent pas à une simple rédac­tion d'article, c'est souvent lors de ces rencon­tres que la question d'utilisation sur le terrain, des articles écrits dans la Revue est posée.
5. Voir "Le Monde" du mercredi 2 juin 1993 (entretien avec Charles Pasqua)
6. Voir les numéros 39, 40 et 41 de la Revue PEPS.
7. H. Bazin, "La dictature du partenariat", in PEPS No 37

çrt7:1.1.'

*Forum Expression, de, 1ei3.0 à in ?mit*

A ln rÔis

los sons ot rlre images

*Forum Débat de 18h 4 20k30*

Pratiques ctiltüi elles :

Ver.s.tin ospaor

PEPS n° 42 avril-juin 1993

**LA NOTION DE LIEN SOCIAL**

LiAKk **i**

LA r **n**OtyVAtENCE dE SECTEUR

*Les interrogations sur la polyvalence de secteur et la profession d'assistant de service social sont au centre des discussions sur l'avenirde travail social qui se poursuivent actuellement par de multiples acteurs du social, dans différentes instances.*

*Mais il importe aux professionnels que l'usager soit situé - ou resitué - au coeur du débat.*

C'est ce qui a motivé une recherche (1) sur la manière dont le client du service social est pris en compte, en tant que personne, dans la pratique professionnelle des AS de Polyvalence (2) .

**LA POLYVALENCE DE
  
SECTEUR, AU CENTRE
  
DU DÉBAT SUR LA
  
COHÉSION SOCIALE**

Pour exemple, nous citons les ré­flexions engagées en vue de l'élabo­ration du XI ème Plan par la com­mission intitulée "Cohésion sociale et prévention de l'exclusion".

Antoine DURRLEMAN, délégué gé­néral aux Affaires sanitaires et so­ciales de la ville de Paris qui a dirigé le groupe "Travail social", s'expri­mait ainsi en février 1993 (3) :

"Le maintien de la cohésion sociale et la lutte contre l'exclusion condui­sent, précisément, à remettre au centre du travail social, l'écoute de l'usager, la manière de répondre concrètement à ses besoins, et la capacité d'entreprendre avec lui un véritable accompagnement dans la durée. Une dimension que tendent, justement, à ignorer les politiques sociales actuelles : venant souvent d'en haut et se superposant les unes aux autres, celles-ci conduisent à contourner le service le plus à l'écoute du bénéficiaire, à savoir le service social polyvalent de secteur. Pour

nous, il s'agit de mettre fin à ce contournement."

Ces propos illustrent bien une cer­taine prise de conscience que la Polyvalence est à la fois un lieu où les symptômes de ce qu'on appelle généralement "la crise du travail social" sont les plus manifestes et à la fois un lieu possible d'articulation et de mise en cohérence des politi­ques sociales.

Que le service social polyvalent soit repensé en termes de modèles organisationnels, de missions ou de formation des travailleurs sociaux, la question de fond porte sur le sens du travail social, à travers une prati­que professionnelle en pleine muta­tion dans le contexte de crise ac­tuelle.

Cette crise est qualifiée ainsi par le sociologue Serge PAUGAM (4) qui parle "des figures nouvelles de la pauvreté" : Elles "sont liées à plu­sieurs évolutions structurellés qui se sont produites simultanément. La première est la dégradation du mar­ché de l'emploi et la montée du chômage de longue durée qui frappe à la fois les jeunes sans expérience et les travailleurs plus âgés. La deuxième est l'affaiblissement des liens sociaux qui prend deux formes différentes : l'instabilité du lien fami­lial qui engendre des situations d'iso­lement et de vulnérabilité ; le déclin relatif des solidarités de classe qui donnaient aux catégories populai­res le sentiment d'appartenir à un

groupe uni par le même destin et les mêmes revendications."

Or comment, dans ce contexte, pré­server le sens du travail de l'assis­tant social qui est comme le réaffir­mait la CONCASS en Décembre 1991 (5) "de viser à l'autonomie de la personne, c'est à dire de responsabiliser l'individu dans la société en lui permettant d'obtenir les moyens législatifs, juridiques, sociaux, psychologiques, d'assumer et de surmonter par lui-même ses difficultés et de s'adresser, s'il l'es­time nécessaire, aux instances con­cernées." ?

**DE L'AIDE
  
INDIVIDUALISÉE A UNE
  
INTERVENTION
  
SOCIALE
  
INTERDISCIPLINAIRE
  
ET PARTENARIALE**

Les statistiques du District de ser­vice social de Chalon sur Saône mettent en évidence la polyvalence d'intervenants et de réponses socia­les. Sur l'année 1992, près de 40% des suivis effectués par l'ensemble des 17 assistants sociaux du Dis­trict, le sont conjointement avec d'autres intervenants sociaux. Et si l'on considère les suivis qualifiés de lourds, on arrive à un pourcentage de près de 70% des suivis conjoints. Par autres intervenants nous n'en­tendons qu'un certain type relative-

ment restreint d'acteurs : AS spécia­lisés, éducateurs, CESF, puéricul­trices ou travailleuses familiales. Ils sont actuellement au nombre ap­proximatif de 80 appartenant à 24 services différents.

C'est donc sans compter les diffé­rents intervenants de l'ANPE, de la Mission Locale, du CCAS, des mai­sons de quartier, du DSQ et bien sûr tous les bénévoles des associations caritatives. Cela donne un certain aperçu du nombre d'acteurs ayant à un titre ou à un autre possibilité d'intervenir dans la prise en charge d'une situation individuelle, dans une ville moyenne (la population de Chalon sur Saône est de 53291 ha­bitants).

Mais l'analyse de la pratique profes­sionnelle, à travers l'étude des diver­ses modalités d'intervention dans huit situations sociales différentes, a permis aussi de mettre en évidence qu'un certain partage des fonctions et des rôles s'est instauré de fait sur le terrain

L'intervention de l'ASP reste géné­raliste par rapport aux nombreux intervenants qui traitent certains aspects particuliers d'une situation. Mais sa fonction d'aide individuelle auprès d'une personne s'est élargie à une fonction de mise en oeuvre et de coordination d'une intervention sociale interdisciplinaire et partenariale.

**LA POSITION
  
PARADOXALE DE
  
L'ASSISTANT SOCIAL
  
POLYVALENT**

En s'inspirant de la méthode d'ana­lyse et de compréhension de la réa­lité sociale développée par le socio­logue Michel CROZIER (6) , il est possible de montrer comment tous les acteurs sociaux et médico-so­ciaux impliqués dans une interven­tion sociale forment un ensemble relationnel autour de la personne et de la famille en difficulté, dont on peut mettre à jour le mode de fonc­tionnement.

Cet ensemble relationnel se décom­pose en deux sous-ensembles qui sont dénommés dans le cadre de cette recherche : le système d'ac­compagnement social et le système de protection des personnes.

* **Le système d'accompagnement social**

Il est formé par l'ensemble des ac­teurs - personnes, groupes, institu­tions - qui, à un moment ou à un autre, interviennent dans une situa­tion sociale, à la demande du client, ou tout au moins avec son accord.

Les deux premiers acteurs qui en­trent en scène sont l'assistante so­ciale - qui intervient dans les huit situations, et la puéricultrice du ser­vice de Protection Maternelle et in­fantile (PMI) - qui intervient dans six situations sur huit. Leur intervention s'inscrit dans la durée. Ainsi dans les huit situations, le temps d'interven­tion varie entre neuf mois et treize ans.

Le troisième acteurqui entre en scène est la travailleuse familiale. Elle in­tervient dans cinq situations sur huit. Elle est l'intervenant le plus proche de la famille car elle passe plusieurs heures par semaine au domicile et surdes périodes longues. Parexem-ple pendant huit ans dans une situa­tion, et sept ans dans une autre. A travers un accompagnement de la mère de famille, surie plan de l'orga­nisation matérielle et du budget, elle fait le lien entre la famille et les structures du quartier.

D'autres mesures d'accompagne­ment peuvent être mises en place, conjointement ou non : Conseillères en économie sociale et familiale (CESF) exerçant des actions budgé­taires, éducateurs exerçant des mesures d'accompagnement visant

l'insertion professionnelle,
  
éducateurs ou assistants sociaux spécialisés du service de l'Aide So­ciale à l'Enfance (ASE) exerçant des mesures d'assistance éducative en milieu ouvert (AEMO administra­tive) pour soutenir les parents dans l'éducation de leurs enfants. Ces mesures d'accompagnement se ca­ractérisent par une forme contrac­tuelle et sont exercées sur des du­rées déterminées et limitées, et éventuellement renouvelables.

L'assistante sociale polyvalente a une position centrale dans ce sys­tème d'accompagnement. Elle fait appel aux autres intervenants, en discutant préalablement des termes du contrat avec le client. Elle coor­donne les différentes actions, soit en servant de relais pour l'échange des différentes informations, soit en or­

ganisant des rencontres de synthèse entre les intervenants. Elle fait aussi appel aux associations de quartier ou aux associations caritatives pour des aides ponctuelles ou des ac­compagnements bénévoles. Elle ins­truit les dossiers de demandes d'aides financières auprès des diverses com­missions (commissions de l'Aide Sociale à l'Enfance, de la Caisse d'Allocations Familiales, de l'Asso­ciation d'Aide au Logement). Elle fait aussi la liaison entre le client et les différentes institutions (administra­tions, hôpitaux, écoles), en lui indi­quant où s'adresser, quelle personne rencontrer, en facilitant la prise de rendez-vous.

Par ces liaisons permanentes avec les associations, les commissions d'aides financières, les institutions, l'assistante sociale polyvalente joue un rôle de relais entre la personne en difficulté et l'environnement social. La bonne connaissance et la prati­que de ces réseaux sociaux est devenue primordiale par rapport à la relation de proximité avec le client qui est déléguée à d'autres intervenants.

* **Le système de protection des personnes :**

Il est formé par l'ensemble des ac­teurs qui intervienn%nt lorsqu'une personne est en danger ou met d'autres personnes en danger. La position centrale de l'assistante so­ciale polyvalente à l'intérieur du sys­tème d'accompagnement l'amène bien souvent à constater qu'une si­tuation se dégrade, qu'il y a percep­tion d'un danger pour les personnes majeures ou mineures.

Elle réunit toutes les informations nécessaires auprès de tous les intervenants et les institutions con­cernées (parexernple les travailleurs sociaux des autres services, les en­seignants, l'équipe de la maison de quartier, les associations) pour pré­senter un rapport destiné aux auto­rités judiciaires.

Dans le cas de la protection de l'en­fance, ce rapport est étudié en "com­mission de signalement" qui réunit l'assistante sociale, la puéricultrice et le médecin de PMI, les travailleurs sociaux du service de l'ASE et le responsable du service (attaché ou inspecteur). S'il est constaté un ris­que de danger pour les enfants et que les parents acceptent une inter-

*10*

vention de type contractuel, une AEMO administrative peut être mise en place. La situation continue alors d'être prise en charge dans le cadre du système d'accompagnement so­cial. Mais s'il est constaté que les enfants sont en danger, le dossier est transmis aux autorités judiciai­res. La situation relève alors du sys­tème de protection des personnes.

La commission de signalement fonctionne donc comme un sas de sécurité entre les deux systèmes, permettant à la fois un passage ra­pide des situations pour répondre à une situation d'urgence et de dan­ger, et à la fois un passage contrôlé qui vise à garantir le respect des libertés individuelles.

Dans cet espace d'articulation entre les deux systèmes, l'assistante so­ciale polyvalente a une responsabi­lité importante car c'est à partir des informations qu'elle transmet qu'une décision peut se prendre. Or cette responsabilité n'est pas facile à en­dosser. Dans les huit situations ob­servées, les principales interroga­tions des assistantes sociales por-tént précisément sur ce point : "Est-ce qu'il faut signaler ou non la situa­tion ? Comment va réagir la famille s'il y a signalement ? Comment va réagir l'environnement social si des mesures ne sont pas prises ?" Les critères de signalement ou de non-signalement sont dans la majorité des cas discutables et discutés.

Lorsque la situation sociale est prise en charge dans le cadre du système *de* protection, l'assistante sociale abandonne son rôle de coordination au profit du travailleursocial mandaté par la justice. Elle reste néanmoins l'un des intervenants, soit ponctuellement, soit dans des do­maines précis (souvent pour des demandes d'aides financières). Par contre, lorsque la mesure judiciaire prend fin et qu'il y ace qu'on appelle "retour au secteur", L'AS polyva­lente reprend son rôle de coordina­tion antérieur.

* **L'assistant social polyvalent,** dans un espace d'articulation entre un système d'accompagnement et un système de protection.

Ces deux systèmes sont complé­mentaires. Ils fonctionnent cepen­dant sur des logiques différentes voire contradictoires.

Le système d'accompagnement a pour visée l'autonomie des person­nes et leur insertion dans les ré­seaux sociaux. Il fonctionne sur un mode contractuel, formalisé ou non par un contrat écrit.

Le système de protection a pour visée la protection des personnes et la sécurité de leur entourage. Il fonc­tionne sur un mode coercitif dans la mesure où la liberté des personnes est limitée par une décision de justice.

Or l'AS polyvalente, parce qu'elle est située à la fois dans une position centrale dans le premier système et à l'articulation des deux systèmes, est amenée à gérer à la fois cette complémentarité et cette contradic­tion. On peut donc retenir que cette position paradoxale constitue l'origi­nalité même de la fonction de l'AS polyvalente.

**L'ASSISTANT SOCIAL POLYVALENT, UN "RÉFÈRENT SOCIAL" ,**

Cette recherche a permis de fonder l'hypothèse qu'à partir de la prise en compte d'une personne appréhen­dée dans sa globalité, l'intervention sociale vise à constituerou à recons­truire une chaîne de relations socia­les autour d'elle.

La mise en place de cette chaîne de relations - nécessaire à toute per­sonne pour résoudre ses problè­mes, mener à bien sa vie sociale, retrouver ou sauvegarder son équi­libre ou son autonomie-est devenue ,prépondérante par rapport à la rela­tion duelle assistante sociale - client, qui a été longtemps l'essentiel du modèle traditionnel de l'intervention

en polyvalence. .

En ce sens, la fonction de l'assistant social polyvalent peut se concevoir comme une fonction de création ou de restauration du lien social. Le lien social étant ce qui unit les personnes entre elles, il peut s'analyser comme "le résultat de la constitution de rela­tions d'entraide et de réciprocité aux fins de protection et de promotion mutuelle des individus qui s'y enga­gent" (7).

C'est dans cette dynamique des échanges relationnels que peut se concevoir la fonction de l'assistant social. Il est une sorte d'opérateur

autour de qui l'intervention sociale peut s'ordonner pour permettre à une personne de sortir de son isole­ment et de résoudre ses problèmes en utilisant les ressources de son environnement social.

Le terme de référent a été utilisé jusqu'à présent, dans le champ so-

cial, principalement par les
  
éducateurs pour désigner la per­sonne qui prend en charge soit un résident dans un établissement spé­cialisé, soit un enfant accueilli au service de l'Aide sociale à l'Enfance.

Parextension et au vue des résultats de cette recherche, le terme de "Référent social" pourrait définir la fonction de l'AS polyvalent. Il permet de bien marquer que l'assistant so­cial est au coeur d'une dynamique des échanges qui s'organisent autour d'une personne en difficultés. Le terme de social permet d'indiquer que l'AS polyvalent se situe dans un espace entre une personne ou une famille et l'ensemble des réseaux sociaux qui constituent leur environ­nement.

On peut ainsi mieux différencier la fonction d'accompagnement social qui s'exerce plutôt dans une relation de proximité avec le client, et la fonction de "Référent social" qui s'exerce plutôt dans un espace d'ar-tiçulation entre différents réseaux sociaux . Cette recherche a montré aussi que l'AS polyvalent se situe de plus en plus dans cette fonction de "Référent social" en déléguant à d'autres travailleurs sociaux la fonc­tion d'accompagnement individuel. Mais ces deux fonctions sont com­plémentaires. Bien qu'elles corres­pondent à des niveaux d'interven­tion sociale différents, elles contri­buent ensemble à créer ou restaurer le lien social.

**LA POLYVALENCE, COMME ESPACE DE RÉGULATION ET DE CRÉATION SOCIALE**

La fonction de référent de l'AS poly­valent telle qu'elle vient d'être mise en évidence dans la prise en charge des situations individuelles devrait permettre de positionner la Polyvalence comme lieu d'interface entre toutes les institutions qui con­courent à l'action sociale locale.

Chacun des partenaires, qu'ils soient politiques, associatifs ou adminis­tratifs ont des logiques et des fonc­tionnements propres. L'équipe de Polyvalence a la particularité de ne pas avoir de logique propre, si ce n'est celle d'utiliser toutes les res­sources locales pour satisfaire au mieux les demandes des usagers. Sa position est donc toute indiquée pour l'exercice d'une fonction de re­cherche de cohérence.

L'équipe de Polyvalence pourrait représenter un espace de régulation entre un système d'accompagne­ment et un système de protection des personnes, en participant ainsi à la garantie des droits et des devoirs des citoyens. Elle pourrait représen­ter aussi un espace de médiation entre ceux qui organisent la solida­rité locale et ceux qui en bénéficient. Elle pourrait enfin représenter un espace de création et d'invention sociale, en participant à l'élabora­tion d'autres modes de réponses sociales et à la construction de l'offre d'insertion.

Positionner ainsi, dans la réalité, la Polyvalence de secteur n'est certai­nement pas si simple. Cela sup­pose, pour l'équipe, de bénéficier d'une certaine marge d'autonomie institutionnelle, de pouvoir prendre de la distance pour ne pas être en­traîné dans certaines logiques institutionnelles plus que dans d'autres. Cela suppose surtout d'avoir la volonté de gagner une certaine reconnaissance de la part des autres partenaires. Mais plu­sieurs éléments laissent entrevoir les possibilités de conquérir cette position.

En effet, si l'on se réfère au bilan d'activité du District de service so­cial de Chalon sur Saône en 1992, on peut s'apercevoir que les assis­

tants sociaux participent de plus en plus à ce qu'on peut appeler d'un terme générique "les interventions sociales d'intérêt collectif'.

Ces interventions peuvent être clas­sées en deux catégories :

* **les interventions collectives** en direct avec les bénéficiaires pour les­quelles les AS prennent en charge des groupes, le plus souvent conjointement avec d'autres acteurs sociaux : par exemple des informa­tions collectives concernant le RMI et les contrats d'insertion, des mo­dules d'éducation budgétaire, des informations collectives concernant les impôts ou les vacances.
* **les interventions auprès de par­tenaires** sociaux pour lesquelles le soutien technique des AS est solli­cité pour concevoir ou mettre en oeuvre des projets d'interventions auprès de groupes : par exemple la participation à des comités de pilo­tage de stages d'insertion profes­sionnelle ou de chantiers-écoles à destination de publics en grandes difficultés, la participation à l'élabo­ration d'actions spécifiques dans le domaine de l'illettrisme, la santé des jeunes, l'alphabétisation, la partici­pation à la formation de bénévoles exerçant des mesures d'accompa­gnement social.

Dans cette deuxième catégorie les interventions sont de plus en plus nombreuses et correspondent à des sollicitations des différents acteurs locaux. Ceci tendrait à monter que les partenaires locaux de l'équipe de Polyvalence ont des attentes et ma­nifestent par là une certaine recon­naissance des capacités des assis­tants sociaux à traduire des besoins individuels en termes collectifs, à apporter leur concours technique et méthodologique dans l'élaboration locale de réponses sociales.

**LE SENS DU TRAVAIL SOCIAL ..• A RÉINVENTER**

L'un des intérêts de cette analyse de la pratique des AS polyvalents du District de Chalon sur Saône, a été de mieux différencier les éléments qui relèvent de la forme organisa­tionnelle du travail social de ceux qui relèvent du contenu et du sens de la pratique professionnelle.

Les formes organisationnelles des équipes de polyvalence sont multi­ples et différentes d'une localité à une autre. Elles sont liées aux volon­tés des employeurs, aux contextes économiques et politiques locaux. Elles sont souvent imparfaites ou en pleine évolution. Les expérimenta­tions de différents modèles sont nombreuses et privilégient soit la notion de "territoire" soit la notion de "missions". On peut constater aussi que les professionnels ont peu de moyens actuellement d'influer sur l'évolution de ces différents modè­les.

Par contre le sens du travail social est constamment à réinventer en fonction de l'évolution du contexte - social, afin de ne pas perdre de vue l'usager en tant que personne. Cette réflexion de fond représente un point d'ancrage de la pratique qui n'appar­tient qu'aux professionnels eux-mê­mes. Elle peut constituer un élément essentiel d'une culture profession­nelle commune au delà des différen­ces institutionnelles ou locales.

**Brigitte HAINZ-GIRARD**

Assistante sociale, coordinateur de District de service social Etudiante en DEA de Sociologie à l'Université de Franche-Comté

11

1. Cette recherche a été effectuée dans le cadre d'une maîtrise de sociologie et d'un DSTS, soutenus en 1993, à l'Institut de Formation au Travail Social de Besançon, avec pour directeur de mémoire Bruno PEQUIGNOT, Professeur de Sociologie à l'Université de Franche-Comté.
2. Le terrain de recherche est constitué par le District de service social de Chalon sur Saône, qui comprend 17 secteurs d'assistants sociaux, sous l'autorité de la Direction des Services sociaux (Conseil Général de Saône et Loire). Bien évidement, l'analyse présentée ici n'engage d'aucune façon la Direction des Services Sociaux, mais seulement son auteur.
3. Propos recueillis par Isabelle SARAZIN, dans un article des Actualités Sociales Hebdomadaires N°1821 du 26 Février 1993.
4. Propos tenus par Serge PAUGAM, Sociologue, dans son livre "La société française et ses pauvres" (Paris, PUF, janvier 1993), page 51.
5. Citation dans un écrit de la CONCASS daté du 17 décembre 1991, suite au week-end de réflexion du 14 et 15 décembre 1991 pour approfondir la revendication : moyens pour un travail de qualité.
6. Cette méthode d'analyse est exposée par Michel CROZIER dans son livre "L'acteur et le système" (Paris, Seuil, 1977) et notamment page 452 : il s'agit "de découvrir les caractéristiques, la nature et les règles des jeux qui structurent les relations entre les acteurs concernés et, partant, conditionnent leurs stratégies, et de remonter ensuite aux modes de régulation par lesquels ces jeux s'articulent les uns aux autres et sont maintenus en opération dans un système d'action concret".
7. Définition du LIEN SOCIAL donnée dans la revue Actions et Recher­ches sociales, n°1, 1985

**ENTRE L'ARBRE ET L'ECORCE**

LE TRAVAILLEUR SOCIAL

*Tel est le titre d'une étude menée par un groupe d'étudiants et de formateurs de deux écoles de travail social : école d'assistants de service social et école d'éducateurs spécialisés.*

Plusieurs raisons avaient présidé à ce travail en commun à trois grou­pes d'étudiants de formations diffé­rentes (ASD, ES, ME) en 1 ère an­née d'études ; retenons qu'à la fois le choix pédagogique de rendre des étudiants acteurs dans la constiution d'un savoir, et la néces­sité, dans une période où le secteur social est en ébullition, de se pen­cher sur les perceptions de nos professions pardifférentes catégo­ries d'acteurs sociaux, ont été des arguments importants de mobilisa­tion des étudiants et formateurs des deux institutions.

L'idée de départ est que le choix d'une profession sociale ne découle pas de facteurs uniquement objec­tifs, basés sur des attentes, des projets professionnels ou une con­naissance des spécifités. Ces choix sont liés aux représentations socia­les des professions, elles-mêmes reflets d'enjeux affectifs, sociaux, politiques.

12 En fonction de cette problématique,

il a donc été prévu de réaliser une vingtaine d'entretiens auprès de sept publics différents : candidats à une formation du secteur social, prestataires de formation, orientateurs, usagers, élus politi­ques et professionnels en exercice, soit une centaine d'entretiens exploitables, qui ont été analysés, dans un premier temps par type de public, puis par thème de façon transversale.

Les conclusions de l'étude indiquent des tendances lourdes au maintien des professions issues de l'histoire ;

l'identité du secteur social et de ses professions reste, au regard des résultats largement problématique.

Voici quelques unes des observa­tions principales issues de cette analyse :

**REPRÉSENTATION DES PROFESSIONS**

Les professions du social unanimement citées sontAS et ES ; en second lieu viennent animateur et aide à domicile.

Il y a peu de contenus dans les tâches des différentes professions :

* l'AS s'adresse à la famille, a une tâche administrative ; elle est vue comme "plaçeuse" d'enfants.
* l'ES s'adresse aux enfants et aux adolescents et a une tâche éduca­tive ; il est vu comme substitu tparental.

On constate donc une représenta­tion des professions issues de l'his­toire et une non existence de l'iden­tité de travailleur social.

**QUALITÉS ET
  
COMPETENCES**

Les qualités attendues des tra­vailleurs sociaux tournent plus autour de la relation d'aide que des compétences techniques. En effet, les qualités humaines sont mises en avant : écout,e communication, compréhension, don de soi. Les qualités reconnues le sont pour l'en­semble des travailleurs sociaux. Le travail social n'est pas reconnu par.

l'ensemble du public comme une profession, mais plutôt comme une vocation où les qualités humaines prédominent sur les compétences techniques. Le concept de partena­riat est peu évoqué ; même ceux qui l'estiment indispensable le recon-naissentquasi-inexistant.

**PUBLICS**

Le critère d'explication des problè­mes des usagers vient en général du vécu des personnes inter­viewées. Les problèmes portent sur les registres suivants : logement, insertion, facteurs économiques et psychologiques. Il y a une forte tendance à stigmatiser les usagers.

Unanimement, la famille est repré­sentée comme source de tous les problèmes cités (approche indivi­dualiste, familiale, mais pas collec­tive). Les classes populaires sont estimées usagers potentiels des services sociaux.

Les professionnels sontvus comme réparateurs, palliatifs des problè­mes des usagers. Idée (transver­sale) que les individus sont respon­sables de leursituation (pas d'inter­rogation sur le rôle de la société). Ceci est en opposition avec le prin­cipe, en travail social, de reconnaî­tre l'usager acteur, partenaire.

**REPRÉSENTATIONS DE LA FORMATION**

La plupart des personnes inter­viewées considèrent les professions du social comme un sacerdoce,

une vocation et non comme un métier à part entière exigeant des références théoriques et une pro­fonde connaissance de la réalité par l'ES ; l'importance est donnée aux stages ; poureux, la théorie est axée sur la psychologie, la pédago­gie et le droit.

Professionnels et formateurs con­naissent peu le contenu des profes­sions différentes de la leur : serait-ce un obstacle au partenariat ?

**MARCHÉ DE
  
L'EMPLOI**

Le secteur est perçu comme non affecté par le chômage à cause de l'accroissement des difficultés so­ciales (paupérisation) etde la pénu­rie de professionnels sur le terrain. Il n'y a pas de perspective de car­rière pour ces professions, mais l'idée d'un turn-over important, pour éviter l'usure professionnelle. On reste avec l'idée d'une profession difficile, voire dangeureuse, mais la question de la responsabilité du travailleur social n'est jamais évo­quée.

La rémunération est jugée, insuffi­sante, compte-tenu de la qualité et de l'investissement personnel exigé.

Ces résulstats sont à expliciter et compléter par l'analyse par type de public.

Au regard des éléments, un certain nombre de questions se posent : comment expliquer, malgré une spécialisation des professions, le regard indifférencié des publics ?

Comment expliquer(etquelles con­séquences) la tendance à réduire à deux professions (AS et ES) les professions du social ?

Le centrage du regard sur "famille" et "enfant" reste dominant. Cela n'invalide-t-il pas les tendances actuelles d'évolution du travail so­cial ?

L'identité du travailleursocial reste majoritairement ancré sur les qua­lités personnelles et peu sur les compétences ; ils sont pourtant ju­gés sur les résultats. Que signifie cette contradiction. Comment gé­rer et articuler ces deux pôles de légitimité ?

Ces professions semblent

socialement valorisées et repérées comme difficiles. Cela n'est-il pas simplement dû à la prégnance de la dimension "qualité personnelle" ?

Les représentations sociales res­tent ancrées sur les rencontres per­sonnelles des acteurs. Que fait la profession pour moduler celles-ci, forcément subjectives, à partir de critères plus objectifs ?

Ces questionnements serviront de base de réflexion lors d'une journée des professionnels organisée par l'ESS et I'ESSRN LE 1 OCTOBRE 1993 à LILLE.

L'ETUDE FAIT L'OBJET D'UNE PUBLICATION (35 francs, frais de port en sus)

Pour tout renseignement, s'adres­ser à M.P. Fourdinier, ESSRN, 68 bd Vauban, 59000 LILLE.

**M.P. Fourdinier**

formatrice, E.S.S.R.N.

Abréviations :

A.S. : assistant de service social

E.S. : éducateur spécialisé

M.E. : moniteur éducateur

T.S. : travailleur social

POUR RÉSOUdRE [A CRISE du TRAVAIL SOCIAL.

**Projet de programme de formation pour les assistantes sociales ;
  
l'humour au service de la réflexion...**

1. *pour mieux jouer leur rôle*

*cours de théatre, d 'inprovisation cours de mise en scène pour les A.S chefs*

1. *pour faire apparaître des solutions là où il n'y en a pas*

*cours de prestidigitation,*

*d 'illusionisme*

1. *pour apporter la bonne parole cours de diction*
2. *pour persuader et contrôler les usa-*

*gers*

*cours d'hypnose, de suggestion*

1. *pour cibler les populations et les*

*problèmes*

*cours de tir à l'arc, de pistolet*

1. *pour trouver des solutions*

*cours de pendule, de baguette de sor-*

*cier*

1. *pour faire des projets d'avenir cours de tarot, de boules de cristal*
2. *pour se défendre contre l'agressi­vité des usagers*

*cours de boxe française, d'arts mar­tiaux*

1. *pour se passer de secrétaires cours de sténo-dactylo, de bureautique*
2. *pour courir après des solutions entraînement au marathon*
3. *pour raccommoder le tissu social cours de couture*
4. *pour assurer la cohésion sociale cours de soudure*
5. *pour travailler en concertation cours de savoir-vivre*
6. *pour classer les usagers*

*cours de psychomorphologie, création*

*d'étiquettes auto-collantes*

1. *pour se repérer dans les dédales*

*administratifs*

*cours de spéléologie, de navigation*

1. *pour financer l'action sociale*

*cours d'accordéon, de chant, de cla­quettes (autres possibilités en option)*

*Ces études se dérouleront en 3 années. L'accès aux écoles se fera par con­cours, suite à 2 années de classes préparatoires. Les études seront fi­nancées par des collectes et galas organisés par les étudiantes. Le sa­laire des assistantes sociales sera dé­terminé librement par les employeurs, et variera en fonction du mérite. Les assistantes sociales porteront une blouse rose pour mieux se faire recon­naître (symbolique : voir la vie en rose). Pour prévenir l'usure profes­sionnelle les assistantes sociales auront droit à un abonnement illimité à Eurodisney.*

**Rochelle Krakowski**

*13*

**LE MOUVEMENT**

**dES ASSiSTANTES SOCIALES**

*Alain TOURAINE est le théoricien français des mouvements sociaux. Il ne s'est pas penché sur le mouvement des assistantes sociales mais j'ai retrouvé dans ses écrits plusieurs analyses qui éclairent son sens.*

*Manifestation du CASIF (20 septembre 1991)*

*14*

Pour lui la société est vue comme un système de domination de plus en plus puissant suscitant des mou­vements de recherche d'identité chez les acteurs sociaux. Cette re­cherche d'identité s'effectue soit de façon isolée, soit au sein de grou­pes. A une conception pessimiste qui prévoit l'affaiblissement durable des mouvements sociaux, il oppose une conception qui restaure la ca­pacité d'action du sujet et donc l'émergence de mouvements so­ciaux.

Plusieurs conduites, telles la recher­che d'identité, peuvent être inter­prétées comme l'expression de conflits pouvant se transformer en mouvements sociaux. La notion d'identité est ambigüe, et peut ins­pirer des mouvements aussi bien rétrogrades que progressites. Elle peut être un obstacle ou le ferment nécessaire à la formation de mou­vement des assistantes sociales. En ce'qui les concerne, il y a, à la fois attitude défensive par rapport à la concurrence d'autres professions sociales et par rapport aux change­ments introduits dans les politiques sociales, mais aussi conduite offen­sive et rassembleuse productrice de revendications et d'actions radi­cales en direction du pouvoir politi­que. On peut dire d'ailleurs que le mouvement des assistantes socia­les est une tentative de passage d'une identité défensive à une iden­tité offensive.

A l'intérieur même du mouvement, toutes les assistantes sociales n'ont pas effectué ce passage, et pas au même moment. On peut illustrer ce passage par l'évolution de la plate ­forme revendicative. La première

revendication concernant l'homolo­gation du diplôme d'Etat au niveau Il est de style défensif puisqu'elle intervient en réponse au décret d'homologation. Il s'agit de défen­dre la représentation que les assis­tantes sociales se font de leur va­leur à travers le symbole du niveau de qualification. L'ANAS ainsi que beaucoup d'assistantes sociales souhaitent se limiter à cette reven­dication. La deuxième revendica­tion - revendication salariale - aurait pu prendre l'aspect d'une revendi­cation syndicale classique dans un premier temps. Mais le fait qu'elle émane d'une profession féminine, basée historiquement sur une vo­cation non monnayable, et dans un contexte où les revendications sa­lariales n'ont plus cours, lui confère déjà un caractère subversif.

Les différentes discussions entre assistantes sociales qui vont abou­

tir à chiffrer le salaire d'embauche à 10 000 francs net apportent une nouvelle dimension à la revendica­tion d'homologation. De même que le passage du niveau III au niveau II est un processus discontinu, sans intermédiaire, de même le salaire réclamé suppose une rupture d'avec le système d'estimation an­térieur. La troisième revendication ­des moyens pour un service social de qualité - dépasse les reproches sur le corporatisme du mouvement et lui donne un contenu qui peut intéresser tous les pans de la so­ciété.

Le terme de qualité énonce à lui seul l'enjeu du conflit entre le pou­voir politique et les assistantes so­ciales. Ce sont les finalités de l'ac­tion sociale qui sont en cause. Ce conflit peut s'exprimer à partir du moment où les deux parties sont d'accord sur un point fondamental.

PEPS n° 42 avril-juin 1993

La nécessité de l'existence d'un service social.

Ainsi l'énoncé de ces trois revendi­cations et de leur caractère indissociable suffit à déterminer au mouvement des assistanes socia­les le label de mouvement social. La présence d'éléments non négociables dans les négociations (qui pour les assistantes sociales n'ont même pas lieu) est une preuve supplémentaire de cette apparte­nance.

Alain TOURAINE nous explique que dans la société post-individuelle l'Etat ne représente plus un principe d'unité de la vie sociale, mais est conçu comme un chef d'entreprise, un agent d'intégration des acteurs sociaux, et non pas comme un ac­teur dominateur qui tend à s'impo­ser à l'ensemble de la société. Les forces d'opposition apparaissent comme des minorités en voie de marginalisation. L'interventionnisme étatique et l'institutionalisation des conflits tendent à ramener les mou­vements sociaux au niveau des "pro­blèmes sociaux", eux-mêmes ré­duit à des problèmes de la vie pri­vée. Le développement de la so­ciété de masse entraîne un affai­blissement du rôle dé l'intelligentsia et une réduction de celui des inter­médiaires. On assiste à un rappro­chement entre la base sociale d'une action collective et ses moyens d'ac­tion au niveau social, et à un face à face du pouvoir central et des mou­vements de base. Tout ceci se vé­rifie avec le mouvement des assis­tantes sociales.

La faiblesse des nouveaux mouve­ments sociaux et leur éclatement, car ce qui les unifie pour le moment ne peut être que leur attitude d'op­position. Les différentes discussions entre assistantes sociales sur la convergence avec d'autres profes­sions aboutissent toujours à l'exi­gence que celles-ci soient en mou­vement. Pour Alain TOURAINE, "aucune des luttes actuelles ne peu­vent être désignées comme le con­flit principal autour duquel pour­raient s'agglomérertous les autres" (cf "le retour de l'acteur, page 288). Pourtant, il me semble qu'il se dé­gage progressivement un objectif commun, la volonté de maîtriser l'historicité de la société, que l'on

peut qualifier de volonté autogestionnaire, et de changer les valeurs fondatrices de cette so­ciété. A cet égard, on peut rappro­cher les mouvements des infirmiè­res et des assistantes sociales du mouvement des femmes.

Celui-ci pourAlain TOURAINE "qui commence par l'appel défensif à l'identité, à la différence, à la spécificité et à la communauté, ne sursoit et ne gagne en influence que dans la mesure où il se trans­forme lui aussi en mouvement di­rigé contre un type de pouvoir so­cial ; en une action menée par les femmes mais pas seulement pour elles, contre le règne de la puis­sance et de l'argent identifié au pouvoir mâle : ainsi l'identité de­vient-elle aux yeux, du sociologue non pas l'appel à un être mais la revendication d'une capacité d'ac­tion et de changement" (Le retour de l'acteur, page 178). Ainsi les femmes essaient de transformer leur statut inférieur et leur culture privée en une force d'opposition à une culture instrumentale et productiviste. En tant que femmes ou en tant que professionnelles, elles luttent pour faire triompher d'autres modèles culturels que ceux qui sont actuellemeht Valorisés.

Les nouveaux mouvements sociaux ont aussi en commun de vouloir vivre dès maintenant d'une ma­nière conforme à ce que doit deve­nir d'après eux la vie sociale. Il ne s'agit plus de vivre pour préparer des lendemains qui chantent, mais de vivre différemment tout de suite. Une des raisons pour lesquelles le mouvement des assistantes socia­les a été fort et long est que celles-ci ont pu y expérimenter de nouvel­les manières d'être etde faire. Alors qu'elles sont supputées d'ar­chaïsme il semble que ce soient

plutôt les institutions sociales qui prorogent un fonctionnement hé­rité du 19ème siècle. Le fonction­nement de la coordination s'inscrit en faux contre les modèles d'orga­nisation centalisés, bureaucratiques et autocratiques que sont en géné­ral les institutions sociales, et dé­montre les compétences des fem­mes pour le travail et la lutte, domai­nes réservés autrefois aux hom­mes.

Pour Alain TOURAINE le conflit central de nos société modernes est celui qui oppose deux mouve­ments culturels que l'on pourrait nommer l'objectivation (découvrir les mouvements sociaux, page 17). Les nouveaux mouvements sociaux ont en commun de défendre la li­berté personnelle contre l'organi­sation rationnelle. On peut suppo­ser que la perte d'autonomie des assistantes sociales a été l'un des déclencheurs dans leur mouvement de révolte, alors même que leur envie de participer aux conceptions et ***aux*** décisions augmente. Ce qui est stigmatisé dans les nouvelles lois sociales (RMI, Loi Besson...) c'est aussi l'atteinte à l'autonomie des usagers du service social. Le mouvement des assistantes socia­les, avant de se manifester dans la rue, s'est exprimé sous différentes formes de résistance à l'application de ces lois. Il est rarement évoqué, dans les bilans d'évolution des nou­veaux dispositifs, ce boycottage effectué par les professionnels et par les bénéficiaires eux-mêmes. Ainsi, le mouvement des assistan­tes sociales peut être assimilé à un mouvement de défense des droits de l'homme...(et de la femme !) contre le totalitarisme de l'Etat.

**Rachel KRAKOWSKI**

Assistantesociale,étudianteensociologie

Alain TOURAINE, "Mouvements sociaux d'aujourd'hui", Les éditions ouvrières, Paris, 1992.

Alain TOURAINE, " Le retour de l'acteur", Fagard, Paris, 1984.

Alain TOURAINE, "Découvrir les mouvements sociaux", société française de sociologie, Paris, 1989.

15

***ANNONCES***

***16***

***ASSOCIATION***

***PROSPECTIVE
  
ET TRAVAIL SOCIAL
  
AVEC LE CONCOURS***

***DE •***

- Ecole de Service Social Croix Rouge Française (Toulon)

- Centre de Recherches et d'Etudes Sociales duVAR (CRESV-La Seyne) - Institut de Recherches et d'innova­tions Sociales (IRIS-Toulon) Organise le **7 et 8 octobre 93** dans les locaux de l'Université de Toulon et du Var, un **COLLOQUE sur le thème: Prospective et Travail So­cial.**

L'objectif est de comprendre les changements survenus ces dernières années et de cerner les tendances du futur à l'oeuvre dans le travail social.

Information : **Ecole de Service So­**

**cial CRF - 37, Av, Lazare Carnot**

83000 Toulon - Tél : 94 91 93 **81**

**Association Nationale des Tra­vailleurs Sociaux pour le Dévelop­pement du Travail Social avec les Groupes (A.N.T.S.G.)**

qui a pour but de promouvoir les pratiques, la formation, la recherche et les échanges dans le domaine du Travail Social avec les Groupes dé­cerne **deux prix de 1000F pour** recompenser tout naémoire, projet ou recherche réalisé par un étudiant en formation initiale ou continue ou par un travailleur social de terrain. Les `travaux (en 4 exemplaires) sont `à adresser avant le 30 novembre 1993

à - 1,. Rue de 11 No-
  
vembre 92120 MONTROUGE.

Une banque de données **bibliographiques spécialisées** (ac­tion sociale, developpement local, politique de la ville, prévention de la !" délinquance, animation, formation professionnelle, handicaps et inadaptations, etc).

- Une banque de données **juridiques** sur les mêmes thèmes, actualisée tous les jours (Journaux Officiels, Bulletins Officiels).

Une banque de données de **fiches pratiques sur les** outils d'interven tion sociale, les mesures ou les struc tures permettant un exercice informé du travail social.

- Une banque de données **recensant des articles** relatant des expérien­ces et des pratiques professionnel­les.

Et 'Mes quoi de neuf'.

Pour toute information complémen­taire :

CF.RIS-IRIS (Centre d'Etudes et de Recherches en Information Sociale de l'I.R.T.S. de Haute-Normandie Route de Duclair-BP.5

76380 CANTELEU- Tél : 35 36 32 29 et FAX': 35 36 16 95

*3 6. I 7* ***PRISME***

Unc base de données

bibliographiques française sur l'ac­tion sociale, les politiques et le tra­vail social. Ce réseau documentaire concerne :

Les travailleurs sociaux, les étu­diants, les formateurs, les chercheurs, les documentalistes, les profession­nels médico-social...

- 20 000 références en langue fran­çaise : articles de revues, livres, littérature grise, sélection qualitative des Mémoires des professions so­ciales...

- Une interrogation simple et rapide sur minitel de France ou de J'étran-ger à partir de 5 critères : type de document, mot-clé, date de paru­tion, titre de revue, auteur.

- Les domaines couverts sont : l'ac­tion sociale, les politiques sociales, le travail social, l'éducation spécia-hséc, le handicap, la famille, la dé-linquance,le développement de l'en­fant et de l'adolescent, l'insertion sociale et professionnelle.

Pour tout renseignement: **Associa­tion PRISME,** 44 Rue de Montmorency 75003 Paris

**Tel: 42** 74 44 70

***LES 16 ET 17
  
OCTOBRE 93
  
SOLIDARITE AVEC
  
LES ASSOCIATIONS
  
POUR L'INSERTION
  
DES AVEUGLES.***

Pendant ces deux jours, les Associa­tions reconnues se mobilisent pour lancer un appel à la solidarité de tous. Il s'agit de leur donner les moyens de poursuivre et de dévelop­per l'action qu'elles mènent pour l'insertion des aveugles et des malvoyants. 100 000 bénévoles pren­dront part à cette campagne à travers tout le pays.

L'insertion commence dès le plus jeune âge et à l'école, elle se réalise par la formation et l'emploi ainsi que par l'accès à la vie sociale et culturelle. Pour cela, les associa­tions agissent sans cesse avec téna­cité, en liaison avec l'Etat et les collectivités territoriales. Leur rôle est capital. Il se manifeste à travers les nombreuses réalisations qu'elles mettent au service des aveugles de toutes générations, mais aussi pour le développement de la prévention contre les accidents - principalement domestiques et de la circulation - et les maladies à l'origine de la cécité.

On peut citer notamment : les servi­ces d'aide aux parents, les instituts médico-éducatifs, les centres de va­cances et de loisirs, l'apprentissage **au** guidage pour les accidentés, les cours de Braille et l'enseignement général par correspondance, les ser­vices d'enregistrement et la promo­tion de techniques informatiques adaptées, l'aide à l'orientation pro­fessionnelle et à l'emploi, les ate­liers protégés, les foyers d'accueil, maisons de retraite, etc.

Pour tout renseignement : Comité d'entente des Associations, agrée par le ministère chargé de la solidarité pour l'organisation de la journée nationale. 21, Rue du Faubourg Saint-Antoine 75011 Paris

'lél: 49 28 54 54

***36 17 OSIRIS***

***DOSSIER***

***Le travail***

***social est-il dans l'impasse ? Peut-***

***on le pratiquer autrement ? Quel sens nouveau lui***

***donner ? C'est sur de telles interrogations que PEPS a organisé le 7 mai***

***1993 une rencontre nationale avec des travailleurs sociaux et des personnes qui de près ou de loin sont impliqués dans le champ social.***

*Nous sommes partis de l'idée que pour ne pas devenir des "observateurs silencieux" face à ceux qui sont confrontés aux handicaps ou à l'exclusion sociale, nous devions nous rencontrer afin d'échanger nos idées sur nos pratiques et partager nos aspirations.*

**ATELIERS**

La journée s'est articulée autour d'un travail en ateliers le matin sur les thèmes suivants :

*Articulation entre savoir et savoir-faire*

La recherche d'un savoir "instrumental" permettant d'ac­quérir des outils d'analyse adaptés aux pratiques, passe nécessairement par la production et la réappropriation d'un savoir par les travailléurs sociaux eux-mêmes, modifiant le rapport qu'ils entretiennent avec le "terrain". De même, comment rendre feconds les débats organisés autour de la formation des travailleurs sociaux ?

*Écriture et travail de terrain*

L' écriture constitue un outil de validation et de valorisation des pratiques. Et pourtant, les travailleurs sociaux éprou­vent des difficultés à écrire. Si la nécessité d'écrire naît d'une recherche de sens, la pratique de l'écriture contribue aussi à cette définition de sens.

*Evaluation des pratiques et conception de projets*

L'évaluation dynamique des pratiques peut-être conçue comme un ajustement permanent des interventions qui, loin de reproduire les normes, permet de réinvestir du sens dans l'action. Comment alors l'évaluation peut-elle favoriser l'émergence d'un projet professionnel producteur de chan­gement ?

*Nouvelles pratiques sociales.*

Comment favoriser des interventions sociales différemment

orientées ? Deux exemples nous serviront d'illustration à la

réflexion :

- les actions autours des entreprises intermédiaires ;

- les actions de prevention secondaires en toxicomanie.

*Au cours de cette journée, nous avons tenté de rendre compte des expériences, des pratiques et des savoir-faire des uns et des autres pour témoigner d'une autre concep­tion du travail social.*

**INTERVENTIONS SUR LA
  
COMMUNICATION**

Après la synthèse des ateliers l'après midi était consacrée à la présentation de trois exposés sur les questions touchant aux rapports des médias avec le travail social.

Le travail de médiation des travailleurs sociaux est con­fronté à une médiatisation de plus en plus omniprésente. Deux articles retracent l'évolution et les eneux de ces deux thèmes.

**ASSEMBLEE GÉNÉRALE**

Le débat s'est poursuivi lors de l'A.G. du 12 juin 1993 à travers les points suivants :

- Analyse thématique des 10 ans de publication de PEPS ; - Projets de formation (écriture professionnelle, nouvelles méthodes du travail social, la communication dans le champ social) ;

- Place et rôle d'une revue associative comme PEPS dans le champ social ;

- Rôle médiateur de PEPS par rapport aux réseaux de praticiens, aux associations et aux différents services concernés par le champ social ;

- Bilan de la rencontre nationale du 7 mai 1993 sur "Le sens du travail social et projets pour l'avenir" et suite à donner à cette initiative ;

- Perspectives et projets d'avenir de l'association ;

- Débat général autour des questions actuelles du champ social.

**ET APRÈS ?**

Ces rencontres constituent la première étape d'une dynami­que que l'association PEPS développera à la rentrée 1993. Nous vous invitons à nous faire part de vos réactions et à participer aux réunions hebdomadaires qui se déroulent chaque mercredi soir. (1)

*17*

(1) Association Paroles Et Pratiques Sociales - 163 rue de Charenton - 75012 PARIS - Tél : 40 02 09 56

***Articulation entre savoir et savoir faire***

***f),:enie-04, eie .‘49A.40% 1-€4***

***elevito2tati4 ionet.tte***

Nos ***réflexions***

***proviennent d'un***

***certain nombre de***

***constats et***

***d'observations***

***faites* d *travers***

***notre activité***

***professionnelle,***

***d'assistante de***

***service sociale et***

***de formatrice.***

***Elles se sont***

***développées* à**

***18 l'occasion de la***

***journée que* PEPS**

***a organisé le 7***

**Mai *sur le thème***

***"Sens du* travail**

***social et projets***

***pour l'avenir".***

Nous sommes partis des constats suivants : Les travailleurs sociaux se plaignent souvent semble-t-il du manque d'adaptabilité de leur for­mation à leur pratique profession­nelle.

Sachant que depuis la décentralisation il est demandé aux travailleurs sociaux de s'inscrire dans divers projets, d'avoir une in­tervention impliquant un partenariat organisé ou de travaillerencore par objectifs, de sortir des décloisonnements, et de concevoir unevéritabletèrritorialisation de l'ac­tion sociale, quels outils sont à leur disposition, pour ce faire,quels sa­voirs sont à acquérir, dans le cadre de quelle formation ?

**UN DISCOURS MARQUÉ PAR DES CONTRADICTIONS**

Nous n'allons pas dans cet article répondre à ces questions, mais il nous paraît utile de réfléchir sur certains propos tenus au sujet de la formation des travailleurs sociaux.

La formation initiale est souvent décriée, comme étant "décalée de la pratique", et ceci par les profes­sionnels et les étudiants en forma­tion.

On remarque par ailleurs une forte demande de formation par la suite

par ces mêmes professionnels, dans le cadre de la formation con­tinue ou supérieure.

Ce qui peut donc paraître para­doxal révèle peut-être la difficulté pour les acteurs de l'action sociale de reconnaître à travers les savoirs enseignés, leur "utilité". **Il y a là, la tentation d'obtenir des forma­tions permettant de résoudre les difficultés que rencontrent les travailleurs sociaux.** Face aux difficultés structurelles auxquelles sont confrontées les travailleurs sociaux dans leurs institutions, "l'épuisement professsionnel" etc.., il semble illusoire d'espérer de la formation "des réponses" qui doi­vent aussi se traiterdans les institu­tions. Il y a là un leurre...

Le temps de la formation n'offre pas l'espace "miraculeux" où les problèmes des clients ou des tra­vailleurs sociaux trouveront une solution.

**LA FORMATION
  
DES TRAVAILLEURS
  
SOCIAUX : UN
  
ESPACE DE
  
RÉFLEXION SUR LES
  
PRATIQUES**

Si les pratiques des travailleurs so­ciaux se réfèrent au moins

implicitement à une lecture de la réalité rendue possible par l'acqui­sition des savoirs, il n'est pas cer­tain que ce processus soit reconnu comme tel par les acteurs de l'ac­tion sociale, dès lors que l'utilité de ces savoirs n'est pas posée en ces termes.

Si les pratiques, les dispositifs, les objectifs, les missions des tra­vailleurs sociaux et les institutions ne sont pas examinés, interrogés comme doit l'être la formation des travailleurs sociaux, celle-ci ne sera pas appréhendée comme un temps d'apprentisage, de "retour" et de reflexion sursa pratique. Des atten­tes injustifiées risquent alors de ren­dre peu fécond ce temps de travail privilégié.

Le "fameux" décalage théorie pra­tique, tant décrié y compris par les employeurs,s'il est si souvent dé­noncé comporte à notre sens des risques qu'il n'est pas inutile de souligner.

En effet à travers ce type de dis­cours, tout se passe comme si la "théorie "ne servait pas "la prati­que", et que celle-ci n'avait que peu ou rien à voir avec ces savoirs dits "théoriques". Or, comme le rap­pelle M. BESSE directrice de l'Ecole d'Educateurs spécialisés (AFORTAS-CEMEA) dans la re­présentation des personnes, il y a cet écart entre la question que je me pose dans la pratique et la réponse suppposée de celui qui serait dans la théorie... **il n'y a dmécart entre la théorie et la pra­tique" que celui de la représenta­tion que l'on a de la théorie et de la réalité des pratiques."** Et, comme il est écrit dans l'ouvrage "théories et pratiques en travail so­cial" , "toute pratique révèle les pro­cessus d'intervention d'une per­sonne, d'un groupe, d'une institu­tion; chacun agit à sa façon, et suit sa propre logique. Il est guidé par ses hypothèses, concernant l'interprétation des faits, sociaux et la nature de l'action à entrepren­dre. Toute hypothèse même impli­cite renvoie à des présupposés ou même à des théories..."

Or, n'est-il pas dangereux pour les travailleurs sociaux de ne pas re­connaître la nature de ses présupposés ? La théorie n'est-elle pas un instrument de distanciation, d'analyse permettant une compré­hension de la pratique ?

Si les professionnels eux-mêmes, ne concourrent pas à faire valoir la nature de leur qualification acquise, (après une "pré-formation qualifiante", pourrait-on dire, la qualification s'acquièrent dans l'exercice professionnel, si on re­prend les termes de la sociologue M. DADOY), qu'elles peuvent en être les conséquences ?

Certains diront que c'est toute la dimension du métierqui est ici mise à mal...

Celui-ci ne peut être réduit à un corpus de techniques utilisables selon des "demandes" ou des be­soins". De plus,faire valoir sa for­mation comme un processus con­tinu prenant en compte l'ensemble de la réalité sociale où viennent se fondrent les interventions des tra-veilleurs sociaux, c'est aussi sefaire reconnaître comme acteur à part entière de l'action sociale et ne pas tomber dans le piège qui consiste­rait sans le vouloir à contribuer à don nerde soi une image de profes­sionnel non qualifié.

**L'UTILISATION DE
  
L'OBJET
  
"FORMATION"**

En dehors de cette difficulté à re­connaître les fondements de l'arti­culation "théorie-pratique", nous pouvons remarquer comment l'ob­jet formation est utilisé par des employeurs et/ ou l'Etat. A l'occa­sion des revendications de la CONCASS par exemple, l'Etat répondait en terme de formation aux problèmes que soulevaient les travailleurs sociaux. En effet alors que les AS descendaient dans la rue en 1991, pour protester contre l'homologation de leurdiplôme, des salaires insuffisants, etc...l'Etat à travers le rapport BLOCKAU ré­

pond en posant la nécessité d'amé­liorer la formation de ces derniers.

Ici, à des difficultés que les travaileurs sociaux souhaitaient mettre en évidence concernant leurs conditions de travail, le sens de leur action, etc... l'Etat renvoie celles-ci à un "meilleursavoir-une meilleure formation". La dimension institutionnelle qui traverse l'inter­vention du travaillleur social est ici éliminée.

**Et si l'absence de reconnais­sance dont souffrent certains tra­vailleurs sociaux, venait à expli­quer le discours négatif qu'en­tretiennent certaines profession­nelles sur leur propre forma­tion ?** Les travailleurs sociaux font le constat qu'ils ne sont pas recon­nus. Comment valoriser alors ce qui fait en partie devenir"travailleur social" : la formation. D'autant plus qu'à "leurs revendications" , on leur répond "il faut vous améliorer en vous formant mieux"... Les profes­sionnels ont ainsi l'impression qu'on ne les entend pas .

Tout ceci signifie que l'on ne peut faire l'économie d'une réflexion sur ce qui définie les pratiques des tra­vailleurs sociaux, et les savoirs qui traversent leurs interventions; en dépassant les constats d'insatisfaction des professionnels, des employeurs, des formateurs, qui certes sont un pointde départ, à prendre en compte, mais qu'il con­vient de transformer en proposi­tions constructives afin de faire cor­respondre des attentes, des be­soins, et des actions de formation. Afin que la formation peut-être, puisse être pensée comme le for­mule M BESSE, en terme de "formation de généraliste visant à acquérir des instruments de pen­sée, de méthodologie qui permet­tent d'apprendre à penser, au lieu d'axer celle-ci sur des savoirs uni­quement ( dont la "validité" est rela­tive et mouvante").

**Faiza Mahjoub**

Assistante sociale et formatrice à l'IRTS\* de Montrouge " Institut de Recherche et de Travail Social

*19*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **44,iel/zu4e,** |  | **UES** |

*fifet4"0~11e4* • • •

**Si *l'écriture est une***

***des composantes***

***techniques de la***

***profession elle***

***obéit a des***

***normes de***

***communication***

***qui* oblitérent *les***

***productions***

***écrites.***

***Inveriement,***

***l'écriture sur son***

**travail *peut***

***modifier sa***

**pratique**

*20* ***professionnelle.***

**Dans *les deux cas,***

***"ce travail***

***d'écriture" opère***

***une véritable***

**transformation**

***sur "l'écrivant".***

;

•

* *• /e-).*

*"hk ...'”.e•--.4•••-•1*

e• *lipeiv.0«-)1»7ipu.4oh*

*eed YoDe:ià et..t, Caen.*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| 7/2 *xel*  (9,„ |  |  | '  *-*  *eJe96..*  *' >"* |
| 7 -2 | |

**Ater..:«**

.Et

*,*

/

' y

*.1,9e. 80,- et* **0.),"** *eL,D*

ID

.y3 *bree▪ e, Crlew nie esta .5 escp*

* *n .(Ve %t-cd.<-31,J*

*r,ccr.e.4 —*

*I614.2 V1;41" Awe, ;m../*

La pratique d'écriture sur son pro­pre travail peut elle modifier-sa pro­pre pratique professionnell ? Ten­ter de répondre à cette question mérite d'abord de s'interroger sur la nécessité d'écrire sur sa prati­que. Comment cette production écrite modifie les pratiques. Inver­sement, comment les pratiques pro­fessionnelles viennent elles opérer des distortions et imposer des nor­mes de production écrite.

**Y A T-IL NÉCESSITE
  
D'ECRIRE**

Après la formation initiale des tra­vailleurs sociaux, ces derniers se retrouvent rapidement sur le "ter­rain", absorbés par la charge de travail. Ils doivent trouver des solu­tions à des demandes d'aide qu'ils ne peuvent souvent pas résoudre, tellement les manques des usagers sont importants. L'action, voir l'ac­tivisme prend insidieusement le pas sur la réflexion.

,••

*ne-ta*

Ecrire sur sa pratique profession­nelle ne se pose pas d'emblée en terme de nécessité, mais plutôt comme une velléité, ressentie au travers de certaines impasses aux­quelles la pratique nous confronte. Si pour l'universitaire et plus encore l'écrivain, écrire c'est en quelque sorte exister, pour le travailleur so­cial, l'écriture autre que "technique" ou "administrative" n'est pas valori­sée, ni exigée. Dès lors, l'écriture acquièrt un statut de nécessité (quasi-existentielle) pour un individu lorsqu'il y a une conjonction de con­ditions, qui adviennent surie mode de l'éprouvé et du ressenti, et qui sont, pour ma part, les suivantes :

* Un malaise diffu qui, loin d'être négatif, se transforme en une re­cherche de sens, en une interroga­tion sur la finalité de sa pratique professionnelle.
* Une certaine volonté de témoi-gnerde son expérience (qu'elle soit positive ou négative) afin d'échan­ger avecd'autres personnes, d'ins-

*Manuscrit du XVIllème siècle*

taurer des dialogues et une con­frontation.

* Le besoin ressenti de questionner plus rigoureusement la légitimité et la pertinence de sa pratique et d'in­terroger les présupposésthéoriques qui la soutendent.
* Un besoin d'affirmer son identité professionnelle, permettant ainsi d'identitifer, dans le concert des autres discours, l'expression d'un point de vue professionnel, sur un sujet ou un thème.

- Un enjeu professionnel, qui au delà d'une recherche de reconnais­sance, vise à montrer que le tra­vailleur social à quelque chose à dire de différent à écrire. Sa parole, si elle ne veut pas être confisquée ou "médiatisée" (1) par d'autres, a besoin d'être énoncée et écrite par lui.

Ces conditions, loin d'être exhautives, se posent toujours de façon individuelle, pour chacun de nous. Elles s'inscrivent parfois dans un projet plus "élaboré", qu'il soit d'inspiration militante, politique ou éthique. Cette écriture-réflexion sur son travail, l'employeur ne la de­mande pas ; il la redoute parfois et la décourage si elle dérange. "L'écrivant" prenant le risque de déroger à son devoir de "réserve". Cette crainte des sanctions peut expliquer, en partie, la difficulté du passage à l'écrit, et corollairement, l'écriture peut être subversive quand elle va à l'encontre des idées "bien pensantes".

A l'opposé, l'envie d'écrire pour témoigner, informer, convaincre ou mobiliser rencontre l'obstacle de la clarté de la production écrite qui sera construite différemment selon l'interlocuteur ou le destinataire à laquelle elle s'adresse. De fait, elle impose de connaître certaines nor­mes communicatives.

**L'ÉCRITURE INSTITUÉE
  
OU L'APPRENTISSAGE
  
DE NORMES
  
COMMUNICATIVES**

La compétence d'écriture est une des composantes techniques des savoirs et des savoir-faire des tra­vailleurs sociaux. Elle obéit à des

normes de communication, comme le montre la revue "Etudes et Com­munication" dans son numéro sur les pratiques d'écriture et champs professionnels (2). Les auteurs dé­montrent notamment, comment, suivant la commande d'écriture (juge pour enfant, un inspecteur A.S.E\*., C.D.E.S\*,...), la place de celui qui écrit (éducateur, assistant social., ..) et l'institution qui l'em­ploie, s'opèrent des distorsions en­tre l'oral et l'écrit, entre ce qui est pensé et ce qui peut être entendu. Ces écritures professionnelles im­posent l'apprentissage de normes en communication hétérogènes qui viennent modifier la pratique d'écri­ture, dans le sens d'une production instituée. Les enjeux institutionnels sont masqués, notamment pour produire des codes d'écriture "ac­ceptables". Le contrôle de "l'écri­vant" évite une prise en compte d'une réalité complexe.

De fait, l'écriture structure les prati­ques et les rôles de chacun, per­mettant d'identifer aussi leu r place. S'appuyant sur l'expertise deman­dée par l'autorité judiciaire, Michèle SIGUIER (3) montre, dans l'exem­ple de l'enquête sociale, que le travailleur social est dans le registre de l'argumentation (comme aide à la décision), tandis que l'expert (psychiatre ou psychologue) est dans le registre de la démonstra­tion .

"Si ces différentes pratiques d'écri­ture permettent l'identification et l'expression des points de vue professionnnels de chacun, la diffi­culté pour l'écrivant est de se cons­truire une stratégie compatible avec l'authenticité de son expression"(2).

L'écriture sur sa pratique ou dans sa pratique professionnelle, sup­pose l'analyse d'une réalité vécue comme fuyante et difficile à cerner et passe **par** une implication du sujet-écrivant.

**LE TRAVAIL
  
D'ÉCRITURE ...**

Dans un précédant article (4), j'avais énoncé les différents effets de l'écriture, comme producteur de sens, d'identité et de liberté. J'aimerai développer un de ces

aspects, à savoir l'écriture comme expérience de transformation de soi. J'emploie l'expression "travail d'écriture" par analogie au travail psychique qui s'opère chez le sujet, dans le sens d'une élaboration et d'une clarification de ses idées (5). Le travail d'écriture permet d'aider à penser, c'est à direque l'on n'écrit pas seulement à partir de ce que l'on pense, mais on réfléchit aussi à partir de ce que l'on écrit. Aragon disait on pense à partirde ce qu'on écrit et pas le contraire". L'écriture agit comme faisant naître le sens en le rendant visible.

Les effets sont bien évidement dif­férents lorsqu'il s'agitd'une écriture codée, instituée et peu créatrice et celle où il y a un degré d'implication personnelle de l'auteur. Celle qui vise une écriture instituante et créa­trice, non obligatoire (ainsi peu en­couragée). Ces productions s'éla­borent bien souvent, en dehors du lieu de travail ettrouvent un exutoire dans les formations supérieures qui les encouragent. Cependant, ces productions perdent leur caractère subversif (en tant qu'analyseur institutionnel) de part l'absence de retombées sur le lieu de travail. Tout comme les mémoires des for­mations initiales, les réflexions uni­versitaires ou assimilées permet­tent paradoxalement à la contesta­tion ou à la critique de devenir à son tour instituée, c'est à dire sans crain­tes pour l'auteur et les acteurs im­pliqués dans le champ d'étude.

Cette réflexion sur l'écriture chez les travailleurs sociaux vise à s'in­terroger sur les raisons d'écrire. Elle prend sens quand elle rend compte de la problématique du tra­vailleur social qui écrit sur sa prati-

que. **Éric AUGER**

\* ASE : Aide Sociale à l'Enfance

\* CDES : Commission Départementale de

l'Education Spécialisée

1. Voir l'article de Hugues BAZIN dans ce même numéro.
2. Bulletin du C.E.R.T.L.E.C., Université Charles de Gaulle, Lille III à Villeneuves d'Asq.
3. Bulletin du C.E.R.T.E.C., n° 13, page 49.
4. Eric AUGER, *"ce qu'écrire peut vouloir dire"* , in PEPS, n° 41, 1993, page 40.
5. Sigmond FREUD "Remémoration, répéti­tion et perlaboration, dans "De la technique psychanalytique", édition PUF, page 105.

21

22

***Ce n'est* pas**

***d'aujourd'hui que***

***nous entendons***

***dire qu'il y a un***

***malaise dans le***

***travail social.***

Il ne se passe plus guère un mois voire une semaine, où nous ne soyions pas interpellés, par la terri­ble question de l'utilité du travail social, et surtout à propos de "son sens".

Chacun y va alors gaiement de sa plume pour nous expliquer, voire théoriser, conceptualiser ce ma­laise !

Après avoir séjourné de nombreu­ses années (depuis 1974) à l'inté­rieur de l'institution sanitaire et so­ciale, et après y avoir réfléchi juste­ment la question du "sens", je me propose de vous livrer ici, au travers des résultats de mes recherches sur le terrain (1), le sentiment que j'éprouve.

J'estime qu'il convient de penser aujourd'hui non pas en terme de "plainte" mais bien plutôt en celui de "dilemme", à propos de cette "crise" du social.

En effet, si en fin de compte, le métierdetravailleursocial, n'était ni plus ni moins que la difficulté à gérer un "dilemme" : celui du rap­port entre le "vécu" (oral) et"l'écrit"?

Caraprès tout, je ne connais aucun autre métieroù il faille à la fois écrire sur (à propos de) une personne, et en même temps pour une autre personne.

Durant ces dernières années de recherche, j'ai occupé une posture que nous pourrions qualifier de socio-ethnographe(2) à l'intérieur d'institutions ; Je me suis référé pour celà à la technique ample­ment éprouvée du Journal Institutionnel (3) et à la lueur des théoriesde l'Analyse Institutionnelle, j'ai pu mener avec les personnes une analyse de l'intérieur.

Cette démarche de surcroît éma­nait de leur propre point de vue d'acteurs impliqués.

Tout cela m'amène à dire aujourd'hui que l'écrit est toujours déterminé par un ou des destinatai­res, et de ce fait devient un écrit institué en opposition avec l'écrit pour soi, pour penser les pratiques de terrain, l'écrit instituant.

Cette dialectique pourrait être schématisée, comme nous le pro­posons, de la manière qui suit en listant les diverses formes que pren­nent les écrits des travailleurs so­ciaux.

|  |  |
| --- | --- |
| ECRITURE INSTITUEE | ECRITURE INSTITUANTE |
| administratif | la tenue du journal |
| évaluations | institutionnel, qui |
| rapports de synthèse rapports | permet l'analyse de la pratique ; Il per- |
| de comportement | met de voir, garder le fil des processus. |
| dossiers familiaux |  |
| cahier de liaison |  |
| rapport d'activité |  |
| projet pédagogique | c'est le projet pro­fessionnel. |

Les praticiens du social sont trop souvent dépossédés de la pratique professionnelle, par un manque de saisie quotidienne de "leurs" sa­voirs-faire ; Le journal institutionnel se présente comme un véritable

outil, une technique d'analyse des pratiques professionnelles.

Pour comprendre ce qui se joue de l'intérieur même, nous avons donc proposé de théoriser la pratique, en l'écrivant quotidiennement.

LEIRIS disait que "courir le risque d'écrire, c'est courir le risque de vivre" et à propos justement des écrits de travailleurs sociaux (que nous nommons pour notre part"ins-titués") il disait qu'à trop parler des autres on oublie qu'on y est et pas pour rien !

Voilà donc à mon sens l'enjeu es­sentiel du travail social de demain : savoir traiter le "dilemme" qui se présente à lui ;

Ecrire ce que l'on dit, etvitdans une perspective instituante, porteuse de sens.

Le travailleur social peut et se doit de dire ce qu'il fait, autrement qu'en répondant à des commanditaires pour qui le "rendre compte" dénué de "sens" est depuis longtemps suffisatce.

**PIERRE MONTECCHIO**

Educateur spécialisé Laboratoire d'Économie et Sciences Sociales appliquées à l'Éducation et au Développement, UFR d' Economie

de REIMS

1. Mémoire de DSTS, P. MONTECCHIO, *"Mé­moires institutionnelles ou histoires des regards sur l'institution",* Université Paris VIII, nov 1990. Voir également du même auteur, *le Journal Institutionnel comme outil d'analyse",* in "Les pratiques enseignantes deviennent-elles des pratiques de travail social ? " Mémoire de DEA en Sciences de L'éducation, Université Paris 8 et REIMS, oct 1992.
2. Lapassade G., *L'ethno-sociologie„* Ed. Mé­ridiens klincksieck, 1991.
3. Hess R., "le Journal Institutionnel", in *Pers­pectives de l'Analyse Institutionnelle,* Ed. Méri­diens Klincksieck, sept 1988, p. 119 à 138.

**E,CRIRE**

**La plupart *du* temps, *le***

***travailleur social* dit *"de* terrain"**

***joue un rôle***

**médiateur : Entre**

***le commanditaire -***

***son employeur***

***généralement - et***

***un public - ses***

***clients ; mais aussi***

***ses collègues -***

***l'animateur socio-***

***culturel n'échappe***

***pas d cette règle. Le* travailleur *social* fait appel**

***divers champs de***

***compétences et de***

***savoirs théoriques;***

***de même un***

***certain* nombre *de règles s'imposent* à**

***lui, auxquelles il***

***se réfère en***

***permanence.***

1° / En premier lieu sa formation initiale, ses expériences ;

2° / L'institution dans laquelle il est employé avec ses règles de fonc­tionnement ;

3°/ La société avec ses cadres, ses normes.

C'est à partir de ces éléments que l'animateurva devoir créerses pro­pres outils de travail pour gérer les situations auxquelles il estconfronté.

Charge à lui de repérer les limites de ses actions définies par un cadre institutionnel qui (bien qu'existant) n'est pas toujours explicitement posé par ailleurs. Il doit ainsi "intuitivement" définir sa marge de manoeuvre, sa liberté d'action.

C'est cette question que je me pro­pose de traiter dans ce texte, à partir des éléments suivants:

- Le lieu de mes pratiques profes­sionnelles;

- L'université qui constitue un lieu de réflexion théorique.

**LE CONTEXTE**

Je suis animateur, responsable du secteur 16/20 ans d'un centre socio­culturel dans les Yvelines, depuis Février 1992.

Lorsque la directrice du centre m'a confié la charge de "monter" ce secteur, j'ai négocié avec elle, les moyens (financiers, logistiques, horaires) qui s'avéraient nécessai­res pour sa mise en place.

Les orientations pédagogiques que je souhaitais développerétaient "de mon ressort", j'avais "carte blan­che".

Je devais donc définir mon rôle ainsi que le cadre de mes actions en direction d'un public de jeunes de 16 à 20 ans et plus, jusqu'alors méconnus.

**NAISSANCE D'UNE
  
CRISE**

Au mois de septembre 1993, un conflit très violent a éclaté entre la directrice et moi, avec en toile de fond une politique de réduction bud­gétaire de la ville due "à une con­joncture économique difficile". L'ef­fet immédiat a été la décision unila­térale de la directrice de prélever, sans m'en informer, l'enveloppe budgétaire exigée parla mairie, sur mon secteur. Cette diminution re­présentait environ 50% de mon budget de fonctionnement, alors qu'il ne représente qu'à peine 1% du budget global du centre.

Cet acte constituait une remise en cause à la fois de mes pratiques (en direction des jeunes avec lesquels je travaille) et de ma place au sein de l'équipe éducative. Comment réagir face à cette situation de crise?

Plusieurs alternatives s'offraient à moi

**La stratégie de soumission**

"Attendre que les événements se règlent eux-mêmes", c'est le senti­ment de ne pas avoir les moyens d'agir, c'est aussi parfois la peurde la sanction, ou encore penser que le conflit n'apporte rien de positif (pas de solutions)\_

**La stratégie militante**

"Lutter pour faire valoir ses droits", cette conception implique la vo­lonté d'agirsur le cours des événe­ments mais toujours en référence à des principe idéologiques que l'on souhaite préserver. Il s'avère que bien souvent la lutte devient un ob­jectif en elle-même. Dès lors le dogme de la lutte prévaut sur la

23

**24**

raison pour laquelle on s'y engage, on en perd le sens, on s'écarte de la réalité.

**La stratégie d'analyse**

La démarche se distingue de celle du militant parce que le praticien cherche à produire un sens à la situation pour agir ensuite.

L'observation participante com­plète: Je suis à *l'intérieur* de l'insti­tution et j'appartiens à la situation étudiée.

Je participe à la vie de l'institution, ma fonction d'animateur et mon statut (animateur permanent res­ponsable de secteur) me donnent accès aux lieux de décision.(1).

Parmi les moyens à ma disposition, le journal Institutionnel se présen­tait comme un "outil pratique" adé­quat pour comprendre les enjeux de ce conflit.

S'il est question ici de s'interroger sur la pratique de l'écriture, mon projet n'est pas d'en démontrer la légitimité mais d'exposer la ma­nière dont on peut s'approprier cette pratique.

**CONSTRUIRE UN
  
OUTIL D'AUTO -
  
ÉVALUATION ET
  
D'AUTO - RÉFLEXION**

L'originalité de cette démarche est de s'appuyersur le vécu individuel des jeunes et de l'animateur, mais cette pratique ne se liniite pas aux seuls résultats présentés dans ce texte, c'est une véritable pratique d'auto -formation qui s'inscrit dans la temporalité. Elle prend, à mon avis, sens pour le travailleur social en exercice, dans le cadre de ses pratiques, mais ne pourrait-on con­cevoir dans leur formation initiale un module de sensibilisation à l'uti­lisation de cet outil: Cette pratique a déjà trouvé sa place dans la forma­tion des instituteurs dans quelques régions de France et à l'étranger. Qu'en est-il de la formation des travailleurs sociaux?

**Porter un nouveau regard**

Il s'agit de passer d'une attitude passive voire de soumission aux événements qui parfois dépassent

notre entendement à une volonté d'affronter cette réalité, en saisir la complexité.

Quelle différence entre le jeune qui "séchait ses cours" pour ne pas affronter la situation d'échec dans laquelle il se trouvait à l'animateur prêt à démissionner de son poste pour s'échapper de la situation anxiogène que génère un conflit ?

Une même démarche pour analy­ser deux situations, que seuls les individus, acteurs de la situation peuvent comprendre.

C'estfinalement le sentiment, l'en­vie **d'Intervenir sur le change­ment en cours** (2) qui va naître.

Je pense qu'il n'est plus satisfaisant d'être-là sans s'être posé la ques­tion de la définition du rôle que l'on joue.

**Le journal institutionnel : un outil d'analyse interne**

Je m'attacherais ici à en présenter les caractéristiques essentielles.

Il existe plusieurs formes de "jour­naux-outils":

Je me suis inspiré de la technique du journal Institutionnel élaborée par R. Hess elle consiste en trois points:

L'objet du journal Institutionnel ré­side dans "l'élucidation des implica­tions d'un agent dans l'Institution dans laquelle il travaille"(3), l'auteur s'attache à analyser ce qui se joue sur le terrain de ses pratiques : Il devient un praticien-chercheur.

L'observation in situ, avec cette question centrale "qu'est-ce qui se passe ici ?".

On rompt dans une certaine me­sure avec le quotidien, l'auteur est dans une nouvelle posture, il porte un regard aigu sur les situations qui se déroulent au jour le jour, dans le cadre de ses pratiques et plus lar­gement dans l'Institution.

La description, il s'agit pour le pra­ticien-chercheur de consigner un fait parjourqui lui semble particuliè­rement marquant -pertinent- dans le cadre de son analyse.

L'analyse devient alors possible, l'auteurau fil des jour prend du recul et s'autorise une réflexion à partir du contenu de son journal (la somme

des faits consignés devient un ma­tériau précieux, véritable mémoire écrite).

Il existe de nombreux autres tra­vaux de recherche sur le Journal.

En Espagne notamment, Miguel A Zabalza Beraza de l'Université de Santiago de Compostelles a pro­posé une forme de journal qui entre dans la formation des maîtres. "Leur axe de recherche est d'explorer les virtualités formatives du journal comme instrument d'analyse pro­fessionnelle". (R. Hess 1989)

Le journal de recherche de René Lourau où des chercheurs ou étu­diants tentent de comprendre l'échafaudage de leur recherche en restituant leurs remarques dans leur chronologie. Dans son ouvrage, il développe au travers de l'étude quelques journaux (le sien compris) les dimensions de l'implication du chercheur dans son objet de re-cherche(4).

Le journal d'itinérance développé par René Barbier (5), s'appuiera sur la rédaction d'un ensemble de faits autourd'un vécu individuel ou collectif et mettra plus particulière­ment l'accentsur la dimension ima­ginaire de l'auteur.

Parmi les moyens dont je disposais pour comprendre les enjeux de ce conflit, le "journal Institutionnel" se présentait comme un outil pratique adéquat pour entreprendre une analyse interne du centre socio­culturel.

**Le journal un outil pédagogique**

Environ une vingtaine de jeunes fréquentent le centre régulièrement. La moyenne d'âge est de 18 ans. Ce groupe est composé de jeunes scolarisés dans des filières techni­ques dites "professionalisantes" d'autres sont inscrits dans des pro­grammes "d'aides à l'insertion", dans un processus de marginalisation inquiétant.

Je diffusais mon journal dans le centre à certains de mes collègues, mais aussi auxjeunes qui, me sem­blait-il étaient tout aussi concernés que moi par la réduction budgétaire dont faisait l'objet leur secteur.

Au cours de nos discussions, je leur en avais parlé et certains souhai­taient le lire.

N'y avait-il pas là une action éduca­tive à mener ?

Mais pourquoi le journal, dans quel but et pour quels résultats ?

En quoi ce dispositif d'écriture peut-il répondre à des besoins de forma­tion des jeunes ?

L'axe central de ma démarche était la réconciliation des jeunes avec l'acte d'écrire et plus largement de les aider à porter un "regard analy­tique sur leur environnement".

La plupart d'entre eux associent l'écriture à l'Ecole, avec toutes les images qui viennents'y greffer, l'obli­gation, la notation, une méthodologie (voire une rigidité) que certains n'ont jamais réelle­ment intégrée, les règles d'expres­sion de toutes sortes, l'orthogra­phe.

D'autre part, le rapport que ces jeunes ont entretenu (et entretien­nent encore) avec l'Institution sco­laire est complexe. "on a le senti­ment d'être des pions, je n'ai jamais choisi de me faire orienter là où je suis"

L'Ecole est vécue par eux comme une succession de cours, passa­ges obligés dans leurs parcours de lycéens (pour ceux qui sont arrivés jusque là), mais ils n'évoquent à aucun moment, la question de leur rapport au "savoir scolaire" . On fuit le lieu Ecole mais aussi toutes ses représentations.

**"ÉCRIRE MAIS POUR
  
QUOI FAIRE ?"**

**Phase 1:** *Etape de sensibilisation à "l'acte d'écrire".*

Il fallait dépasser les blocages face à l'expression écrite; on peut les décomposer en deux points: Le fond et la forme.

L'instantanéité de la parole, les mo­dulations que l'on peut apporter au discours que l'on tient s'adapte aux destinataires (dans une situation de communication), les précisions quant aux termes employés sont autant de paramètres qu'il est diffi­cile de maîtriser lorsque l'on passe

à l'écrit. L'évanescence de la pa­role s'oppose au caractère définitif de l'écrit.

Mais sensibilisercesjeunes à l'écri­ture ne signifie pas développer un discours philosophico-théorique sur les vertus de l'écrit, il s'agissait de proposer un dispositif interactif qui libère l'expression avant [tout. la](http://tout.la) question du sens de l'écrit se faisait jour:

**Phase 2 :** *L'organisation du dispo­sitif*

Deux organisations complémentai­res se sont profilées; une démar­che individuelle pourcertains:

A la lecture de mon journal deux jeunes ont émis le souhait de tenir leur propre journal, nous nous som­mes donc attelés à définir l'objet de leurs écrits, il fallait répondre à leur demande: "Jeveux bien écrire, mais sur quoi ? je n'ai rien à dire"

La deuxième forme d'organisation revêtait un caractère plus collectif :

Avec un petit groupe nous avons décidé de penser un atelier d'écri­ture ouvert où chaque jeune inté­ressé pourrait assister, intervenir, participer sans qu'il soit nécessairement impliqué dans une production écrite.

Le principe du volontariat était une règle que nous avions fixée, c'est à dire que les jeunes avaient le loisir d'écrire des textes chez eux, ou durant les ateliers que nous avions mis en place.

**De l'oral à l'écrit**

Tout projet d'écrit passait, dans un premier temps par l'oral, afin d'en­richir le contenu mais aussi dans la perspective de mobiliser les non-écrivant à la démarche dans la­quelle les autres s'engageaient. Un nouveau dispositif s'est alors mis en place sous la forme de confé­rences de rédaction ; les thèmes de réflexions sesontalors élargis. Nous avons, notamment puisé dans les journaux individuels (ceux des jeu­nes, le mien compris), dans la presse.

Le cadre organisationnel posé, il fallait inciter les jeunes à écrire sur les sujets qui les touchaient. Je

n'avais pas l'intention
  
d'homogénéiser le contenu de l'ate­

lier mais au contraire de proposer un outil, un espace deformation à la démarche d'écriture.

Le texte libre (6) me semblait être le dispositif le plus approprié compte tenu de l'ensemble des "handicaps" des jeunes.

En quelques mots, l'idée est de partir des centres d'intérêts des jeu­nes, ils choisissent les sujets, thè­mes qu'ils souhaitent traiter.

L'intervention de "l'éducateur" se limite aux apports "techniques" (or­thographe, expressions) à la de­mande des auteurs.

Cette pratique, maintes fois expéri­mentées dans divers contextes, est particulièrement efficace notam­ment dans le rapport que vont en­tretenir les jeunes avec l'expres­sion écrite (7).

La forme qu'ils souhaitent donner à leur écrit importe peu dans un pre­mier temps tout au moins. Simpli­fier la forme permet à l'auteur de s'exprimer librement.

**LES EFFETS DE CE
  
DISPOSITIF**

Même s'il s'agit d'un projet ambi­tieux dont je n'aurais pas nécessairement le loisir de mesu­rer les effets à long terme, je m'at­tacherais ici à présenter quelques résultats:

**Pour les jeunes :**

L'intérêt du dispositif réside tout d'abord dans la démarche d'écri­ture.

Les effets mesurables à "court" terme, sont l'amélioration de l'utili­sation du langage écrit-des outils ­qui paralysaient les jeunes aupara­vant: "Ecrire ce n'est plus aussi angoissant".

Les jeunes vont "penser" l'écrit comme un outil d'expression au même titre que la parole.

En épurant le style dans la rédac­tion des journaux, les jeunes vont se dégager de l'association écri-ture/littérature qu'ils rejetaient. L'in­térêt que je manifestais à propos de leur implication (au sens institutionnaliste du concept, c'està dire le rapport qu'ils entretenaient)

25

***Evaluation des pratiques et conception de projets***

**TABLEAU 1 Schéma de construction et de développement
  
d'un projet institutionnel**

**AXE 1**

**AXE 3**

**AXE 2**

**Hypothèses d'action**

5

**Hypothèses théoriques**

**Institution
  
(analyse,
  
diagnostic)**

**2**

**Demande**

**Commande**

**(lb)**

**Groupe
  
de référence**

**Organisation des**

**Moyens 10**

**EVALUATION II**

**Moyens**

**9**

**Objectifs**

**6**

**Stratégie**

8

**Problématique**

**énoncée (3 a)**

**Problématique**

**identifié (3 b)**

**Programme**

**7**

***28***

**participent pleinement de la straté­gie du soupçon. Il n'en n'est pas de même pour l'évaluation qui rensei­gne avant tout les acteurs sur la qualité du travail engagé. Elle est donc plus ouverte sur la capacitéde transformation, d'adaptation de chacun. Elle est pour les acteurs concernés un atout et non une menace.**

**3 - Les contrôles peuvent débou­cher sur les sanctions si la puis­sance publique estime que son aide est mal utilisée et que la mission confiée n'est pas réalisée dans de bonnes conditions. Dans l'évalua­tion, les informations obtenues ser­vent aux acteurs à préparer des actions nouvelles ou renouvelées, après avoir pris conscience des difficultés, des contradictions, des imperfections de l'action et en avoir débattu après les avoir analysées.**

**L'évaluation n'est pas un jugement de valeur doctrinale.**

**Il ne s'agit pas de savoir si le dogme théorique ou philosophique est res­pecté et si les acteurs sont fidèles**

**ou hérétiques. Cela reviendrait à nouveau à une question de contrôle dont le protagoniste principal serait un chef d'école ou un chef d'église, soucieux de l'orthodoxie de ses dis­ciples dans la mise en oeuvre des actions. Il n'en est pas moins l'ex­pression d'un jugement. "Orle pro­pre d'une société démocratique est d'entourertoutjugement d'un maxi­mum de garanties, afin d'en éviter les abus" (5).**

**Ces garanties tendent à réguler le pouvoir de ceux qui s'instituent ou sont institués ou Chargés d'éva­luation dont la mission est délicate. Ils peuvent être, sans le vouloir vrai­ment, la puissance occulte et magi­que dont dépendent les acteurs dans leurs actions, entraînant des réactions de passivité ou de rejet incompatibles avec le renouvelle­ment et l'innovation.**

**Le Chargé d'évaluation est un professionnel compétent qui fournit des matériaux en vue de l'évalua­tion, aide à les recueillir et à les mettre en valeur mais qui n'a pas la**

**légitimité pour juger seul de la va­leur de la politique institutionnelle mise en oeuvre. Il soumet ses propres analyses, voire même ses propres conclusions, à des instan­ces qui disposent d'une légitimité démocratique générale (instances habituelles de l'institution) ou spéci­fique (instances créées à cet effet) qui ont à utiliser ces travaux, en ont fait la demande et doivent prendre les décisions concernant la pour­suite de leurs actions. Dans bien des cas. le rôle du Chargé d'éva­luation est aussi celui d'un média­teur" qui permet aux acteurs enga­gés dans la réalisation de porter un regard neuf sur leur action. Son "objectif est moins de formuler un jugement que d'aider les formateurs d'un programme à améliorer l'effi­cacité de leurs actions et de leurs procédures" (6).**

**On demande aux Chargés d'éva­luation une bonneconnaissancedes méthodologies utilisables. On ne leurdemande sûrement pas de pré­tendre "dire le vrai" de façon exclu-**

sive au titre d'une méthode réputée neutre et scientifique. On leur de­mande encore moins de confisquer les connaissances de chacun au profit d'un prétendu savoir dont ils auraient le monopole. En aucun cas, l'évaluation ne saurait devenir un instrument de pouvoir supplé­mentaire mais un moyen de parta­ger dans l'institution la maîtrise du savoir et du pouvoir.

Toutes ces réserves étant faites, nous pouvons affirmer que l'éva­luation est indispensable et souhai­tée.

Pour pouvoir tenir dans une profes­sion usante comme celle qui con­siste à s'occuper d'enfants, d'ado­lescents ou d'adultes en difficulté, il faut d'abord comprendre le sens de ce travail. Il faut donc être capable de conduire son action avec ré­flexion et faire preuve d'esprit de recherche pour adapter cette con­duite à l'évaluation des personnes et des situations.

**QU'EST-CE QUE
  
L'ÉVALUATION ?**

C'est la possibilité de faire le point pourfavoriser la dialectique et nour­rir le projet.

Toute action évaluative repose donc sur l'existence d'un projet, formel ou informel, colonne vertébrale de l'action. Appuyé surl'histoire, le pro­jet utilise le présent pour préparer l'avenir. C'est une force dynami­que, "l'élan vital" de tout groupe humain. Quand une institution ne repère plus clairement son projet, c'est que la vie commence à s'en retirer.

**Un projet s'articule autour de trois axes.**

* Un axe essentiel : c'est celui qui sert de base à l'action. Il s'agit de la philosophie de l'action, de la finalité poursuivie, des théories qui servent de référence à la pratique éduca­tive.

C'est cet axe qui donne du sens au travail de chacun. Celui qui permet aux acteurs, quelle que soit leur place, de comprendre ce qu'ils font et pourquoi ils le font.

* Un axe contractuel : celui qui permet à une équipe de proposer des hypothèses d'action intégrant toute une série d'objectifs à l'inté­rieur d'un programme pour une durée déterminée. Il est évident que tout contrat implique des vérifi­cations, des bilans périodiques, et que l'évaluation fait partie du con­trat, faute de quoi on ne maîtrise plus rien. Le contrat se passe aussi bien avec ceux qui commanditent l'action qu'avec ceux pour lesquels l'action est entreprise. Il n'a pas la même forme avec les uns ou avec les autres, mais il n'en nécessite pas moins une évaluation pour les uns comme pour les autres.
* Un axe opérationnel : qui définit.la stratégie utilisable,en même temps que les moyens, et l'organisation des moyens nécessaires pour ob­tenir un résultat .

Le tableau 1 montre de quelle ma­nière s'articulent ces trois axes dans la dynamique d'un projet.

Au commencement, se trouve la demande originelle d'un sujet ou d'un groupe de sujets "souffrant" **(la),** demande qui peut s'exprimer directement ou indirectement à tra­vers des comportements signifcatifs qui sont les symptômes de cette souffance. Lorsque cette demande est suffsamment forte par le nom­bre des sujets ou i intensité avec laquelle elle se présente, la société fait une commande **(lb)** à un groupe institutionnel **(2) de** statut public ou privé pourqu'il s'en saisisse et pro­pose une ou plusieurs réponses capables d'apporter des solutions. L'institution le fait à travers son his­toire, son idéologie, ses théories de référence **(4)** qui lui permettent d'identifer les problèmes à solutionner(3a)etd'énoncer claire­ment les problématiques qui s'en dégagent **(3b).** Tout ceci constitue l'axe essentiel.

En deuxième étape, sont énoncées les hypothèses d'action **(5)** ainsi que les objectifs poursuivis **(6)** et le progamme qui les structure **(7).** Si les hypothèses d'action peuvent être larges sans pour autant cesser d'être claires, les objectifs doivent être très précis ainsi que le pro­gramme de travail qui va permettre

de les atteindre. Ces trois éléments sont les repères **indispensables du** contratformel ou implicite qui va exister entre l'institution et ceux et celles qui l'utilisent.

C'est le contrat qui fournit les élé­ments d'action, la stratégie à utiliser avec le sujet ou le groupe de sujets concerné, les moyens indispensa­bles **(9)** pour atteindre les objectifs et la manière dont ces moyens sont organisés pour atteindre la plus grande effcacité **(10).** Nous avons appelé cet axe, l'axe opérationnel, celui sans lequel toute idée, aussi intéressante soit elle, reste du do­maine de la pensée et ne s'incarne dans aucune action humaine sus­ceptible d'étre évaluée. L'évalua­tion (Il relie la réponse à la de­mande à travers l'interrogations des termes du contrat.

Toute institution qui s'en donne la peine a les moyens d'une évalua­tion à trois niveaux :

* **celui des programmes :** écart entre ce que l'on se propose et ce que l'on fait ; analyse quantitative de l'énergie institutionnelle dépen­sée ;
* **celui des objectifs :** d'autant plus mesurables qu'ils sont plus détaillés ;
* **celui des hypothèses d'action et des stratégies** qui reposent sur les études de cas et les études de situation.

A tous ces niveaux correspondent des outils à construire en équipe avant d'être bien au claire sur les informations qui seront recueillies et analysées ce qui suppose le con­cours sinon de tous, au moins du plus grand nombre des personnes concernées. Pour faciliter ce con­cours, l'évaluation sera conduite le plus souvent par un acteurextérieur **(Chargé d'évaluation)** n'ayant aucun statut hiérarchique dans l'institution et dont le rôle sera d'écouter, de comprendre, de re­cueillir des données, de préparer des outils d'analyse, en collabora­tion avec un groupe de référence où seront représentées toutes les catégories de personnel, élues ou désignées par l'ensemble et si pos­sible une personnalité extérieure qui accréditera de son autorité le

*29*

***Evaivation*** *aes pratiques et conception ae projets*

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| TABLEAU **2 De l'évaluation des projets personnels à celles du projet institutionnel** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|  | | | | | | | | | | Groupe d'évaluation restreint | | | | | | | | |  | | | | |
| ...,...........\_\_\_\_\_\_\_\_\_ib. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|  | | | Indicateurs d'état | | | Indicateurs d'action | | | | | | |  | | | Indicateurs de résultats—o. stratégie | | | | | |  | |
|  | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|  | Objet  personnel | | | But à  atteindre  (signification) | | | Description  de la  personne  concernée | | | | Durée de la  mise en oeuvre.  Fréquence des  bilans | | | Moyens  utilisés  Fonctions  concernées | | | Résultat  enregistré | | | Interrogation  Poursuite,  modification,  recommencemt | | |  |
|  |  | | |  | | |  | | | |  | | |  | | |  | | |  | | |  |
|  | " Objet institutionnel | | | But à  atteindre  (signification) | | | Population  concernée  (nb et  description) | | | | Durée de la  mise en œuvre.  Fréquence des  bilans | | | Moyens utilisés Fonctions concernées | | | Résultat  enregistré  (notamment  nb. I. pers\_  concernées par  un résultat. po-  sitif | | | Interrogation  Poursuite, modification, recommence-ment, diversifi-  cation) | | |  |
|  |  | | |  | | |  | | | |  | | |  | | |  | | |  | | |  |
|  | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|  | | Indicateurs d'état | | |  | | | | Indicateurs d'action | | |  | | | Indicateurs de résultats -o- stratégie | | | | | |  | | |
| .."-----•-............„\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_..... .....„..........„...le | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|  | | | | | | | | Groupe d'évaluation institutionnel | | | | | | | | | |  | | | | | |
|  | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

travail mené et posera les ques­tions qui lui sembleront utiles à la compréhension de l'action.

**L'EVALUATION AU
  
NIVEAU DES
  
PRORAMMES**

repérer. Plusieurs procédés peu­vent être utilisés :

— on peut réunir l'ensemble des travailleurs et leur demander d'énoncer, dans le désordre, toutes lesfonctions qui leur paraissentêtre en présence dans l'institution. On assiste alors à un très large "brainstonning" d'où surgiront de très nombreuses propositions aux formulations les plus diverses et qu'il faudra préciser, classer, re­grouper pouraboutirà un répertoire acceptable par tous.

* mais on peut aussi les faire surgir d'études de cas ou de bilans d'ac­tivité qui sont des représentations partielles ou globales de l'activité institutionnelle.

On appelle :

**—fonctions-actions,** celles qui ser­vent directement les usagers,

**fonctions-supports d'action,** celles qui permettent l'action et sa progression.

Une fois élaborée ensemble la grille des fonctions, on étudie comment chacun des membres de l'équipe de travail contribue à ces fonctions. La méthode préconisée est celle du journal de bord où chacun des membres de l'équipe consigne au cours d'une semaine ce qu'il fait dans la quotidienneté de son ac­tion. On choisit institutionnellement une semaine qui sera valable pour tous et les livres de bord sont ache­minés d'une manière anonyme vers la personne qui est chargée de les analyser. Trois semaines judicieusement choisies dans une année suffisent à donner de l'insti­tution et de son action une image précise qui sera analysée en com­mun.

De même seront analysés les do-cuménts financiers comme révéla­teurs de l'importance accordée à chaque fonction (dans le pourcen­tage de moyens mis à son service). Si l'on appelle **T** la masse budgé-

Elle concerne la gestion des

*30* moyens et leur organisation. C'est une **analyse quantitative.** Il s'agit d'essayer de comprendre si l'éner­gie institutionnelle mise au service du progamme est conforme, dans sa quantité comme dans son mode d'utilisation, aux intentions du pro­gramme. Elle repose d'abord sur

l'analyse des fonctions
  
institutionnelles.

On appelle fonction un ensemble de moyens mis au service d'un ou plusieurs objectifs groupés.

Le premier travail du groupe institutionnel est d'apprendre à les

taire totale, on admettra que cha­que fonction institutionnelle utilise des lieux **(1),** du personnel **(p),** des matières et des matériaux **(m)** dont le total partiel **(t)** rapporté à T donne un pourcentage, qui peut être con­sidéré comme le reflet de l'intérét

**(I)** manifesté par l'institution (I) pour cette fonction. Selon la formule suivante :

F1= I (1) + p (1) + m (1) = t (1) t1/T=i1

F2 = 1 (2) + p (2) + m (2) = t (2)

t 2 / T = i 2

etc...

En différenciant les fonctions - ac­tions et les fonctions supports d'ac­tion (gestion, administration, for­mation, etc...) on apprécie la part relative des actions et des supports indispensables.

Trop d'importance accordée à l'ac­tion entraîne un risque de non maî­trise.

Trop d'importance accordée aux supports entraîne un risque de bu­reaucratie.

L'évaluation au niveau des objec­tifs

Tout objectif doit pouvoirs'énoncer clairement. Il faut percevoir claire­ment les indicateurs d'état au mo­ment où démarre l'action, invento­rier les indicateurs d'action qui se­ront utilisés à travers d iférentes fonc­tions, et repréciser les indicateurs d'état au bout d'une certaine durée pour voir ce qu'ils sont devenus. Plus l'objectif est précis, plus le travail en est facilité.

Le choix des objectifs se fait en commun. La construction des grilles qui vont permettre de noter les va­riables à évaluer se fait aussi en commun, soit en collectif, soit en utilisant le groupe de référence, le plus souvent en analysant le dis­cours tenu par les uns et les autres à propos de ces objectifs.

Il reste alors à choisirdes personns et des moments à partir desquels les grilles seront remplies et à com­parer leurs résultats sur une durée convenue.

On pourrait me faire remarquerque cette évaluation des sujets ne con­duit pas forcément à l'évaluation institutionnelle qui ne peut pas être

la somme des évaluations faites sur les sujets. C'est exact! Même si l'on peut cependant affirmer que les démarches sont identiques. Si l'on se rapporte au Tableau 2 nous voyons apparaître une grande simi­litude dans la façon dont sont posés les indicateurs d'état, les indica­teurs d'action et les indicateurs de résultat. Raison de plus pour que les indicateurs soient très précisé­ment formulés tant du côté des sujets concernés que de l'institu­tion, ce qui nous ramène au projet et à la clarté qui le garantit.

**L'EVALUATION AU
  
NIVEAU DES
  
HYPOTHESES
  
D'ACTION**

Pouréviter que cette évaluation ne soit qu'un débat idéologique sans fondement précis, il est indispensa­ble qu'elle ne se fasse qu'en troi­sième temps, c'est à dire appuyée suries données d'informations four­nies par les deux premiers niveaux. Nous sommes amenés à mieux connaître certains aspects donc à substituer une certaine forme de connaissance à un pré-supposé qui est le plus souvent le produit de non-dits institutionnel. Les questions que ces données nous renvoient par rapport à non intentions, par rapport à certaines normes con­nues par ailleurs, permettent la dialectique institutionnelle et facili­tent les choix ou les réorientations.

**L'INDÉPENDANCE**

Le **Chargé d'évaluation** ne peut travailleren bonne intelligence avec l'ensemble de l'équipe d'une insti­tution que s'il est indépendant de tout pouvoir institutionnel repérable. Il ne peut être à la discrétion ni du Conseil d'Administration, ni du Con­seil de Direction, ni du Comité d'En­treprise, etc. Il doit être également indépendant de toute autorité exté­rieure ayant à exercer sur l'institu­tion une fonction de contrôle.

**La compétence**

Il va de soi que le **Chargé d'évalua­tion** doit posséder des qualités qui

inspirent la confiance à travers la compréhension des phénomènes qui agissent dans l'institution et sur elle.

Cette compétence sera reconnue à travers la manière dont les propo­sitions sauront intégrer les préoc­cupations réelles de l'institution.

**La transparence**

Ces propositions devront d'ailleurs être écrites, claires et donner lieu à un protocole d'accord dans lequel chacun pourra se reconnaître et qui pourra être reproductible par d'autres **Chargés d'évaluation** au cas où celui qui aurait été choisi deviendrait indisponible.

**Le pluralisme**

Le groupe de référence que nous avons proposé peut être une ga­rantie complémentaire pour l'insti­tution de ne pas se laisser manipu­ler malgé elle par l'influence d'une seule catégorie de personne. Les "extérieurs" du groupe et leur re­gard "candide" sont là pour poser les questions que d'aucuns vou­draient pouvoiréviter.

Mais je le répète ceci n'est qu'une' démarche, une manière de faire ; en aucun cas je ne la considère comme un modèle à répéter. Elle est à la disposition, parmi d'autres, des groupes et des équipes qui voudraient s'en emparer. Je l'ai écrite (7) pour rendre service, non pour en faire une nouvelle con­trainte. Je reste à disposition de ceux qui voudraient l'expérimenter.

**Jacques LADSOUS**

Président de l'Ecole d'Educateurs Spécialisés AFORTAS-CEMEA

1. J. Ladsous, "l'évaluation en question", in EMPAN, 1992.
2. Patrick VIVERET, L'évaluation des politi­ques et des actions publiques, Paris, la Docu­mentation Française, Coll., des Rapports Offi­ciels, Juin 1989.
3. Patrick VIVERT, op. déjà cité.
4. Patrick VIVERT, op. déjà cité.
5. Patrick VIVERT, op. déjà cité.
6. Patrick VIVERT, op. déjà cité.
7. J. LADSOUS, *Travail social, gérerc'est aussi évaluer,* ACTIF, Rue de l'Esplanade, 34000 Montpellier, 1990.

*31*

***Nouvelles pratiques sociales***

**MU IONS**

***tc4.4/.6***

**La *dernière***

***rencontre de* PEPS**

***et plus***

***particulièrement le***

***déroulement de***

***notre atelier a été***

***pour nous la***

***confirmation***

***d'impressions***

***concernant la***

**formation *des***

**travailleurs**

***sociaux. Voici***

32 ***quelques***

***réflexions***

***concernant cette***

**formation *qui***

***nous* paraît**

***inadaptée aux***

***besoins actuels.***

Nous proposons ici de former les futurs intervenants sociauxdans les universités tout en étant très cons­cients des limites qu'on rencontre dans les universités actuelles. Nous pensons cependant qu'une immersion de ces travailleurs dans un milieu universitaire quel qu'il soit permettrait certainement de chan­ger certains comportements, de les assouplir, defaire de ces travailleurs sociauxces"praticiens-chercheurs" qu'ils refusent d'être pour le mo­ment, sauf quelques exceptions in­téressantes.

**UNE NOUVELLE
  
SOCIÉTÉ**

Les travailleurs sociaux ont été for­més, et le sontencore, pours'occu-per d'une société qui n'est plus la même, du moins dans certains de ses secteurs. Cette formation, en effet, était souvent à base essentiellement psychologique (elle l'est encore dans certains établis­sements). La culture de ces intervenants est, en gros, faite d'hé­ritages du mouvement de mai 68 et de ses suites, de la culture rock pour nombre d'animateurs socio­culturels, etc.

Leur rôle était, souvent, de jouer les passeurs entre l'échecscolaire et le monde du travail qui pouvait cepen­dant accueillir les jeunes en difficul­tés scolaires. Si le système scolaire les rejettait ou ne leur convenait

pas, ces éducateurs pouvaient les reprendre pour les placer dans le monde du travail. Mais il n'y a plus de travail, aujourd'hui, pour ces jeunes.

La réalité actuelle dans les ban­lieues est faite de chômage, de désintérêt pour la scolarité, de nou­velles formes de toxicomanie, de sida, de mise en place d'une so­ciété duale, à l'américaine; sa struc­ture fondamentale et sa dynami­que ne sont plus celles de la société de classes dont le conflits et les régulations s'organisaient autour des rapports de production. Ce monde est aujourd'hui déstabilisé, les parents au chômage n'ont pas l'espoir de retrouverdu travail et les jeunes n'ont plus de projets d'ave­nir.

**UNE FORMATION
  
EN VASE CLOS**

La formation des intervenants ap­pelés à intervenir dans ces quar­tiers d'exil est archaïque et inadéquate. Elle est presque exclu­sivement assurée par des institu­tions (écoles d'assistantes socia­les, d'éducateurs, d'animateurs, etc) dans lesquelles, qu'il s'agisse de formation en cours d'emploi ou de formation initiale, ces travailleurs restent en vase clos en dépit des contacts qu'on leur aménage avec "le terrain". D'où leur isolement cul­turel.

C'est pourquoi nous pensons que les travailleurs sociaux en forma­tion auraient au contraire tout inté­rêt à se former dans le cadre des universités où le système souple de validation des acquis permet d'en­visager des entrées sur la base d'expériences acquises, d'un passé professionnel sans exhiber le bac à l'entrée). On devrait faire en France ce qui se fait ailleurs, et par exem­ple en Allemagne, en Italie, en Es­pagne: intégrer la formation des travailleurs sociauxdans les univer­sités comme on l'a fait pour les futurs enseignants avec l'institution des IUFM. Créer des IUFTS pour les futurs travailleurs sociaux.

**UNIVERSITÉS ET
  
BANLIEUES**

Nous ne disons pas pourautant que nos universités sont actuellement bien préparées à une telle tâche. Indiquons dès maintenant quelques limites qu'on peut apercevoir en la matière: nos réflexions se limite­ront à l'Université de Paris 8, cas exemplaire dans la mesure où sa localisation en banlieue devrait la placer aux avant-postes d'un travail en ce domaine.

On rencontre dans cette université des chercheurs qui s'intéressant aux banlieues, ont souvent une forma­tion et une orientation qui conve­naient bien à cet objet : la "banlieue",quand les banlieues étaient "rouges" avec ce que cela comportait de sociabilité, de scolarisation ,de vie associative, syndicale et politique... Mais, on le sait, ce temps est aujourd'hui fini: cette société n'existe plus. Les an­ciennes banlieues ouvrières se sont transformées progressivement en "quartiers d'exil"; celles qui seraient encore "rouges", comme le "93", ne le sont plus, en fait, que parleurs appareils politiques, et non par la structure sociale.

**DES ANALYSES EN
  
DÉPHASAGE**

Outre les bénéfices de la connais-
  
sance et de la carrière, l'analyse
  
des banlieues en termes de classes

sociales procurait à ceux qui en avaient la pratique un statut d'intel­lectuel engagé et, par là, "partici­pant". Ce statut s'est 'écroulé, à la fois par le changement de société et par l'implosion récente de l'uni­vers dit "socialiste".

Mais ça n'est pas seulement en ouvrant une crise chez les cher­cheurs des banlieues que cette implosion a produit un handicap pour leur travail; il s'y ajoute une distance accrue entre eux et les nouvelles populations "dualisées".

Ces chercheurs sont maintenant d'une autre ethnie que ceux qu'ils devraient étudier, la distance cultu­relle entre eux et ces populations d'exclus est bien plus grande que jadis, lorsque l'intellectuel militant allait à la rencontre de la classe ouvrière et de ses organisations.lI est bien plus difficile, aujourd'hui, de "participer" à la vie des cités que ne pouvaient le faire les intellec­tuels militants amis des banlieues rouges.

Et cela, on le voit bien à l'Université Paris 8 malgré l'absence de débats sur la question des implications des chercheurs (on n'en parle pas da­vantage que des difficultés péda­gogiques à la fac, ce sont là des sujets tabous). On constate cepen­dant qu'on aboutit de fait à une sorte d'impasse quand on s'acharne à vouloir mettre en oeuvre sur le terrain -tout comme les travailleurs sociaux formés en vue d'une autre société - des modèles d'analyse et des comportements inadaptés aux nouvelles circonstances.

**L'UNIVERSITÉ
  
VOUDRAIT VIVRE,
  
ELLE AUSSI, EN
  
VASE CLOS...**

Il faut encore remarquer, et nous l'avons montré déjà dans PEPS, que le milieu universitairedans son ensemble n'est pas très disposé à s'ouvrir à son environnement de banlieue. On refuse l'évidence: le fait d'être prof dans une fac *de* banlieue (et pas seulement en ban­lieue)., - une fac dont cependant la mission majeure, mais non prévue

et non voulue, est de travailler no­tamment à l'intégration des jeunes issus des immigrations. Comme pour ne pas le voir, certains profes­seurs arrivent en voiture jusqu'au sous-sol de l'université, prennent l'ascenseur, montent directement dans leur département, font leur cours et puis s'on vont.

Il en est même qui, anciens mili­tants, refusent catégoriquement d'ouvrir l'université surson environ­nement comme on l'a vu au cours d'un débat (en juin 92) concernant l'éventuelle implantation d'un café musique sur le campus.

On ne saurait par conséquent affir­mer qu'une installation des forma­tions de travailleurs sociaux dans les universités permettrait, comme par miracle, de former des intervenants sociaux subitement compétents pour ces secteurs là.,II y aurait sans doute au départ des blocages dont nous avons pu me­surer déjà l'ampleur par une expé­rience limitée, mais exemplaire.

C'est ainsi que la tentative de met­tre en place, au cours de l'année universitaire 92-93, à Paris 8-Saint-Denis, un petit "laboratoire" d'ethnosociologie et de recherche-action avec des travailleurs sociaux suivant une formation en cours d'emploi nous a montré l'intérêt (cf Article de Mustapha: "Un éducateur pour la Fac?"; dans PEPS n° 41), mais aussi les limites institutionnelles de la démarche.

On peut certes penser que c'était la première année et qu'on a essuyé les plâtres; mais rien, pour le mo­ment, n'autorise à espérer qu'on pourra perfectionner l'an prochain ce dispositif expérimental, tant paraissent contradictoires les exi­gences d'une recherche de type universitaire d'une part, et celles de la formation en école, d'autre part.

**A PROPOS DE
  
L'ETHNOLOGIE**

Nous considérons en outre que dans la formation actuelledes chercheurs on ne fait pas une place suffisante à l'anthropologie urbaine et à sa méthodologie ethnographique, pro­che pourtant des pratiques de cer-

33

***Nouvelles pratiques sociales***

34

tains intervenants sociaux (nous pensons ici à l'observation partici­pante de rue, notamment).Mais ce problème ne se limite pas aux éco­les de travail social. Dans l'univer­sité française, l'ethnologie est sou­vent associée à l'étude des objets traditionnels et "exotiques" de l'an­thropologie classique. Les départe­ments d'ethnologie, eux aussi plu­tôt routiniers, croient devoir laisser aux sociologues le soin d'adopter la démarche ethnographique à la so­ciété moderne.

Mais dans les départements de sociologie et aussi d'éducation, cette démarche, qui n'est pas ab­sente tout à fait, reste minoritaire. Il manque ici cette longue tradition de travail de terrain (fieldwork installée aux USA et ailleurs depuis long­temps déjà).

S'y ajoute chez nous la tendance, assez générale dans les pays la­tins, à préférer les discours et les grandes "théorisations" -y compris sur et contre le travail de terrain - à l'éprèuve des faits.

Les travailleurs sociauxonteux aussi du mal à prendre le tournant que nous préconisons en la matière, à la fois au niveau des idées et des méthodes d'intervention sociale; d'où le mal qu'ils éprouvent à redéfinir leur situation actuelle, à chercher des nouvelles solutions par de nouvelles pratiques. Mais c'est sans doute parce qu'ils ne sont pas, dans leurs écoles et leurs revues, invités à le faire.

**LA QUESTION EST AUSSI POLITIQUE....**

La situation est pire encore au ni­veau des politiques municipales.

Au niveau local, la régulation des banlieues par les partis politiques, les syndicats, les associations et les discours des intellectuels militants ne fonctionne plus. Elle n'a plus de prise sur la nouvelle réalité.

Les décideurs politiques, cepen­dant, tendent à agir en fonction de résultats de recherches qui ont du mal, on l'a vu, à faire un diagnostic du local. On rappelera ici qu'en

1981, lorsque la crise des banlieues est venue au premier plan de l'ac­tualité, on a découvert que la masse des recherches accumulées surces sujets ne servait pratiquement à rien pour comprendre la situation et tenter d'y faire face.

Les politiques, d'ailleurs, ne réagis­sent que sous la pression de crises aigües: par exemple lorsque, dans un contexte de campagne électo­rale, on "découvre" l'organisation mafieuse du trafic de drogues dans une cité ou lorsque des jeunes mettent le feu à un collège. On ne fait que du replâtrage, même en recrutant sur le tas des travailleurs sociaux issus des communautés, ce qui pourrait être positif si ces intervenants étaient formés.

On pourrait trouver un indice visible du décalage entre la formation idéologique et culturelle des anima­teurs et la réalité des banlieues, dans la non prise en compte, trop longtemps, de la culture hip hop: on voulait s'en tenir à la culture rock parce que c'était celle des anima­teurs socio-culturels formés dans les années 70.

Ce blocage pouvait trouver aussi des arguments idéologiques lors­qu'à la direction régionale des affai­res musicales on hésitait à faire sa place à la culture rap pour éviter, nous disait-on alors, la question de l'ethnicité dont on risquaitde renfor­cer le développement. On sait qu'on n'a rien empêché en la matière...

**LA QUESTION DE
  
"L'ETHNICITÉ"**

Cette question de l'ethnicité de­vient particulièrement d'actualité avec les possibles effets du nou­veau code de la nationalité: rejetant 800. 000 jeunes, surtout des ban­lieues, dans une non-identité pour la durée de l'enfance et de l'adoles­cence, ce code pourrait contribuer au repli ethnique de ces jeunes et de leur entourage et donc à la ghettoïsation de ces quartiers.

L'affirmation ethnique y était déjà en route; elle pourrait être accélé­rée par la segrégation contenue dans ce code bien qu'on ne puisse pas trouver en France, pour le mo­ment, un quartier noir, un quartier pakistanais ou un quartier maro­cain.

Il n'y a pas encore en France, à notre connaissance, un débat de fond sur ce changement de société que nous vivons et qui atteint l'en­semble de la société française, tou­che les écoles, bouleverse les con­ditions des interventions sociales. Pas de débat qui pourrait aider à mieux saisir le sens profond de la crise des travailleurs sociaux, de celle, parallèle, des ex- "intellec­tuels de gauche", des chercheurs, des enseignants...

**Mohamed Toussirt Gérard Leblanc**

Pour entrer dans la question de la société duale on peut recom­mander la lecture de quelques ouvrages récemment parus:

* F. Dubet et S. Lapeyronnie, *Les quartiers d'exil,* Seuil, 1993. - P. Bourdieu et *al: La misère du monde,* 1993.
* et quelques rapports dont celui, excellent, de Julien Dray sur *la violence dans les banlieues.*

*Des particpants à la journée du 7 mai, membres de l'asso­ciation .93 action ban­lieue, ont désiré nous faire part de leurs réactions.*

*"Pertubations harmonisées (fusain 1937)*

***Plusieurs* faits ont**

***marqués cette***

***rencontre, d'abord,***

***l'ambition des***

***intervenants qui***

***l'ont animée avec***

***une verve presque***

***magique et qui***

***malgré leur***

***sérieux* ont fait**

***preuve d'une***

***grande***

***convivialité. Ces***

***éléments réunis***

***ont contribué* à**

***fabriquer une***

***rencontre vivante***

***et instructive.***

***A consommer***

***sans modération...***

**SAVOIR**

**ET ECRITURE**

1 - Articulation entre savoir et sa­voir-faire, quels enjeux ?

2 - Ecriture et travail de terrain

En assistant aux ateliers 1 et 2, j'ai pu obtenir des informations aussi bien théoriques que pratiques quant à la mise en place d'un projet de formation des formateurs.

Ainsi, les deux ateliers, en insistant respectivement, l'un sur la néces­sité d'une formation de base (sa­voir) et d'une formation sur le ter­rain (savoir-faire) ; l'autre sur l'im­portance de l'écriture, m'ont permis de clarifier la relation du travailleur social à sa profession.

De plus, l'intervention de Léonardo MONTECCH I responsable du ser­vice toxico-dépendant USFLO à Rimini, a retenu toute mon attention dans le sens où celui-ci a défini la démarche entreprise par son ser­vice de prévention. Ce dernier part du concret (observation) pourabou-tir à l'élaboration d'un projet de formation de formateurs.

Enfin outre les informations que j'ai pu directement lier à notre projet, les ateliers ont été d'un apport per­sonnel tout aussi grand.

**Samira TOU**

**ÉVALUATION
  
ET CONCEPTION**

L'atelier n° 3, concernant l'évalua­tion des pratiques et la conception des projets, nous a été d'une aide considérable.

Etant membre d'une jeune asso­ciation, nous avons été confrontés, il y a encore peu de temps, aux difficultés que peut engendrer la rédaction de projets.

Un conceptfondamental nous avait alors échappé : celui de l'évalua­tion. Mr LADSOUS, éducateur, nous permis de mettre à jour ce qui avait rendu notre réflexion aussi laborieuse. Lors de l'élaboration de nos projets, nous n'avions pas pensé à utiliser la méthode évaluative, qui aurait permis a chacun de se resituer dans le contexte de travail. Dans un mêmetemps, nous aurions dû aussi prosséder à l'évaluation des de­mandes qui nous étaient faites : apprécier, par exemple, l'implica­tion des parents lorsqu'ils désirent ou acceptent que leurs enfants sui­vent des cours de soutien scolaire ; ou de la même façon, évaluer l'in­vestissement des jeunes qui parti­cipent aux campagnes toxicomanie/ SIDA. Tout cela, afin d'ajuster nos projets de travail à la demande de départ.

35

***36***

En tant que membre d'une asso­ciation nous pouvons dire que cet atelier nous a permis d'acquérirdes bases théoriques solides, néces­saires au bon fonctionnement de notre groupe.

D'un point de vue plus global, nous pensons que lestravailleurs sociaux présents à cet atelier, ont eux aussi trouvés des réponses aux ques­tions qu'ils se posaient, pour cer­tains, depuis plusieurs années. Sans prétendre résoudre tous les problè­mes, l'atelier nous a permis de nous recentrer de façon plus précise sur nos objectifs particuliers.

**Fadila,**

**Corinne et Jocelyne**

**NOUVELLES
  
PRATIQUES
  
SOCIALES**

**Question de fond...**

Suite à notre rencontre du 7 mai, nous avons pu tirerparti d'une série de débats variés, parmi lesquels, celui concernant les nouvelles pra­tiques sociales qui a porté sur des problèmes actuels rencontrés par les travailleurs sociaux. Cet atelier a donné lieu à une quantité de réac­tions de la part des participants qui attendaient réellement des répon­ses face à une situation qui se dé­grade de jour en jour au coeur même de la société.

Face aux besoins de la population la plus défavorisée, leurs inquiétu­des sont compréhensibles de part la carence existante des moyens d'actions donnés.

Ce sont pourtant les travailleurs sociaux qui tentent de colmater les brèches pour redonner à la société un certain équilibre, un semblant d'humanité.

Parmi les grandes problématiques abordées comme la question du RMI, le travail au noir, la toxicomanie, le logement ; la mis­sion, le statut du travailleur social fut longuement discuté. Il apparaît en effet, que ce dernier est directe­ment impliqué dans la politique, il s'insère dans ce nouvel ordre éco­nomique et social dont la finalité

n'est autre que d'éviter l'écla­tement de la société.

Selon l'ONU, depuis 1970, sans que cela n'ait été remis en question, la base de travail des travailleurs sociaux doit porter sur la Normalisation et l'Autonomie de la population or, la réalité reste incompati­ble avec un tel projet, les me­sures prises ne contribuant qu'à conditionner l'individu par rapport à des règles de vies, derrière lesquelles tout le monde s'abrite...

Bien que la situation s'enlise, le système fonctionne, la re­mise en cause du travailleur social est nécessaire, ce der­nier doit se demander plus quejamais parqui il est payé...

Pourquoi est-il payé ? A quel niveau peut-il transgresser, déposer son mandat ?

**Question de forme ?**

Ce vaste thème a donc dé­chaîné les passions dans cet atelier 4.

Mais il s'est dessiné, au delà des divergences sur la ques­

tion de fond deux groupes bien distincts, division qui, pour nous symbolise un problème fondamen­tal. Que faire devant des travailleurs sociaux qui s'insurgent parce qu'un Universitaire tente d'expliciter son expérience avec sa propre logisti­que ?

Faut-il intervenir pour interrompre cette personne ou bien demander à l'auditoire provisoire de tendre une oreille attentive ?

Chacun défend ses terres arguant d'y habiter, et rompant ainsi un dia­logue naissant.

Guerre ouverte...

Pour nous, cette situation n'a rien de surprenant et ne fait que conti­nuer entre la théorie et la pratique.

Les travailleurs sociaux ne peuvent en partie à cause d'une forte rela­tion d'implication aller vers le savoir et le théoriser, préférant parfois rendre la dialectique muette.

Le discours théorique, un peu provocateur, prononcé durant cette rencontre a opéré comme un acte de violence symbolique rendant les

*"Se dresser - se ressaisir, être un homme" (fusain 1939)*

travailleurs sociaux presque cou­pables et le clivage tout à fait net.

Il ont dû assurer leur défense non pas en s'appuyant sur des ques­tions de fond mais sur des ques­tions de forme, renvoyant les intel­lectuels à leurs livres...

Cependant la réflexion passe immanquablement par une période "d'arrêt sur imabe" où chaque indi­vidu doit penser ses actes et non plus se contenter de rejeter inlassablement les mêmes fonc­tions.

Parfois des cours magistraux se­raient utiles, non pas à l'aboutissement de la recherche de son identité sociale mais à la mise en lumière d'une certaine façon de concevoir son rapport au travail.

Le propre de l'homme n'est-il pas de se remettre en question ?...

Mais peut-être aurait-il fallu préci-serque cela n'avait rien d'une théo­rie de groupe...

**Carole CREUSET, Ricardo CORONADO, Valérie**

**SANDROSSIAN**

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
| ***Travail social et communication*** |
|  |

***Il est convenu de***

***parler aujourd'hui***

***de société***

***"hypermédiatisée"***

***et de relever le***

***rôle* croissant *des***

***médias dans les***

**rapports *sociaux.***

**En *réaction, les***

***travailleurs***

***sociaux se***

***définissent* parfois**

***eux-mêmes***

***comme des***

***"travailleurs de***

***l'ombre".***

***Implicitement cette***

***référence s'oppose***

**à *ce qui* serait**

***l'éclairage de***

***l'actualité donné***

***par les* médias.**

Ces notions d'ombre et de lumière appellent plusieurs remarques :

- Elles s'inscrivent dans une vision dichotomique. Le travail social se­rait aux antipodes du travail opéré par les médias : la profondeur, la quotidienneté, le non-spectaculaire pour le premier, la superficialité, l'immédiateté, l'événementiel pour le second. Deux pôles différents de nature agiraient sur le social.

- Elles introduisent les concepts de visibilité et de non visibilité. Et dans ce cas, qu'est-ce que veut dire être "visible" ou non-visible dans une société dite de "communication de masse". De plus en plus se réalise une fusion entre espace public(lieu du débat politique) et visibilité (ce qui passe par les médias).

- Elles posent la question de l'image, en particulier celle du contexte so­cial où les professionnels et les usagers du travail social vivent et agissent. Or les images n'ontd'exis-tence que dans un rapportau temps. C'est la durée ou son absence qui donne à l'image un sens ou un non-sens.

**APPROCHES DE LA COMMUN ICATION ET DES MÉDIAS**

Brève présentation suivant trois angles d'analyse.

**La communication de masse**

Nous connaissons les éléments du paradoxe : plus la communication est massive plus les individus souf­frent de non-communication. Pris de façon séparée et indifférenciée, ils perdent leurs caractères distinc­tifs et la possibilité d'interagir entre eux : pas de coutumes, de tradi­

tions, de règles établies, de senti­ments d'appartenance, de struc­ture organisée : la communication de masse se définit par l'ampleur, l'hétérogénéité, l'anonymat.

**L'institution médiatique**

Si nous appréhendons les médias comme *institution,* il est possible d'en décrire les fonctions principa­les :

- la surveillance de l'actualité, le filtrage de l'événement,

- la hiérarchisation et l'interpréta­tion de l'information,

- La codification et la valorisation ou non d'un fait social,

- la séparation des faits "déviants" des faits "normaux" contribuant à l'élargissement du contrôle social

- la transmission d'une culture do­minante

- la distraction

**La société du spectacle**

En portant notre analyse sur le *sys­tème* médiatique, nous posons la question d'une aliénation. C'est à dire la séparation de l'individu du sens de son action : le désirde vivre est projeté sur une image fabriquée ; cette image, séparée de la vie,

prend son autonomie. Il s'opère un 37
  
aménagement de la sur-vie : l'iden­tification à une existence imagée procure la satisfaction d'une vie vécue par images interposées. "Plus le spectateur accepte de se recon­naître dans les images dominantes du besoin, moins il comprend sa propre existence et son propre dé­sir." (Guy DEBORD, 1967)

A l'instarde l'aliénation/travail, l'alié-nation/communication contribue à une plus value, la capitalisation de l'information au profit de l'industrie culturelle.

***38***

**Le rapport à l'image**

En posant notre attention sur le *rapport à l'image,* nous observons une nouvellefaçon d'aborderle réel.

Le passage de l'image, celle du cinéma par exemple, était avant tout séquentiel, chronologique. Il impliquait une inscription dans le temps où la durée constituait un vecteurde compréhension; La com­binaison des moments était liée par une raison extérieure et permettait ainsi un rapport subjectif à l'image.

Aujourd'hui cette forme de pas­sage cède le pas à la superposition des regards : une continuité paral­lèle ou les morceaux de réel, les incrustations d'icônes se juxtapo­sent sans signification. C'est l'abo­lition de la durée, le règne du journal télévisé où la représentation du monde s'obtient dans la simultanéité des regards : pas de passé, ni d'avenir, ni de causalité, ni de déter­mination...

Ainsi le zapping devient plus qu'une simple méthode d'utilisation des programmes pour se transformer en culture "zapping", un mode de rapport à l'image qui crée son pro­pre défilement visuel.

**La banlieue**

Illustrons en partie ces différentes approches théoriques par la pré­sentation exemplaire de la "ban­lieue médiatique".

Séparons-la toutd'abord de la"ban-I ieue réelle". Ban-lieue signifiait les villages environnant d'une lieue où s'exerçait le pouvoir seigneurial du ban. Il s'agit de la zone périphérique du centre ville, cette dernière pou­vant être une partie d'une grande ville - Ménilmontant pour Paris par exemple -, ou bien des communes périphériques. Près de 3000 com­munes de banlieue recoupent en France des réalités bien différen­tes, aussi bien sur le plan urban ou économique. Elles se différencient du centre par un mode de vie autre. Des formes d'organisations socia­les et des pratiques culturelles ap­paraissent en réponse aux boule­versements provoqués par la con­centration urbaine.

La banlieue médiatique, elle, des­sine une zone indécise, martelée

par les mots "violence", "crise", "fiè­vre", "mal-être", "malaise" ; zone peuplée de groupes étranges et exotiques, ...

Regardons les titres de certains journaux : "Chicago sur Seine", "Le Bronx de la Défense", ... Cette ter­minologie fait appel au vocabulaire nord américain qualifiant le "ghetto". Ici la référence/repoussoir améri­caine est appelée pour désigner ce que serait un ghetto. Pourtant le ghetto ne correspond pas à une réalité ethnologique en France mais l'utilisation de ce qualitatif contribue à provoquer une discrimination ethno-résidentielle.

S'il existe des régions paupérisées ou fragilisées par les problèmes socio-économiques, la banlieue ne représente pas l'unique lieu de fixa­tion de la crise. Or, c'est cela qui caractérise la banlieue médiatique : la création artificielle d'une zone où se concentrent toutes les peurs, de l'avenir, du chômage, du sentiment d'insécurité, ...

Il serait intéressant de reprendre l'analyse de Michel Foucault. Ce dernier décrivait en particulier la création par"l'univers carcéral" (sys­tème qui dépasse les murs de la prison) d'un groupe spécifique, ce­lui des "délinquants", permettant de concentrer l'attention et la punition sur une forme d'illégalisme popu­laire estampillé tout en couvrant l'illégalisme des possédants.

Il semblerait que nous trouvions ici une fonction du même ordre pour ce qui concerne "l'univers médiatique" qui franchit les limites des médias audiovisuels ; ce que nous appellerons la "médiatisation".

**NOTIONS DE
  
MEDIATISATION**

La médiatisation procède par l'in­troduction d'un élément dans la re­lation. La relation médiatisée est une relation détournée, parasitée par un média particulier: un stéréo­type, un préjugé, une image au sens large qui échappent au raison­nement, à la destruction et à la reconstruction de l'analyse et vien­nent se coller dans le regard posé sur l'autre.

"Le Blanc infantilise le Noir, il lui parle petit nègre. Le Noir essaie d'être Blanc : oblige le Blanc à reconnaître l'humanité du Noir". Ainsi fut présentée la médiatisation du rapport colonial par Frantz Fa­non.

Au même titre nous aurions pu, à propos des banlieues médiatisées, parler de racisation d'une part en­tière de l'imaginaire collectif. C'est à dire la création d'une catégorie raciale, prenant une différence - ici, la couleur banlieue, là-bas la cou­leur noire - comme différence ab­solue : caractère unique définissant etformant un groupe appelé "race".

La "peau banlieue" appartient à la même famille que "l'odeur des im­migrés", expression rendue célè­bre par M Chirac, qui, dissertant sur les nuisances de voisinage, quali­fiait ainsi l'art culinaire en le rédui­sant à la différence absolue d'odeurs de cuisine.

Encore faut-il rendre ce discours "normal" pour qu'il serve de justifi­cation à un rapport de domination. Normal, c'est à dire acceptable par la communauté. Pour cela le *médiatiseur* utilisera les mots/ images en cours qui s'infiltreront dans la "grammaire de la pensée" du moment.

Au début des conquêtes colonia­les, à la fin du XVe siècle, c'est la grammaire religieuse qui offrit la légitimité au préjugé esclavagiste. L'esclave christianisé devenait en­fin un "pêcheur" : "Le pêcheur est nègre comme la vertu est blan­cheur" (Fanon). Ainsi se forme une grammaire : la noirceur, le mal, la chute, la servilité, ... face à la blan­cheur, la pureté, le bien, la lu­mière, ...

Revenons à notre époque. Les lieux de passage des mots se dessinent autour d'une autre forme de religiosité: les médias audiovisuels. Les journalistes se muent en spé­cialistes, les présentateurs en psychosociologues, jusqu'aux sim­ples fidèles intrônisés grands clercs grâce aux réality show.

Il existe donc un lieu de polarisation

des mots. Qualifions-le
  
d'ethnocentrisme médiatique" ou "culture dominante médiatisée" :

une grammaire où le préjugé racial classique est remplacé par l'image/ visuelle qui prend son autonomie d'image/objet.

Regardons la publicité, observons ces images, nous nous apercevons que le Noir/noir est toujours pré­sent, il a traversé l'histoire : ange-démon, lumière-obscurité, beauté-laideur, civilisation-barbarie, pro­grès-obscurantisme, homme-ani­mal, maitre-serviteur, bref, le Blanc et le Noir.

Le noir (la couleur) est la différence absolue du Noir (l'individu). Eten-dons ce principe de racisation : le mot ("noir") apporte une qualifica­tion (une couleur). Il renvoie à une image (la couleur du Noir) qui érige le mot en symbole ("noir" = noirceur de l'âme). Le mot est un symbole, l'image est un mot. La communica­tion de masse envoie l'image médiatisée comme autantdeflashs anodins, liés paraucun sens appa­rent. Pourtant, en surimpression, dans la mémoire ils formeront une grammaire de la pensée.

Les caractères qui rendent visibles le Noir/noirceur, les circonstances qui l'éclairent sont différents mais le processus de médiatisation répond aux mêmes critères. Un diagramme traverse les strates historiques of­frant aux mass médias la possibilité de le diffuser et de le recomposer suivant d'autres pôles.

De la colonisation de l'espace ter­restre, nous passons à la colonisa­tion de l'imaginaire à l'échelle pla­nétaire. C'est la société du specta­cle : "Le spectacle n'est pas un ensemble d'images, mais un rap­port social entre des personnes, médiatisées par des images".

Comme un mauvais rêve, nous aimerions sortir de cette emprise de l'image qui s'immisce dans les moindres interstices de notre vie. "Là où le monde réel se change en simple image, les simples images deviennent des êtres réels". C'est "l'affirmation de l'apparence et l'af­firmation de toute vie humaine, c'est à dire sociale, comme simple appa­rence" (Guy Debord, 1967). La médiatisation rend visible ce qui n'est qu'un reflet de la vie et affadit le désir de vivre. C'est l'aménage­ment de la sur-vie.

**LE TRAVAIL SOCIAL EMPRISONNÉ**

La médiation dans laquelle s'inscrit le travailleur social n'est pas celle entre une population exclue et la "société" mais la création du "lien social" entre usagers du travail so­cial. La médiation décrit la fonction principale (idéale) du professionnel : l'impulsion de solidarité. La solida­rité rend consistant l'existence: elle répond à la nécessité d'exister.

La médiatisation renvoie à une autre réalité qui procède par renversement : pour être "réel", il suffit d'avoir une image.lIn'est pas nécessaire d'exister, c'est à dire qu'il n'est pas utile de répondre au besoin de solidarité. La médiatisation aménage la survie en remplaçant ce besoin vital par l'en­tretien d'une demande indispensa­ble à l'écoulement des produits de consommation.

La télévision, ne construit pas de médiation. Le présentateur qui s'auto-présente comme médiateur est un usurpateur. L'illusion est maintenue par l'emprise de l'image sur l'espace public. L'espace pu­blic, nuancé et complexe, celui où s'exerce la citoyenneté et où inter­vient le travailleur social est relégué tandisque le politique intervientdans un autre espace, l'espace médiatique où il n'est pas obliga­toire d'agir pour le bien commun, simplement soigner sa communi­cation, pourtoucher les dividendes électoraux. Ainsi nous aboutissons au paradoxe où "tout est politique" puisque le débat politique, par l'in­termédiaire des médias, s'immisce dans le moindre interstice de nos vies et, conjointement, où les politi­ques n'ont plus aucune emprise sur l'espace public.

Le travailleursocial médiateur n'est pas reconnu. La médiation n'est pas une image, c'est son caractère subversif.. Le travail social n'a pas d'existence "officielle" parce qu'il n'a pas d'images/symboles pour le représenter. Cette semi-clandestinté pourrait être un atout pouréchapper à la domination que nous venons de décrire si l'espace où il exerce n'était emprisonné par

ces images qui imposent une défi­nition de l'action sociale.

L'aide sociale ou l'action sociale n'entre pas dans le champ des va­leurs polarisées par le champ médiatique. Le social et ceux qui s'en occupent, -bien souvent can­tonnés sous la rubrique "faits di­vers"-, sont décrits de façon misérabiliste. Pour qu'il y ait une image, un média, il faut donc une valeur positive et un corps pour l'incarner : une valeur médiatique qui éclaire unefigure emblématique.

Prenons l'histoire du "mouvement des camionneurs". Sans représen­tant, sans médiateur, sans leader, sans syndicats, il a pu s'incarner grâce à la figure "éclairée" de "Tarzan" dont le surnom/image "parle" de lui même : grand, fort, moustachu, il répond à l'imagerie du camionneur, de sa "médiation" il ne restera que cette image. C'est le risque des faiseurs d'images : être utilisé et rejeté comme tel. Mais les exemples les plus "réussis" sont bien sûr ceux de Bernard Tappie, Bernard Koutchner, et l'Abbé Pierre.

Le premier a réussi à franciser l'image du "gagneur", le second à faire prendre la mayonnaise huma­nitaire, le troisième donner corps à l'assistance spirituelle.

Intéressons-nous à la valeur "hu­manitaire", mélange gélatineux de droit de l'homme et de sanitaire. L'humanitaire est une création en­tièrement médiatique : elle offre d'autant plus une identification qu'elle n'a pas d'existence réelle. Une valeur insistante, pour une ac­tion inexistante, c'est l'achèvement d'un processus. La seule chose réelle est le désird'humanité, désir créé par la médiatisation humani­taire et dont elle se nourrit. Mais l'humanitaire n'introduit par l'homme dans sa dimension politique (ci­toyenneté), puisque l'on ne recon­naît que sa souffrance. Imaginons des travailleurs sociaux distribuant des sacs de riz dans les banlieues à dos d'homme ? Cela friserait l'absurde mais ils prendraient une place honorable au JT de 20h,... c'est ce qui se passe dans d'autres pays.

En ce qui concerne l'Abbé Pierre, il focalise une conception sentimen-

**39**

tale de la politique, des idées éphé­mères comme les émotions qu'el­les inspirent. L'adhésion cède la place à l'identification. On s'émeut avec l'Abbé sur la situation des sans-logis, cela pourrait être tout autant l'attaque de la forêt amazonienne avec le chanteur Sting.

Enfin le tapisme, se veut une "cul­ture de la réussite individuelle" sym­bolisée par l'homme providentiel qui ne-perd-jamais. Sa seule réus­site réelle est d'avoirsuscité l'envie de croire, sublimant une réalité so­ciale qui, elle, n'a pas changé.

Le social est à la fois sans image et prisonnier de ces trois pôles médiatiques formés par le triangle Kroutchner-Tapie-Abbé-Pierre : l'humanitaro-social, l'économie de la réussite, la compassion-politique.

Sans image, sans valeur médiatisée, le travail social est dé­possédé de la réalité de son action, de son rôle de relais, porte parole, catalyseur, analyseur : de sa légiti­mité de médiateur social.

Le social déborde des limites habi­tuelles de l'action sociale, échappe au travail social pour être récupéré par les valeurs médiatisées économico-humanitaro-spirutelles.

décoder les situations, résister à la domination, instaurer un nouveau rapport à l'image et aux manières de communiquer.

Les mots écrits sont minoritaires face à l'audiovisuel mais les ima­ges syncopées ne sont que des incrustations, des impressions ponc­tuelles, brefdu visuel. Elles n'inven­teraient rien s'il n'y avait des mots pour les valoriser, leur donner un sens. Cependant les mots, quand ils existent, ceux du commentaire télévisuel par exemple, trahissent l'image, ils n'expliquent pas, ils ne font pas le raccord nécessaire avec la mémoire pour une compréhen­sion du présent, liaison que l'image/ visuelle n'est plus capable de faire seule. Nous l'avons observé dans les commentaires sur la guerre du Golfe et actuellement en Bosnie : l'indignation sans une pensée poli­tique pour la soutenir reste aussi éphémère que les images qui l'ont provoquée.

Les revues qui portent l'écrit gar­dent leur efficacité. Rejetées à la marge elles posent un acte de ré­sistance : elles ouvrent un espace pour penser librement. La revue garde une trace, c'est-à-dire une mémoire nécessaire à la reconstruction du réel puisque celui -ci a été vidé de sa substance par la médiatisation.

Nous terminerons donc notre pro­pos sur l'existence d'une revue associative. A quelle pertinence ou

impertinence peut prétendre une publication comme PEPS dans l'univers médiatisé ?

La revue PEPS est un témoin dans les deux sens du terme :

- Elle passe le relais, transmet un savoir, qui n'est pas seulement un savoir de professionnel du travail social, un savoir-faire mais aussi un savoir instituant. Par une prise de parole écrite, elle cherche un ac­cord commun à travers des va­leurs, une éthique, une charte. Elle transmet et construit de la culture, ce dont est incapable le média audiovisuel qui se nourrit des dé­chets de la société. "Regarder la télévision, c'estfaire les poubelles" (Serge Daney, 1992).

- Elle témoigne d'une réalité sociale dans un sens politique, celui d'une interpellation, d'une invite à la ré­flexion et à l'action. S'il y a un "sens du travail social" (titre de la journée de travail organisée par l'associa­tion PEPS le 7 mai 93), il est bien celui-ci : réintroduire la réalité dans le social où celui-ci n'est plus un cache-misère de la société, stati­que et peuplée de RMistes mais un mouvement en perpétuelles muta­tions.

Créer l'événement permanent, un lieu de mouvance, une aventure collective, n'est-ce pas la plus belle des ambitions ?

**Hugues BAZIN**

**QUEL SENS DU TRAVAIL SOCIAL ?**

Nous parlions d'aliénation, mais retrouver un sens à son action exige d'adopter une stratégie de rupture : rupture avec le visuel par les mots en cherchant une nouvelle gram­maire de la pensée, un nouveau

*40* marronage culturel à l'instar de la
  
négritude.

S'engager dans cette voie néces­site de développer une réflexion et une action sur les formes d'organi­sation sociale. En d'autres termes le marronage culturel doit s'accom­pagner d'un marronage social : la lutte contre l'esclavage de la pen­sée s'obtient au prix d'une redéfinition de sa citoyenneté et des notions qui l'accompagnent : "solidarités de proximité", "échan­ges réciproques du savoir", etc. Il s'agit donc d'opérer une nouvelle "alphabétisation" susceptible de

AMIEL V., Des images de mondes superposés, In Esprit No 182, Paris, 1992, p 95 à 101

DANEY S., Le salaire du zappeur, P.O..L., Paris, 1993, 192p

DANEY S., Trafic au jeu de Paume, In Cahiers du Cinéma No spécial juillet/aout 92, Ed de l'Etoile, Paris, 1992, p 60 à 71

DEBORD G., La société du spectacle, Gallimard, Paris, 1967, 180p

DEBORD G., Commentaire sur la société du spectacle, Gallimard, Paris, 1992, 120p

LAZARD J., Sociologie de la communication de masse, Armand Colin, collection U, Paris, 1991, 240p

WOLTON D., Les contradictions de l'espace public médiatisé, Espaces publics, traditions et communautés, In Hermès No 10, Edition du CNRS, Paris, 1991, p 95 à 114

Se référer aussi à l'article de Patrick Farbiaz "L'émergence du rôle social du média télévisuel", dans ce numéro de PEPS

*ossier*

*.110114frooemel*

B**ER**

***Les journalistes***

***concurrencent***

***rudement les***

***médiateurs qui les***

***ont précédés***

***instituteurs, curés,***

***élus, travailleurs***

[***sociaux. et***](http://sociaux.et) ***ceux-ci***

***le ressentent***

***durement,***

***l'expriment parfois***

***amèrement,***

***allument des***

***contre feux, ou***

***tentent de***

**retourner *la force***

***du système***

**médiatique à leur**

**profit, *en se***

**soumettant d *sa***

***logique***

Les médias se succédent en se superposant, n'éliminant jamais totalement ceux qui les ont précé­dés, réorganisant un système d'interdépendances, dont l'impact politique et social de chacun d'eux, plus que leurs caractéristiques tech­niques, explique la hiérarchie. *"Qu'est-ce que fondamentalement que la télévision ? Des images, et du lien social"* résume Dominique WOLTON (1). Avant d'analyser les mécanismes de production médiatique de l'exclusion dans la société française des années 90, nous resituerons la place et le rôle du média télévisé par rapport à d'autres grands systèmes d'intégration sociale.

Si les mass-média jouent aujourd'hui une partie du rôle d'intégration, de médiation, et de normalisation qu'honoraient autre­fois l'école républicaine et les struc­tures associatives, les causes en sont avant tout sociales et institutionnelles. Ce n'est pas la té­lévision qui a détruit les veillées dans nos campagnes. C'est l'industrialisation, la modernisation, la mobilité obligée (cf PETONNET 1985) (2), l'éclatement des liens traditionnels qui en résulte, qui a préparé les conditions du *"regroupement médiatisé"* autour du petit écran. La télévision n'est pas à l'origine de la destructuration sociale, mais elle a répondu à des besoins nés d'elle, et permis la recomposition sociale sur les nou­velles bases de la société urbani­sée.

Trois étapes marquent l'avènement du média télévisé comme déposi­taire de la fonction du lien social. Dans un premier temps, l'espace public qui émerge du processus révolutionnaire de 1789 se polarise

autour du média nation de l'école républicaine. L'école, grand média de la Ill ème République, alphabé­tise les campagnes, réalise l'unité culturelle des français, forme les citoyens sur la base de la laïcité et des valeurs fondatrices de la Dé­claration des droits de l'homme. Le média-nation se décline localement grâce à une information descen­dante, structurée autour du gen­darme, du curé, du garde champê­tre, du moine et de l'instituteur. Ce quadrillage social exclut les classes dangereuses, et celles-ci, regrou­pées autourdes usines, produisent leur propre système de représenta­tion à travers les bourses du travail, les syndicats, les partis, et les asso­ciations d'éducation populaire.

Dans un second temps, l'école, vi­dée de son projet républicain, se range à une fonction normative et sélective, tandis que s'impose le vaste appareillage social, comme "grand intégrateur". La fin du monde paysan, le démantèlement de l'Em­pire, et la politique gaulliste de modernisation industrielle entraî­nent l'effacement progressif du modèle d'intégration républicain au profit de l'avènement de l'Etat pro­vidence (3). Les années soixante voient arriver dans le monde du travail unetriple vague de nouveaux salariés composés par les paysans des campagnes françaises, les immigrés du Maghreb, de l'Arique Noire et du Portugal et les femmes salariées. L'Etat providence intè­gre les exclus tout en formalisant leur exclusion (CASTEL Rokrt 1984) (4). Foyers pour immigrés, foyers pour handicapés, foyers pour cas sociaux, foyers pour personnes âgées, cités ouvrières, c'est l'ère du "zoning", de la prise en charge par l'Etat dans le cadre des procé-

*41*

dures et des équipements spéciali­sés (JOBERT Bruno 1981) (5). Les systèmes clientélaires traditionnels ne fonctionnent plus; l'Etat court-circuite les systèmes de médiation de la République parlementaire, intrônise le nouveau média-nation constitué par la télévision d'Etat, tandis que se mettent en place, avec l'aide de la nouvelle petite bourgeoisie urbaine (cf GARNIER 1979 )(6), les procédures de la com­munication municipale, et celles complémentaires de la vie associative.

Dans un troisième temps, le succès même de la société de consomma­tion, acculturant et atomisant les individus, rend nécessaire de nou­velles formes de sociabilité, confor­mes à la nouvelle société médiatico-marchande. Les mass-media s'im­posent comme nouveaux agents socialisateurs, au détriment du "média" école et des "médias" so­ciaux. "La conséquence immédiate de la prolifération des objets de consommation est en effet la fragmentation individualiste du corps social : là où il y avait échange social, il y a désormais consomma­tion privée, rétractation individua­liste, atomisation des êtres. L'uni­vers des objets etdu bien-être fonc­tionne comme machine de dissémination sociale, de repli sur la sphère .privée."(Gilles LIPOVESTKY(7). Tandis que le pôle marchand dissémine et atomise, le pôle média réunifie et rassemble. Et pendant que l'école républicaine et les médiateurs so­ciaux perdent du terrain, le média télévisé investit le champ social.

***42* LA FIN DU MÉDIA-NATION ET LE SPLEEN DES INSTITUTEURS**

Le modèle d'intégration majeur de la III ème République est l'école. L'école républicaine, l'école primaire gratuite, laïque et obligatoire de la III ème République a joué un rôle décisif dans la formation sociale française : constitution d'une nation homogène, affirmation d'institutions démocratiques et républicaines comme règles communes du jeu social. L'intégration des français ori­ginaires de contrées et régions fort

différenciées, et de plusieurs va­gues d'immigrants se réalise grâce à l'école, sur un fond idéologique bien établi : l'école forme des ci­toyens sur la base de la laïcité etde la République. L'école est le grand "média" de la république. Il réalise l'unité culturelle des français, leur donne un langage commun par le­quel ils peuvent communiquer, un cadre de référence par lequel ils peuvent échanger.

De cette forme républicaine d'intégration que reste-t-il aujourd'hui? Toujours officiellement revendiqué, ce modèle est désor­mais porté par un mode bureaucra­tique d'intégration, une intégration neutre, sans projet de société ni projet idéologique. L'administration, la police, l'école, l'armée, les équi­pements sociaux et culturels sont autant de moyens institutionnels qui concourent à cette intégration-normalisation.

"...les enseignants ont perdus, no­tait Edgar MORIN, leur mission culturelle du début du siècle, qui visait à transmettre les valeurs laï­ques. Aujourd'hui avec la généra­lisation de l'alphabétisation et la concurrence des médias, ils se sen­tent vraimentfrustrés et dans l'inca­pacité de renouveler le sens de la

laïcité, c'est-à-dire la
  
problématisation généralisée, la mise en question et le dialogue des idées." (Edgar MORIN) (8). Legrand mécanisme d'intégration politique et républicain subsiste sous une forme bureaucratique, a-politique, vidée de contenu civique, et de portée idéologique. L'école sans projet républicain subitde plein fouet l'arrivée, puis le triomphe de cet autre grand médiateur et agent socialisateur qu'est le média télé­visé. Le rapport de Jacques POMONTI (9) évoque très juste­ment les deux logiques opposées de l'école et de la télévision qui s'expriment "au travers de comple­xes socio-culturels, administratifs et économiques distincts", préci­sant que, si les élèves en difficultés scolaires sont désorientés par les cours abstraits de l'école ils n'ont pas l'air de l'être par la culture télévisuelle dont ils sont "impré­gnés". C'est le choc de deux modè­les d'intégration, la lutte entre deux

grands complexes de médiation, en situation de vive concurrence, dont les effets d'intégration ou d'ex­clusion ne se recoupent pas, non seulement parce qu'ils procèdent de manière différente, mais parce qu'ils se référent à des modèles différents d'intégration, sous-ten­dant des modèles différents de so­ciété.

Bien sûr l'école n'a pas tout perdu de l'impulsion de Jules Ferry, et elle joue encore un certain rôle d'intégration, mais celle-ci fonc­tionne dans le cadre d'un système de réflection et de reproduction des inégalités. Et lorsque, suivant les lieux et la mobilisation des acteurs, parexemple dans quelques Zones d'Education Proiritaire, l'école se réclame de sa vocation d'intégration, elle le fait en réfé­rence à des modèles pluri-culturels alternatifs à l'intégration républi­caine, modèles d'intégration pro­pres aux intervenants sociaux, fonc­tionnaires de l'Etat providence et acteurs du mouvement associatif. Le média école se plie alors à un autre modèle d'intégration, lui même mis en brèche par la médiation télévisée.

**LA MARC I NALISATION DES MÉDIATEURS SOCIAUX**

L'Histoire de l'après-guerre est en partie celle de la croissance du social : fonctionnaires des équipe­ments collectifs et salariés des as­sociations forment un vaste ensem­ble de gestion, de traitement et de médiation du social. Ce système social, fait de mécanismes institutionnels et de mouvements associatifs, joue un rôle intégrateur fondamental, resocialisant des groupes un peu vite classés "hors-normes", maintiennent, réadaptent, recréent un tissu social désarticulé par la modernisation techno­cratique. L'avènement de ce vaste secteur social, tout à la fois fort conservateur et innovant, accom­pagne le mouvement d'urbanisa­tion, adapte la société au projet modernisateur de l'Etat. Société civile et Etat technocratique for­ment, ensemble et contradictoi­rement, une machine assez effi-

cace d'intégration sociale et d'homogénéisation.

Ce modéle d'intégration par le so­cial, entre à son tour en crise, et est directement concurrencé par le média TV. "Outre leur fonction d'information, les médias jouent un rôle traditionnellement dévolu aux associations : celui de mise en rela­tion, porte-parole de revendications, catalyseur d'identités. Dès lors une partie de la vie sociale (réseaux locaux, vie de quartier, militantisme et vie communautaire) histori­quement prise en charge par des institutions très diverses, oeuvres ou associations, a été directement investie par les médias. Leur fan­tastique développement, conjugué à leur professionnalisme et à un certain savoir-faire marketing ont permis à la presse et à la télévision de ravir une partie de la place occu­pée par les associations. Les asso­ciations en ont été déstabilisées, ébranlées, coupées de leur base. Elles ont ressenti cette intrusion comme une gesticulation inoppor­tune, une concurrence déloyale". (10)

L'animateur du prime-time ravit la vedette à l'animateur du quartier. Ce sont Patrick SABATIER et Jean-Pierre FOUCAULT qui donnent un peu de chaleur auxveillées dans les cités ; ce sont eux qui organisent des "soirées culturelles" pour la population des campagnes et des banlieues ; ce sont encore eux qui donnent la parole à des gens sim­ples, un voisin, une voisine, et font appel à la solidarité en faveur d'un malade ou d'une personne âgée. Ils permettent aux parents de re­trouver leur fille perdue, au couple déchiré de se remettre en ménage, et au chômeur de trouver enfin un employeur!

L'icône cathodique est investie de pouvoir quasi magique : solution instantanée des problèmes sociaux, résolution miraculeuse de la mala­die ou de la misère (11). Par la grâce de la "télé", le malade chroni­que recevra la prothèse qui facili­tera sa vie, et dont la sécurité so­ciale refusait obstinément la prise en charge!

Grâce à sa médiation, le citoyen recouvrera ses droits, face à une administration qui ne veut rien com­

prendre ni rien entendre! La télévi­sion se présente comme le modèle effiicace de la gestion du social ; le recours contre la froide bureaucra­tie de la DDASS. Au petit écran, les institutions du social figurent sou­vent au banc des accusés. Jean-Luc LAHAYE se fait porte-parole des enfants abandonnés, balayant au passage "l'inhumanité" de la DDASS. Tournant le dos aux minis­tères, le téléthon en appelle direc­tement à l'opinion publique pour aider et soigner les enfants myopathes ; le marché du don opère plus vite que la médiation associative ; l'audimat paraît plus démocratique que la définition des politiques sociales.

Cour-circuitant les médiateurs so­ciaux traditionnels, maître de la gestion du symbolique (ce niveau fondamental de toute gestion du social (12), la télévision apparaît comme la seule médiation légitime entre la société et ses exclus.

Le rôle social de la télévision s'est forgé au sein d'un monopole public, où l'écran noir et blanc revendiquait clairement un rôle pédagogique et éducatif, d'éveil, d'information. de prise de conscience du public. Mais le pouvoir, redoutant l'impact de ce média dans la population, tentait d'en garder un étroit contrôle politi­que.

La préfiguration de ce rôle éducatif et culturel de l'Etat, son brouillon, son effet d'annonce, peut se voir dans l'action culturelle de l'Etat, qu'André Malraux voulut promou­voir par le biais des Maisons de la Culture. Malraux voulait, par la cul­ture, réaliser la même oeuvre d'édu­cation et d'unification sociale que la Illé république avait réalisé avec l'école.

On le sait, les maisons de la culture ne réalisèrent pas ce grand des­sein. C'est le petit écran noir et blanc, qui s'introduisant peu à peu dans chaque foyer, se montre en mesure de jouer un temps ce rôle et introduit unetelle révolution au sein même de chaque famille, qu'on peut à bon droit comparer la fonc­tion intégratrice de l'école .ét celle de la TV. Mais à mesure que l'em­prise télévisuelle de l'Etat éducateur s'élargissait à un public toujours

plus vaste, le système marchand investissait la télédiffusion publique. On le sait maintenant, ni les mai­sons de la culture de Malraux, ni le petit écran culturel de la télévision publique n'ont réellement pu con­currencer l'école daus son rôle intégrateur. C'est la télévision plu­rielle et marchande qui réalise ce tour de force, acculturant et inté­grant les individus atomisés dans la société de masse médiatico-mar-chande.

A une société dont les rapports sociaux sont rapportés à l'étalon commun des rapports marchands, correspond une culture définie à l'étalon commun des besoins. BAUDRILLARD a montré comment la notion de besoin n'est que le support idéologique qui masque la finalité du systéme global de pro­duction (13). Le développement de l'action culturelle de l'Etat, s'accom­pagne du refus de définir la culture autrement qu'en terme de réponse aux besoins culturels (GAUDIBERT, 1977) (14), préparant le terrain au triomphe du marketing culturel, c'est à dire au marketing de loisirs. L'audimat est l'aboutissement de cette logique, même s'il a fallu dix ans d'évolution pour en arriver là. Production et diffusion culturelles sont régulées par la demande, c'est' à dire en fait par l'offre (le facteur déterminant de l'offre de produitsur la formulation des demandes a été établi en de nombreuses circons­tances). L'auditmat est la tautologie du système médiatico-publicitaire. Les Maisons de la culture de Malraux, et l'action culturelle de l'Etat préparent sur un autre terrain le triomphe de la télévision de masse.

La télédiffusion d'Etat réalise au prix de sa démocratisation sous forme domestique, le programme culturel de Malraux, prolongeant la fonction éducative et intégratrice de l'école publique, laïque et obli­gatoire.

La laïcisation et nationalisation de la production culturelle n'a qu'un temps, celui de préparer la voie à la culture marchande, libre et sans prétention ni éducative, ni civique. C'est la TV marchande que nous connaissons aujourd'hui. La "dé­mocratie culturelle" "projetée par la

*43*

Résistance est aujourd'hui réalisée avec la TV, agent culturel introduit au sein de chaque foyer, vu par 96% de la population, tous âges confondus ; mais la culture dont il s'agit est un précipité de bris cultu­rels, une soupe sans hiérarchie ni référent. Le mythe de la réponse aux besoins remplace le mythe de la démocratisation culturelle : voilà la culture marchande et exportable, première culture réellement univer­selle. Au modèle illusoire d'une intégration authentique par la cul­ture, succède le modèle efficace de l'intégration illusoire à la société médiatico marchande.

que les journaux, plus large encore que celui constitué par les radios. La télévision est devenue insépara­ble des démocraties, constitutive d'une démocratie de masse, au point que le parlement perd son rôle de lieu majeur des débats politi­ques. Seule la télévisiontouche l'en­semble des citoyens d'un pays, contrairement auxjournauxfort peu lus dans les couches les plus défa­vorisées et notammment dans les quartiers les plus démunis. Les médias "et surtout la télévision, sont un des rares lieux politiques qui subsistent dans ce pays, où gou­vernés et gouvernants se rencon­trent et dialoguent encore" (15)

Deuxièment, comme l'école, mieux que l'école semble-t-il, la télévision assure la cohésion idéologique -le consensus- autour des valeurs de la société médiatico-marchande et des références moyennes de la classe moyenne. Au jeu de l'homogénéisation culturelle et so­ciale la télévision marchande coiffe tous les autres médias au poteau : les images et valeurs implicites des médias télévisuels irriguent tout le sol de la quotidienneté, accompa­gnent les moments les plus banals de l'existence, rythment la vie pri­vée de la gestion domestique aux expériences les plus intimes.

Troisièmement,comme le montre Dominique WOLTON, "la télévision consitue une des formes du lien social" (16). Ce lien social est cer­tes ténu, moins contraignant que les situations institutionnelles. La télévision offre une fonction de par­ticipation et une fonction de pont entre les classes sociales et les classes d'âges. Elle est le "pas­seur", le grand "messager" *de* la société des solitudes organisées,

réduisant les exclusions très puis­santes de la société de masse." La télévision est constitutive d'un en­semble social : le grand public, et joue ainsi un "rôle intégrateur fon­damental" (WOLTON 1990) (17).

Quatrièmement, c'est au sein de la famille que le poste TV prolonge l'action de l'Etat, ou de la société médiatico-marchande. REICH a montré comment la famille est l'unité déterminante de reproduction de l'idéologie dominante, et de l'ajus­tement des structures psychiques des individus à la hiérarchie sociale. La télévision d'Etat réunissait la fa­mille au grand complet autour du téléviseur domestique. La télévi­sion marchande d'aujourd'hui re­flète et structure la famille mar­chande : tout est question de zapping affectif, d'échanges et de négociations internes. Elle accom­pagne, par essais et erreurs, la re­définition des rôles hommes-fem­mes et de la nouvelle homéostasie familiale.

Cinquièmement, le média télévisé intègre et récupère, plus rapide­ment que l'école ou les appareils de l'Etat providence, plus rapidement souvent que les médias sociaux et associatifs, les nouvelles modes, nouvelles expressions, nouveaux mouvements. Avec la télévision "tout rentre dans le jeu" sans possi­bilité de subversion ou d'opposi­tion. "La récupération, rappelle Pierre GAUDIBERT, c'est ce mou­vement social pourlequel une agres­sivité qui se veut subversive se trouve apprivoisée, édulcorée, émasculée, assimilée, digérée par l'idéologie de la culture dominante" (18).

**Patick FARBIAZ**

**LE GRAND MÉDIATEUR SOCIALISATEUR**

En quoi le média télévisé joue-t-il un rôle d'intégration sociale, com­parable, concurrent, voire détermi­nant par rapport à l'école publique, aux équipements spécialisés de l'Etat, ou aux médiateurs sociaux que sontles associations? Le média télévision joue un rôle majeur dans la reproduction, l'évolution et l'homogénéisation de la formation sociale française en ce qu'il consti­tue le nouvel espace public de notre démocratie de masse, qu'il est un puissant producteurd'homogénéité culturelle et de consensus, qu'il est constituant d'une force de lien so­cial, et à l'occasion, puissant intégrateur de contestation et de marginalité.

Premièrement, le média télévisé occupe une place majeure dans

44 l'espace public contemporain ; il a
  
constitué un espace public de masse, à bien plus grande échelle

1. Dominique Wolton, éloge du grand public, une théorie critique de la télévision, Flammarion 1990, page 12
2. Colette Petonnet, On est tous dans le brouillard, ethnologie des ban­lieues, Ed Gallimard 1985
3. Rosanvallon Pierre, la crise de l'état-providence, Ed Point seuil 1981
4. Castel Robert, la gestion des risques, Ed de minuit, 1984
5. Jobert Bruno, le social en plan, Ed ouvrières 1981
6. Jean-Paul Garnier, Denis Goldsmidt, la comédie urbaine, Maspéro, 1979. Jean-Paul Garnier, la socialisme à visage urbain, Ed. Rupture, 1979
7. Gilles Lipovetsky, Espace privé, espace public à l'âge post-moderne, in citoyenneté et urbanité, Ed Esprit 1991, p 106
8. Edgar Morin, Le Monde 13/11/1990
9. Jacques Pomonti, Education et télévision, rapport au ministre d'Etat, Ministre de l'Education Nationale et de la Jeunesse et des sports, 1989
10. Jean-Claude Bardout, les associations à la conquête de l'espace public, in Union Sociale No 34, janvier 1991
11. cf les propos du père Di Falco, rapporté par Alain Woodrow in Information Manipulation, Ed du Felin 1990, p99
12. cf Christian Bachmann, in Le social et les médias, actes du colloque de l'AVVEJ et des ASH, p 25
13. Jean Baudrillard, la génèse idéologique du besoin, in Cahiers internationaux de sociologie, v47, 1969
14. Pierre Gaudibert, opus cité, p 8
15. Alain Touraine, revue Passage, 17, 1991
16. Dominique Wolton, éloge du grand public, une théorie critique de la télévision, Flammarion 1990, p 125
17. Dominique Wolton, idem, p 139
18. Pierre Gaudibert, opus cité, p 116

*Soirée Festive*

**Rarement j'ai**

***assisté à un***

***colloque qui se***

***termine par un***

***concert de rock***

**alternatif. *C'est la***

***surprise que le***

***comité***

**d'organisation *de***

***la Revue* PEPS a**

***réservé aux***

**participants *de sa***

***"rencontre***

**Nationale a**

***Paris".***

Le groupe : **"LE SZGAB ET LES STANDARDISZTES"** est, installé dans la salle même où a eu lieu la "Rencontre Nationale". Quant aux spectateurs ils sont assis ou debout en u autour de "la piste". Nous sommes dans le sous-sol de l'im­meuble qui abrite l'Ecole Supérieure de Travail Social. La salle est éclai­rée avec les ampoules domesti­ques nues. Le public est composé exclusivementde de travailleurs so­ciaux, de chercheurs ou universitai­res. En faisant un tour de salle, je me rends compte de l'incommodité de celle-ci.

C'est sans compter sur les capaci­tés scéniques du groupe et de sa tête d'affiche et porte-parole : Pas­cal Szgab chanteur-guitariste- ac­cordéoniste devant son vieux micro des années 60. On se la joue à l'authentique ? Au niveau du look, rien ne distingue les musiciens du public : pas de cuirs, ni vêtements crasseux ... Pascal annonce le ré­pertoire avec son accent toulou­sain, démarre par une adaptation de Francis Lemarque du folklore russe. Après ce morceau, il troque

sa guitare élettrique pour une sè­che et enchaîne avec un morceau intitulé "Les flingues de Stanligrad"; je retiens ce court extrait : *"...pas besoin de panier à salade, un cor­billard suffira...".*

Atravers les chansons, Pascal avec humour nous livre quelques anec­dotes. Ensuite on aura droit successivement à une chanson qui se rapporte à la vie des marins, "L'O.N.U. des Bourgeois", "Le R.P.R. a enlevé mon amie" en reaggae, voici un extrait :

*"...elle est partie un après-midi à Paris, je l'ai jamais plus revue, le R.P.R. a enlevé mon amie, je ne sais pas ce qu'elle est devenue, j'ai appelé le maire de Paris...."*

Au niveau son, on est loin du hardrock cher au groupe Anglais "Anthrax". Au fil des heures et des morceaux, je découvre la qualité musicale de ce groupe, mis à part les petites défaillances techniques dues au locale inapproprié.

L'originalité de ce groupe vient de son approche musicale. Voici son concept "multiréférentiel" comme

45

dirait J.Ardoino (1) : *"punk folklori­que, rock musette, flamenco de Paname, reggae petit blanc etjazz rural, c'est le rock des truies Ramoniaque et Clashieux ! un cock­tail anti-dépressif'* ouf! tout cela pour le bonheur des spectateurs qui jusqu'à présent sont restés "si­lencieux et sérieux". Pendant l'in­termède, les musiciens prêtent des instruments au public. Tout le monde s'y met et le concert repart sur un autre ton et un autre son ; tant pis pour le rythme décalé, l'essentiel étant de jouer. Mais, il reste un autre obstacle à faire franchir au public : celui de la danse, pour que l'interaction devienne totale. Un des organisateurs aura l'idée géniale d'éteindre quelques lampes à proxi­mité de la "piste", créant ainsi une ambiance. Cela permet aux mas­ques institutionnels de tomber. Cer­tains abandonnent provisoirement leurs instruments pour exécuter quelques pas de danse. Les re­frains des chansons de Gainsbourg, Brel, Vian sont repris en choeur dans la salle. La diversité musicale

fait que chacun s'y retrouve. L'am­biance devient chaude, la témperature monte... Pascal, une terreur scénique, dialogue avec le public. Jorge (colloborateur de PEPS) joue de la batterie et c'est la deuxième surprise... Pour ce qui est du son : le groupesortdu schéma classique du rock surtout dans sa version hard. S'il faut catégoriser: je dirais qu'il s'inscrit dans la lignée des célèbres groupes tels que : Le "FFF", "Mano-Negra", "Noir Désir", "Les Négresses Vertes", "Les gar­çons bouchers" ou encore "Les Fabulous Trobadors" constituant ce qu'on appelle le rock alternatif.

Ces groupes régénèrent me sembe t-il le rock français, en imposant un style "made in France" et interculturel.

Le "Szgab" veut exister d'une ma­nière autonome me confiera Pas­cal. Il a déjà auto-produit en underground un 45 tours "POURVU QU CA DURE..." en 1986 et un autre : "Le R.P.R. A ENLEVE MON AMIE".

Leur clip a été diffusé sur FRANCE 3 et TV 6. Ils se produisent souvent à Paris, dans les quartiers populai­res, multiplient les performances sur scène car l'heure est à la fidélisation d'un public. Leur projet : poduire un C.D., en "live", raison pour laquelle, ils enregistrent leur concert en D.A.T.

Alors, qui sont-ils ?Galériens ? Pas du tout ! Pascal Szgab est informa­ticien, Jorge de la Barre (batteur) est sociologue-informaticien, quant à Emmanuel (guitariste) et François Boots (guitare basse), ils sont res­pectivement étudiant, l'un à l'école des Mines et l'autre en musicologie.

**Damien MABIALA**

1. Pour la notion de "multiréférentialité" lire le n°25-26 avril 93 de la revue "Pratiques de For­mation-Analyses" éditée au P.U.V. Université de Paris 8 - Formation Permanente

**LA DÈChE**

*Elle a 21 ans,*

*2 enfants.*

*Elle est "tombée" enceinte à 17 ans.*

*"J'ai pas pu passer mon C.A.P dac-*

*tylo".*

*S'est mariée à 17 ans 1/2.*

*Elle est grande,*

*mince, maigre,*

*un air un peu pômé.*

*De longs cheveux,*

*des grands yeux,*

*bleus,*

*un air d'élève de LEP.*

*Son mari à quelques années de plus*

*qu'elle.*

*Il est au chômage.*

*Il ne va pas pointer à l'ANPE, n'est*

*inscrit nulle part.*

*"Alors on touche pas les assédic", dit-*

*elle tristement.*

*Il part le matin,*

*rentre le soir,*

*bourré.*

*11 n'a pas d'argent,*

*mais ses copains lui paient des canons,*

*compréhensifs les copains.*

*Elle, elle se démerde toute seule,*

*avec des millions de dettes.*

*"J'en dors plus"*

*l'électricité coupée régulièrement,*

*et tout à l'avenant.*

*Certains matins, elle n'a pas de quoi*

*donner à manger à ses enfants,*

*3 ans et 2 ans.*

*Elle se demande comment elle va faire.*

*Alors, elle prend ses gamins sous le bras,*

*elle n'a pas de permis de conduire, et de*

*toute façon,*

*il y a longtemps qu'il n'y a plus de voiture*

*à la maison.*

*Alors, elle s'en va chez sa mère.*

*"Là au moins, je suis sûre qu'ils auront à*

*manger".*

*Pourtant ce n'est pas la gloire, chez sa*

*mère.*

*Elle a bien sa dose la maman,*

*le père va aller en taule,*

*des conneries,*

*il a fait des conneries.*

*La fille, elle, elle se fait soigner pour les*

*nerfs.*

*Elle dort plus,*

*elle mange plus,*

*elle ne sort presque plus de chez elle.*

*Elle ne va pas en ville.*

*"- il y a trop de choses dans les*

*vitrines, ça me ferait trop envie -"*

*Pas un rond,*

*quotient familial = O.*

*+L'huissier aux trousses.*

*La voiture saisie.*

*etc... etc...*

*Et bientôt l'huissier viendra prendre*

*les meubles.*

*"- on n'a pas fini de les payer -"*

*"- on les avait achetés à crédit -"*

*"- si 1 'huissier les prend, nous, on va*

*continuer à les payer,*

*pour rien...*

*et on n'aura plus rien pour ranger nos*

*affaires -"*

*La dèche*

*La vraie dèche*

*A la limite de la caricature.*

**AMD**

***46***

***Jeunes et letsertion***

**LA NÉGATION DU SOCIAL**

**DANS LE SCOLAIRE**

***Dans les situations éducatives et pédagogiques, les questions sociales peuvent-elles être considérées comme importantes, faisant partie des programmes scolaires? La communauté scolaire ne néglige-t-elle pas les interrogations d'ordre psychologique, familiale ou sociale qui sont tout aussi essentielles que celles reconnues officiellement par l'institution scolaire ?***

**Dans le cadre de ma pratique pro­fessionnelle (surveillante) et de mes études ethnographiques à l'Univer­sité, j'ai voulu m'interroger sur la plàce du travail social en milieu scolaire. Ce travail se réalise en général par les assistants sociaux qui doivent être en mesure de ré­soudre des problèmes financiers, familiaux ou psychologiques des élèves. Pour ce faire, j'ai fait l'hypo­thèse que le collège comme tous les établissements scolaires doit être considéré comme un lieu de vie et de développement de la per­sonnalité de l'adolescent. La place du travailleur social dans cette tâ­che éducative et d'insertion ne peut pas être oubliée.**

**Il ne s'agit pas de faire le procès des enseignants, loin de remettre en cause leurs compétences pro­fessionnelles en qualité d'instruc­teurs, je me suis cependant interro­gée sur leurfonction de médiateurs dans un lieu de vie. L'acte de l'en­seignement peut se limiter à une simple transmission technique des savoirs et des connaissances ou bien, peut-il comprendre aussi les questions diverses de la vie de l'ado­lescent?**

**Le médiateur peut jouer alors un rôle continu et primordial dans les préoccupations des jeunes et peut les accompagner u ne prise de cons­**

**cience des contraintes de leur réa­lité quotidienne.**

**L'établissement scolaire que j'ai choisi pour développer ces ques­tions," se situe en banlieue pari­sienne et reçoit plus de 800 élèves. Il est semblable à la plupart des collèges français.**

**La tâche éducative des enseignants ne peut faire l'impasse des préoc­cupations sociales des élèves. Elle doits'intéresserégalement à l'élève dans sa globalité d'être humain (son histoire de vie, sa situation fami­liale, sociale et ses motivations, etc).**

**Une mission éducative basée uni­quement sur les résultats scolaires de l'élève, ne pourraitfavoriserque sa classification et son orientation erronée.**

**L'élève qui ne correspond pas au "profil type" de l'élève s'intégrant et s'accommodantde l'enseignement général, est orienté dans des filiè­res appelées volontairement par le corps enseignant : "les voies dépotoires".**

**LA DÉSORIENTATION**

**Les conséquences de cette situa­tion sont multiples :**

**- La mauvaise orientation, accen­tuée par un réel mépris de certaines disciplines manuelles par l'institu­tion scolaire et par la société. La**

**valorisation du système de compé­tition et d'émulation privilégie les jeunes qui poursuivent des études Littéraires ou Scientifiques.**

**Cette valorisation s'inscrit dans une culture élitiste et provoque des ca­rences éducatives chez l'élève.**

**- Le collège ne sera pas considéré par ces acteurs comme un lieu d'échanges où le traitement des préoccupations quotidiennes pour­rait être pris en compte.**

**- L'orientation vers un échec sco­laire puis social. Pour certains élè­ves cette situation pourra mettre en place le processus d'un parcours déviant.**

**L'étude que j'ai effectué au sein d'un groupe de jeunes adolescen­tes, troublées par le départ d'une de leurs camarades du fait de sa grossesse, m'a permis de me ques­tionner sur l'absence de lieux pour un travail à caractère social dans le collège. Il s'agit dans un premier temps de donner les caractéristi­ques du groupe étudié pour com­prendre les mécanismes de déviance en situation scolaire.**

La **population expérimentée se compose de dix adolescentes âgées de 16 ans considérées sur le plan**

**comportemental comme
  
"déviantes" par l'ensemble de l'ins­titution scolaire. Il s'agit d'une classe de troisième où l'on trouve les élé-**

***47***

***48***

ments les plus contestataires du collège. De ce fait, l'institution leur attribue un statut d'anti-scolaire auquel ces adolescentes s'identi­fient et cette appartenance à une "contre-culture" est l'aboutissement d'un "étiquetage" abusif de ces élèves.

J'ai pu alors observer que l'adoles­cente mal intégrée manifeste une opposition croissante à l'autorité scolaire. Ce phénomène a provo­qué certains malaises :

- un manque de communication entre les adolescentes et leurs pro­fesseurs;

- un manque de compréhension de la réalité considérée par les jeunes comme étant imposée. Ils sont con­vaincus qu'ils n'ontjamais participé dans à l'opération d'évaluation les concernant. Selon H. Becker "le transgresseur peut estimerque ses juges sont étrangers à son uni-vers"(1 ) ;

- un renforcement de la solidarité dans le groupe qui aboutit à la créa­tion d'une ou plusieurs bandes de jeunes rejettant la norme scolaire. Ils n'ont sûrement pas répondu positivement aux attentes de l'école, mais ils possèdentdes savoirs-faire que l'école a toujours refusé de prendre en compte dans les péda­gogies proposées et dans les con­tenus de l'enseignement (2).

Mes rencontres et mes observa­tions des différentes interactions de ce groupe ont permis, d'une part d'évaluer l'image que le collège reflète aux yeux des adolescentes et d'autre part de tenter de saisir leur interprétation du désir de ma­ternité.

Une partie analytique des données obtenues lors de mes entretiens avec ces jeunes, m'a permis de constater que ces adolescentes formulaient une demande d'écoute et une plus grande reconnaissance de leurstatut surtout lorsqu'elles se sentent en période de transition. Cette demande va au delà de leur situation scolaire et dépasse le ca­dre du collège.

Au sein du collège, il n'existe aucune permanence de travail sur le terrain des assistants sociaux. Cette situa­tion est révélatrice du manque de

lieux d'écoute et de structures effi­caces pour s'occuper des élèves dans leur réalité quotidienne. Cette lacune est peut-être à l'origine de la rupture de cette adolescente avec son milieu scolaire.

Cette considération m'a amenée à un autre type de dialogue avec ces adolescentes et à connaître leurs préoccupations actuelles. Elles s'interrogeaient à la fois sur leur identité de "femme", mais aussi sur leur fonction de mère. L'idée de maternité a donc toujours été évo­quée et associée à la grossesse de leur "copine de classe".

Une partie thématique est compo­sée d'un aperçu général sur ce qu'elles pensent et ressentent de la maternité. Elles ont une vision assez bien organisée et même idéa­lisée pour tout ce qui concerne le futur, les projets à long terme et une pensée plus décousue de leurvécu immédiat.

**FEMME ACTUELLE**

Etre femme, c'est se définir par la maternité, se trouveren pleine pos­session de ses possibilités sur le plan de la vie sociale et de la vie affective.

Etre femme, c'est aussi se situer par rapport à l'homme. Elles pen­sent, qu'en réalité, la femme est plus sensible, plus émotive que l'homme : "la femme est l'être fait

pour l'amour". Il s'agit là de
  
l'amplification du stéréotype du rôle de la femme dans notre société.

Elles ont toutes tendance à éluder la réalité physique de leur corps en tant que femme. Mais que repré­sente pour elles la réalité physiolo­gique de la maternité ?

L'idée de la maternité semble être tout à fait acceptée perces adoles­centes. Elles la voient comme une fonction spécifique de la femme à travers laquelle celle-ci prend toute sa valeur. La maternité est consi­dérée comme un "cap à passer" tout en étant une fonction "natu­relle" et "normale". C'est un événe­ment de transformation profonde de l'être et une grande richesse. Il peut y avoir dans ces paroles la marque de toute une culture qui donne à la femme un rôle

procréateur important auquel elle ne peut se soustraire, celui-ci s'ac­compagne toujours du plaisir ; mais qu'est-ce qu'un plaisir obligatoire ?

En évoquant la maternité, elles ont parlé d'elles, soit à travers la pro­jection de leur enfant, soit en faisant référence à leurs parents et en se plaçant alors en tant qu'enfant. C'était leur manière en tant qu'ado­lescente de se situer face à la ma­ternité. Ce basculement est cons­tamment ressorti dans la réalité que représente leur quête d'auto­nomie associée au besoin de dé­pendance à la famille qui se con­crétise pour la grande majorité par le sentiment de vivre une double vie.

Rappelons que ces adolescentes se sont apparentées à une contre-culture (auto-exclusion, violence symbolique). De cette notion émerge des phénomènes de résis­tance face à la légitimité des sa­voirs construits. Il faut donc accen­tuer une réification qui accorderait de l'importance aux objets sociaux.

Il s'avère important defavoriser les liens qui développeront de fortes relations entre la formation scolaire et la place du social. Au yeux des élèves, l'école est perçue comme un lieu social dans lequel l'aspect inter-relationnel est prédominant. Mais il n'est pas fait allusion à sa dimension institutionnelle dont le rôle est de répondre aux exigences sociales en terme d'apprentissa­ges didactiques et culturels.

Mais aujourd'hui encore l'enseigne­ment se fait à travers un ensemble d'organisations dont le fonctionne­ment est conditionné par des nor­mes, des statuts et une hiérarchie. Cette rigidité institutionnelle du sys­tème rend les organisations éduca­tives inaptes à répondre aux be­soins de cette jeunesse en pleine évolution.

**Maryline COSSA**

1. Becker. H. S, *Outsider,* Etudes de sociologie de la déviance, édition Métaillé, 1985.
2. Farzad. M., et Hess. R., *"Idées pour une formation des jeunes à une nouvelle culture technique",* in, Brochure semestrielle du M.A.D.I.F. (Mission d'Animation et de Dévelop­pement de l'Information sur la Formation en Ile de France), n° 7, Janvier 1992.

**DES VACANCES**

**DIFFÉRENTES**

POUR L'INSERTION DES JEUNES DE 16 - 25 ANS

**Recherche et développement de formules innovantes pour l'aide aux vacances sont les missions confiées à la Fondation Vacances Ouvertes dès sa création en 1990 par son président, Edmond Maire.**

L'objectif de la Fondation Vacan­ces Ouvertes est d'aider au départ en vacances de ceux qui en sont aujourd'hui exclus pour des raisons aussi bien économiques que cultu­relles. Les publics ciblés sont les familles et les adultes d'une part, les jeunes de 16 à 25 ans d'autre part.

Juridiquement, **la Fondation Va­cances Ouvertes** est composée de deux structures :

- D'une part la Fondation propre­ment dite qui est un **fonds social d'aide auxvacances,** placée sous l'égide de la Fondation de France. Elle est financée par les ministères des Affaires Sociales, du Tourisme, de la Jeunesse et des Sports et par le FAS. La Caisse des Dépôts et Consignations et WF (Villages Vacances Familles) sont les deux fondateurs initiaux.

- D'autre part par **l'Association Vacances Ouvertes** qui, elle, as­sure le fonctionnement de tout l'or­ganisme et diffuse les formules mises au point et expérimentées au sein de la Fondation. Cette asso­ciation est agréée parJeunesse et Sports.

**AU DELA DU
  
DEPART EN
  
VACANCES, UN
  
OBJECTIF
  
D'INSERTION**

Les vacances ne constituent pas pour nous, une fin en soi, mais un levier, un moyen **d'insertion so­ciale.** Elles permettent aux indivi­dus de retrouver leur place dans l'espace et le temps collectifs. Leur préparation donne matière à se

projeter dans un projet. Elles sont l'occasion d'acquérir la mobilité et l'autonomie essentielles à l'insertion en général et notamment à la vie professionnelle.

**COMMENT AIDER
  
AU DEPART EN
  
VACANCES ?**

En évitant surtout la distribution aveugle de subventions sans pré­paration ni lendemain qui ne font qu'encourager la dépendance. Au contraire, nous recherchons des formules innovantes qui ouvrent des perspectives vers plus d'autono­mie, plus de dignité. Des formules qui correspondent aux façons de vivre des publics auxquels elles s'adressent. Des formules qui ne soient pas stigmatisantes, **qui com­binent astucieusement le plaisir et la pédagogie.**

C'est dans cet esprit qu'ont été mises au point les **Opérations Va­cances Ouvertes** destinées à aider les jeunes à imaginer, organiser et réaliser des projets de vacances autonomes.

***49***

***50***

**L'Opération Sac à Dos**

C'est une aide concrète qui rem­place la bourse ou la subvention. Elle se matérialise par un sac à dos remis à chacun des jeunes partici­pants.

Dans ce sac à dos, il y a un porte carte et des guides qui serviront pendant les trois phases de l'opéra­tion : **la préparation, la réalisation et le retour du séjour.**

Le porte - carte renferme un kit de voyage : Carte Jeunes, Carte Carrissimo SNCF, carte desAuber-ges de Jeunesse, carte Télécom, Chèques Déjeuner, Chèques va­cances, carte de France. Tout ce capital - voyage devient le bien propre du jeune.

Pour l'obtenir, chaque jeune ou chaque groupe doit avoir **préparé son projet** de vacances. Pour l'aider, un Guide De Préparation lui est remis. Il contient des pistes de choixsur chaque poste d'un budget - vacances. De son côté, le relais local met à disposition ses anima­teurs pour accompagner cette pré­paration.

Mais le rôle actif du jeune ne s'ar­rête pas là. Dans un carnet de voyage conçu parVacances Ouver­tes : **la Mission Bons Plans Va­cances,** le groupe relève les adres­ses, les bons et les mauvais plans du séjour. Au retour, ces carnets aiderônt à constituer sur place un petit centre de ressources pour les futurs partants.

**L'Opération CAÏD**

Très rapidement, après avoirexpé-rimenté l'opération sac à dos dans les premiers sites, nous avons cons--taté que les jeunes manquaient d'in­formations pour préparer leurs pro­jets.

Ce constat nous a amenés à con­cevoir une base documentaire mobile : **le Coffre A IDées vacan­ces (CAÏD).** Fermé, pour le trans­port, il ressemble à un coffre. Ouvert, pour la consultation, il devient un -kiosque, autour duquel on circule. Il contient des annuaires, des guides, des cartes, des catalogues, des

revues commerciales ainsi que des fiches thématiques et des idées - conseils et quelques pistes de petits boulots pour financer ses vacances.

Le sommaire des docu­ments disponibles est pré­senté à travers une table d'orientation : à chaque grande direction corres­pond un grand thème ( Pré­paration, Transports, hébergements, etc.). Puis, un simple système de co­des visuels permet à l'utilisateur de se repérer jusqu'au document dont il a besoin. Enfin, chaque do­cument est introduit par une fiche de présentation qui explique ce qu'on va y trou­ver.

Volontairement, le CAÏD propose tous les prix. Il

s'adresse en priorité aux jeunes mais contient aussi des informa­tions pour les vacances familiales.

Sa mobilité, sous forme de coffre repliable a été voulue pour pouvoir tenir des permanences dans les structures de quartiers. Ses cartes routières etgéographiques permet­tent de décorer rapidement le lieu et le transformer en "point vacan­ces".

Nous espérons que, les vacances terminées, **le CAÏD servira de sup­port pédagogique dans les cen­tres de formation** qui inscrivent la mobilité des jeunes dans leur pro­gramme.

**UNE DÉMARCHE
  
EXPÉRIMENTALE**

La démarche qui nous a guidés est très pragmatique. Nous sommes partis en 1991, d'une analyse ­repérage des dispositifs d'aide aux vacances existants. Nous avons observé une trentaine de systèmes de bourses locaux (municipaux pour la plupart) et nous en avons dressé un constat .

Ils étaient, en 1991, en plein déve­loppement. Ils ne communiquent guère entre eux et certains cher­chent encore des solutions que les voisins ont déjà trouvées. Les aides en argent déclenchent immédiate­ment un comportement de chan­tage et de violence chez les jeunes. Les animateurs ont souvent beau­coup de mal à faire passer la notion d'échange et de contrepartie. Ils cherchent des solutions claires et lisibles par les jeunes qui évitent la partialité des bourses individuelles.

Fondation Vacances ouvertes cher­che une solution qui satisfasse ce cahier des charges :

Une formule concrète, ludique et attirante (non stigmatisante) mais aussi opérationnelle et éducative, lisible par tous, couvrant les trois phases de l'aide aux vacances : **préparation, séjour, retour,** se présentant comme un outil pour répondre aux besoins adaptables à tous les contextes de quartiers.

Les premières expériences, en 1991, sont concluantes et l'opéra­tion, en 1992 est développée suri 1 sites, avec des opérateurs diffé­rents : des missions locales, des

clubs de prévention, des services municipaux de la jeunesse, des MJC.

Le bilan de 1992 : L'opération a touché 800 jeunes. Principalement des 18 - 20 ans dont **beaucoup partaient pour la première fois seuls,** sans parents ni encadre­ment. Elle a été bien accueillie et même beaucoup mieux que nous ne l'espérions. Lorsqu'elle a rem­placé une habitude de subventions, par exemple, son aspect ludique, kit individuel et concret, la curiosité qu'elle a déclenchée ont prévalu. Les jeunes témoignent de leur sur­prise d'une opération qui a été pen­sée et construite pour eux. Ils ont été nombreux à nous répéter"C'est pour nous ? c'est vraiment pour nous?"; ils s'en ressentent valori­sés. "Ce que les jeunes apprécient vraiment le plus, c'est d'avoir des choses à eux et de les pilotercomme ils le souhaitent", dit le responsable d'un club de prévention dont le pu­blic est particulièrement "difficile".

Nous retirons de ce bilan plusieurs conclusions : Le principe d'un kit concret est très positif et s'adapte bien aux années 90 parce qu'il est à la fois individuel et collectif. Les différents éléments du sac à dos s'adaptent à tous mais chacun en fait ce qu'il veut : il lesdépense, il les fractionne, il les garde (certains jeu­nes ont gardé les chèques déjeu­ner pour la rentrée, le Carrissimo pour un autre voyage...). La tenta­tion est moins grande de tout "cla­quer" sans lendemain. De plus, ces cartes sont nominales etfinalement porteuses de statut : beaucoup les conservent dans "leur portefeuille".

Les Missions Bons Plans (le carnet de voyage rempli au retour par le groupe) ont connu des fortunes di­verses. Leurtaux de retour signale bien le climat de confiance existant entre la structure qui diffuse l'opé­ration et les jeunes (dans certains cas 50% de retour, dans d'autres 0% !) Elles contiennent baucoup d'adresses et de documents mais aussi des conseils simples, qui, donnés par des adultes n'auraient pas le même écho.

**LES PERSPECTIVES: LA CAPACITÉ À DEMULTIPLIER**

Cet été, les sites - relais de 1992 renouvellent l'opération en plus grande dimension. Dans l'Isère, notamment, trois communes en 92, huit communes en 93, la diffuseront avec le partenariat de Jeunesse et Sports.

Les CAÏD commencent à sortir en série, **fabriqués par une entre­prise d'insertion** et sont vendus aux structures en charge de la jeu­nesse et de son information.

L'enjeu pour nous, comme pour tous dans l'action sociale, est de **passer de l'expérience, toujours qualitative, à la démultiplication des actions.** Les risques sont alors nombreux : il faut"gérer le dévelop­pement" sans perdre de vue la mis­sion sociale, la capacité à répondre aux demandes ( donc la capacité à produire en plus grande quantité), la qualité des opérations et de leur suivi (notre capacité de conseil), la création des nouvelles formules (et donc notre capacité de recherche).

Sur les mêmes pistes que le sac à dos, nous testons cet été des kit ­voyage et des kit - camping, tou­jours des formules concrètes mais qui s'adapteront au niveau des jeu­nes dans leur capacité à bouger.

Nous poursuivons deux objectifs dans ces recherches : Il faut mettre au point une série d'aides modulables (les kits) et surtout **initiatiques au voyage.**

Mais il faut en même temps conce­voir **des formules qui supposent l'accompagnement éducatif en amont et en aval,** parce qu'il est générateur d'emplois, y compris pour les jeunes, et parce qu'il est générateur d'insertion.

**Michelle RIGALLEAU**

Déléguée générale

Fondation Vacances Ouvertes - 26, Rue du 4 septembre 75002 Paris

51

**LA «NOUVELLE» VIOLENCE**

*On a montré (1) récemment qu'en France, surtout au cours de la dernière décennie, les anciennes banlieues ouvrières - les banlieues rouges - et les anciens quartiers populaires des villes sont devenus des quasi-ghettos où le chômage est de plus en plus massif, où la délinquance, la drogue, l'échec scolaire constituent la toile de fond de la vie quotidienne.*

Avec ce passage d'une société fon­dée sur la séparation, dans l'es­pace urbain, des classes sociales (définies en termes de rapports de production) à une société duale, ou "à deux vitesses" les pratiques sco­laires et culturelles des jeunes ont pris un tournouveau. La "dualisation" de notre société a changé le rap­port des jeunes aux institutions.

Le passage des banlieues rouges aux banlieues de l'exclusion sociale a produit un changement au niveau des pratiques déviantes des jeunes dans la société. En milieu ouvrier, la déviance j uvén i le était considérée comme une pratique nécessaire jusqu'à un certain degré de délin­quance. Elle était vue plutôt comme un rite de passage et les adultes,

52 tout en stigmatisant parfois les pra-
  
tiques marginales de ces jeunes, ne manquaient pas de rappeler qu'eux-mêmes étaient passés par là. Les organisations ouvrières, et par exemple les syndicats sur les lieux de travail, savaientfaire la part du feu et préparaient doucement l'intégration des révoltés dans la production. Dans la société à deux vitesses, au contraire, dans ces "poches de pauvreté" où le chô­mage tend à se généraliser, avec, pour les jeunes, un avenir sans horizon, les pratiques déviantes ju­véniles vont changer.

**UN RAPPORT SUR LA NOUVELLE VIOLENCE**

Dans un récent *Rapport* (2) sur la violence des jeunes dans les ban­lieues, on trouve un recensement, sans doute incomplet, de la dimen­sion scolaire de cette violence, de ses effets et de son contexte. Au cours des auditions qui ont permis de préparer ce document, "à aucun moment le problème de la violence des jeunes dans les banlieues n'a été réfuté même si à plusieurs re­prises a été dénoncée la façon dont les médias en ont rendu compte... D'une manière quasi-unanime, les différents intervenants ont noté une dégradation de la situation. Celle-ci est de plus en plus tendue, il règne dans certaines cités une atmos­phère de grande agressivité, on assiste à la répétition comme le "caillassage" de voitures de police ou encore les agressions répétées contre des chauffeurs de bus ou des enseignants."

**TRAITS ESSENTIELS DE CETTE VIOLENCE**

A partir des entretiens qu'il a eus avec des enseignants, l'auteur de ce même *Rapport* en vient à for­muler plusieurs observations:

- "une grande agressivité règne entre les élèves (insultes perma­nentes, bagarres à la sortie de l'éta­blissement, opposant généralement les jeunes d'une cité contre les jeu­nes d'une autre cité mais les conflits ethniques ou racistes se dévelop­pent, agressivité à l'égard de l'élève intégré qui veut travailler;

- l'accent est mis sur la violence revendicative, une violence de pro­testation (les bulletins scolaires sont brûlés à la suite du conseil de classe, chahuts...) et la grande nervosité des élèves (on gifle le professeur ou on lui lance dans le dos une chaise);

- on assiste à une banalisation et une généralisation de la violence. On compte 8 à 10 conseils de dis­cipline par mois!"

**DES EXPÉDITIONS
  
PUNITIVES**

Par ailleurs, et dans le même sens, un conseiller principal d'éducation me dit que les interventions de ban­des sont fréquentes dans son LP. Ces interventions visent en général des élèves et on assiste alors à des règlements de compte rapides, pour des motifs qui ne sont connus que des intéressés. Il n'y a pas de com­mentaires.

J'ai été moi-même témoin à plu­sieurs reprises, hors du contexte scolaire cette fois, de tels procé­dés, qui prenaient des formes diffé­rentes selon des circonstances. Dans l'un de ces incidents, le motif de l'intervention musclée d'une "bande" de jeunes venus d'une cité voisine avait pour finalité de sanc-tionnerunjeune d'une autre"bande" qu'avait insulté une élève du LP.

L'intervention a été, comme tou­jours, extrêmement rapide: le jeune visé a été immédiatement identifié, ses Copains, qui étaient moins nom­breux à ce moment-là, n'ont pas réagi, mais comme l'un d'eux a tenté de courir chercher du renfort, il a été lui-même agressé à la sortie par des jeunes qui faisaient le guet à la porte. Si l'on excepte cette agression dont le but était évidem­ment d'empêcher l'arrivée de ren­forts, aucun des jeunes présents n'a été agressé ; mais c'était sim­plement parce qu'ils ne réagissaient pas. J'ai tenté moi-même d'interve­nir mais mon intervention à laissé les agresseurs totalement indiffé­rents, ils ne l'ont même pas écou­tée et s'en sont allés aussi vite qu'ils étaient arrivés.

Il ne me restait plus qu'à amener à l'infirmerie, pourquelques premiers soins d'urgence, les jeunes qu'on avait agressés sous nos yeux. Un éducateur de la cité, accouru trop tard pour essayer de calmer le jeu, m'a assuré que les agresseurs n'étaient pas vraiment organisés en bande. Comme souvent dans ces cas-là, leur regroupementétait ponctuel, il s'étaitformé poureffec-

tuer cette expédition punitive. Natu­rellement, il réunissait des jeunes d'une même cité et d'un âge homo­gène ("ce sont les plus jeunes", me disait l'éducateur).

**LES ÉMEUTES ET LA
  
VIOLENCE
  
PAROXYSTIQUE**

Commentant quelques formes ré­centes de la violence, Jacqueline Costa-Lascaux écrit: "Les émeutes de Los Angeles, comme celles de Brixton, de Bruxelles ou de Vaulx-en-Velin, soulignent la violence des conflits de cultures, lérsque ceux-ci se greffent sur la marginalisation économique et sociale. Ces brus­ques flambées de révolte ne sont pas des revendications, encore moins des grèves ou des mouve­ments organisés comme ceux qui illustrent l'histoire, ouvrière, le féminisme ou les luttes pour les indépendances. Elles sont, sous une forme *paroxystique* je souligne), l'expression de l'intolérance, d'une situation jugée oppressante et qui explose au moindre différend. Elles concernent principalement une classe d'âge, les 10-18 ans, encore sur les bancs de l'école où à la sortie du système scolaire" (3).

On retrouve ici et là des processus identiques : "le rôle central des rela­tions avec la police dans le déclen­chement des émeutes, la même violence imprévisible et autodestructrice, le même mélange de violence et de délinquance, la même difficulté à construire une

protestation organi­sée, le même rôle des jeunes... Dans tous les cas, ces ac­teurs sont au plus loin du mouvement ouvrier, de ses repré­sentations, et de ses modes d'organisa­tion. Souvent, ils lui sont même hostiles. Les émeutiers ne parlent pas comme des travailleu rs privés d'emploi, ils ne par­lent pas non plus comme des citoyens

faisant valoir leurs droits, ils se per­çoivent comme les habitants d'un quartier, comme les défenseurs d'un territoire, défini par la marginalisation et le racisme" (4).

Ces mêmes jeunes d'âge scolaire qu'on rencontre ici en première li­gne, transportent parfois dans les établissements et autres institutions pour les jeunes, cette violence paroxystique qui peut à tout mo­ment se manifester: elle est là en effet à l'état endémique.

**VIOLENCE PAROXYSTIQUE ET CHAHUT ENDÉMIQUE**

J'appelle *chahut endémique* une forme de désordre dont la caracté­ristique principale est d'empêcher, de manière quasi-permanente, la communication dans les institutions éducatives ou para-éducatives. C'est un mal chronique et indifférencié; il attaque et ronge en permanence les dispositifs institutionnels, les capacités de ré­sistance et de travail des ensei­gnants comme des travailleurs so­ciaux.

C'est comme un syndrome immunodéficitaire installé dans la société, un "sida" des institutions. Il est le versant complémentaire des accès de violence paroxystique. Cette violence-là, plutôt spectacu­laire, n'est pas permanente. L'autre violence, par contre, esttoujours là à brouiller le fonctionnement du système, à l'empêcherde fonction­ner en attendant le moment des explosions.

**Georges LAPASSADE**

1. François Dubet et Didier Lapeyronnie, *Les quartiers d'exil,* Paris, Seuil, 1992.
2. Rapport *d'information sur la violence des jeunes dans les banlieues,* déposé et présenté par M. Julien Dray, député, enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 25 juin 1992.
3. Jacqueline Costa-Lascaux, *L'enfant, citoyen de l'école, Revue Française de pédagogie,* numero 101, octobre-novembre-décembre 1992.
4. François Dubet et Didier Lapeyronnie, op. cit.

53

**LA FORMATION BANS LA PRÉVENTION**

*Le champ de la prévention est par excellence un champ interdisciplinaire.*

***54***

En effet il est traversé par des dis­ciplines variées; sanitaires, éduca­tive et juridiques.

Mais pour nous la prévention c'est le champ du changement. Toute discipline ettoutsavoirdoit se situer dans la pratique.

Par exemple, le savoir théorique dans la prévention sanitaire a pour fondement la pathologie générale afin d'indiquer non seulement les symptômes (c'est le champ réservé de la psychologie clinique) mais aussi les causes (ce que l'on nomme l'étiologie) des maladies.

En effet, c'est en répertoriant les symptômes et en opérant une clas­sification des maladies ainsi recon­nues qu'est né le champ clinique (donc la cure rationnelle des mala­dies); avec le repérage des causes liées aux individus naît la possibilité de les éliminer notamment par la prévention. Un modèle de cette prévention est, par exemple, la dif­fusion des pratiques hygiéniques pour prévenir les maladies infec­tieuses.

**VERS UNE
  
CAUSALITE
  
STRUCTURELLE**

Le cadre de la prévention des ma­ladies mentales se pose de façon plus complexe. Nous sommes con­frontés à des cas variés tels que les difficultés d'apprentissage ou en­core des comportement criminels.

En ce sens la localisation des cau­ses est problématique et nous porte hors de la relation linéaire de "cause à effet" dans laquelle la cause est antérieure à l'effet qui, lui, est la conséquence. Dans ce cas nous ne pouvons plus parler d'une seule cause mais de plusieurs causes, de multicausalité : l'effet ou les ef-

fetssontl'expression du croisement entre causes et effets et qui se stabilisent.

C'est cette "structure" , selon A. Bauleo, qui produit ces émergences en fonction des contextes dont nous nous occupons. Cela signifie affir­mer que le malade n'est pas la même chose que la maladie et donc que la "structure" dont nous parlons n'est pas seulement liée à l'aspect individuel mais aussi à l'as­pect groupai, institutionnel et communautaire.

Par exemple le toxicomane est seu­lement l'émergence de la toxicomanie qui pour nous est une psychopathologie. Il s'agit d'une "structure" qui fait référence à plu­sieurs aspects et plusieurs champs de compétences, elle se manifeste par diverses émergences en rap­port au contexte de référence.

Par exemple, dans un contexte communautaire le toxicomane (et plus généralement la toxicomanie) peut se présenter comme un sté­réotype de danger social; ainsi il traduit dans le sens commun (celui de la population) un "mandat social" de ségrégation. Comme préjugé, il entraîne chez les gens une déléga­tion de compétences: Cellede pré­server la société des toxicomanes et non pas de soigner ceux qui veulent changer les conditions de leur souffrance.

**LES CHAMPS DE LA PREVENTION**

Nous avons dit que nous parlions d'un champs interdisciplinaire et que l'action, le savoir instrumental de ce champs est un savoirqui doitfournir des indications pouragir. Nous nous sommes arrêtés sur la complexité d'un savoir dans le but de localiser

la causalité structurelle d'un certain phénomène.

Nous devons maintenant penser comment articuler le savoir et le savoir faire pour:

a)Agirsurle symptôme de la "struc­ture"

b)Agirsur l'alimentation de la"struc-ture"

c) Favoriser les styles de vie qui produisent un bien-être psychique, physique et social.

LE poim- A:

C'est la prise de conscience que nous ne pouvons pas isoler certains phénomènes de leur contexte de référence mais néanmoins nous ne pourrons ignorer son existence (même si parfois elle peut apparaî­tre brutale).

Par exemple le fait de nier l'exis­tence de la souffrance mentale et la nécessité de sa prise en charge, s'apparenetrait plus à un exercice littéraire qu'à d'une volonté d'agir sur le phénomène lui-même.

On ne peut tout annuler en un pro­duit générique d'une construction sociale, de fait c'est un point que l'on ne peut ignorer et qui se mani­feste comme souffrance sugges­tive. La non prise en compte de cette dimension reviendrait à occul­ter le fait que la souffrance sugges­tive produit diverses constructions sociales, une de ces constructions est l'idée du danger et de la néces­sité de ségragation.

Mais ce n'est pas le seul exemple, de plus une construction sociale ou un sens commun comme dirait Gramsci où domine "l'anti ségréga­tion" n'abolit pas son existence en tant que donnée "phénoménique", de la souffrance suggestive et donc de la demande d'être prise en charge.

*Travail social à l'étranger*

POiNT B:

Il s'agit de l'organisation, la mise en place d'une recherche-action telle que la définit K. Lewin, dont l'objec­tif est de localiser la causalité structurelle du phénomène et cou­per les canaux d'alimentation.

Il s'agit d'une intervention opéra­toire dans les divers secteurs indivi­duel, groupai, institutionnel, familial et communautaire.

Il s'agit de "secteurs" (lieux) qui n'ont pas conscience de leurs pro­pres préjugés et pour cela il est indispensable d'utiliserdestechni-ques de formation.

Ces techniques sont dérivées des techniques de E. Picon Riviere etJ. Bleger en Argentine, plus tard mi-

***LE JOURNAL DE LA
  
PRÉVENTION***

Ld publication menstielle PREV-INFOS s'adresSe aux acteurs et parte­: naias de la prévention de la délin­quance et de l'exclusion sociale : travailleurs sociaux, responsables associatifs et administratifs; élus lo­caux, membres des conseils départénientauk et communaux de la prévention dé la délinquance, des dis­positifs DSQ et DS11.

PRÉV-INFOS publie des informations brèves d'actualité, des réflexions sur les pratiques de prévention, des réfé­rences d'expériences inmivantes, des signalements des documents les plus intéressants, des informations sur les événements concernant la prévention. PREV-IN,FOS couvre, au delà du champ de la prévention spécialisée qui

ses au point par A. Bauléo et par notre expérience de Rimini. Elles consistent dans des informations fournies aux participants et sont ensuite élaborées en groupes opérationnels encadrés par des coordinateurs formés à cette tech­nique. Ces groupes de thérapie sont "analysés", les encadrants peuvent ainsi observer le degré de sensibilisation aux informationsfour-nies ainsi que la dimension émo­tionnelle qui s'y attache. C'est pour cette raison que nous favorisons la rupture de leurs stéréotypes.

L'objectif principal de cette inter­vention est de former à pensersans préjugés. Il s'agit donc d'une action de formation à la prévention mais aussi une action de santé -soigner les malades.

*la revue ces revues*

est son domaine de référence privilé­gié, le champ du travail social en mi­lieu urbain, notamment. Les sources de PREV-INFOSproVienrient des mil­liers de documents répertoriés en per­manence dans les 1 6 hases de don­nées DIGA.

Les lecteurs de PREV-INFOS bénéfi­cient d'un accès privilégié aux bases de données DIGA, véritable mémoire vivante et facilement accessible de la prévention de ces 20 dernières années. INFORMATIONS - RÉFLEXIONS - FILMES-ÉCHANGES-ACTION - RECHERCHE - INNOVATIONS -: COMM UNICATIONS : Voilà ce que propose PREV71NFOS :

Pour tout renseignement, contacter: Responsable de la publication : Pierre Duriez, sociologue

RUSEAUX-DURIEZ - B.P. N° 84 - 1 4602 llonfleur Cedex

Fax : 31:89.34.34

LE POINT C:

Cela implique la diffusion de ces cultures ou contre-cultures qui of­frent des styles de vie caractérisés par l'expansion de la prise de cons­cience, lavalorisation de la créativité, de la différence sexuelle et de la non violence.

La promotion de ces styles de vie multiraciaux et multi-ethiques est d'une importance décisive dans une situation qui voit l'explosion de con­flits ethniques et raciaux, la valorisation de petites patries et des mythes du droit du sang sur celui de la terre d'origine, le nazisme.

Le champ de la prévention est tra­versé d'une certaine éthique et nous ne pouvons pas ne pas favoriser un style de vie pluri-racial et multinatio­nal.

La qualité de nos interventions se mesurera à la valeur que nous sau­rons donner aux cultures capables d'articuler l'imagination avec la rai­son.

**Léonardo Montecchi**

Directeur de l'Ecole de Prévention J. Bleger (Rimini, Italie)

*Traduction de Monique Poletti*

***TRANSVERSALES-***
  
***INFOS JEUNES***

Née en 1993 TRANSVERSALES INFOS jeunes (lettre mensuelle des acteurs jeunesse) a pour vocation de livrer chaque mois, les informations et les mesures indispensables dans le champ social et plus particulièrenent dans celui de la jeunesse.

L'originalité de cette revue est le fait d'une vision transversale de la jeu­nesse: Une information qui dépasse les cloisonnements institutionnels, cul­turels et idéologiques. Transversales infos jeunes se veut un outil pour les "acteurs jeunesse".

Mensuel intéressant à consulter. Pour tout renseignements s'adresser à :

RICOCHET 95, Bd Voltaire 75011 Paris.

A Bauléo, *"Idéologie gruppo e tanne,* Feltrinelli.
  
**F.** Basaglia, *"L'instituzione negata",* Einaudi.

1. Lewin, *"Teoria dinamica della personalità",* Giunti. E. Picon Riviere, *"II processo gruppale,"* Lauretana.
2. Montecchi, M. Ferrari, S. Semprini, *"Rimini una città contra la droga",* Maggioli.
3. Foucault, *"Nascita della clinica",* Einaudi.

***55***

**CARNAVAL D'OUTRE-MER**

UN SUCCÈS QUi dÉRANgE ?

*Dans chaque société, il existe des événements qui ponctuent la vie du groupe, créant une dynamique dans un but commun.*

Le carnaval auxAntilles fait partie de ces moments forts qui entraînent un investissement ( psychologique, comportemental, financier) de la part de la population. En l'espace de quelques jours, c'est un déferlement de chars, de groupes, de chants, de danses, de joie.... qui envahissent ces petites îles. Mais le carnaval sert, avant tout d'exutoire du groupe. Pendant ces rejouissances, les nor­mes, les attitudes sont remises en cause: tout est permis !

***56*** Depuis 8 ans, un carnaval de l'Outre-

Mer a lieu pendant deux jours à Paris, avec défilés de chars, de grou­pes à pieds dans les rues . La fête continue sur une grande pelouse de la capitale où un podium ainsi que des stands sont installés. Le public originaire essentiellementdes DOM-TOM est, chaque année, de plus en plus nombreux, avide finalement de retrouver cet espace culturel, cet espace qui appartient aux membres de la communauté.

Ce grand rassemblement est, en effet, un lieu de rencontres; on y retrouve famille, amis perdus de Ion-

gue date, on découvre de nouveaux talents dans le domaine de l'art. Bref; c'est une occasion de boire, de manger, de parler le créole, d'écou­ter de la musique du pays.

Cette manifestation par son succès grandissant s'ouvre à toutes les com­munautés: française, africaine, maghrébine,... Cette année, Améri­cains, Anglais, Grecs et Japonais sont venus participer. Pour les orga­nisateurs, ce rendez-vous est syno­nyme d'échange culturel entre les peuples.

Pour les originaires des DOM-TOM éparpillés dans toute l'île de France et aux 4 coins de l'hexagone, le carnaval de Paris est, dans une cer­taine mesure, le cordon ombilical qui relie la France aux Dom.

Cependant, malgré l'ampleur de la fête, les organisateurs constatent que finalement peu de personnes participent activement au défilé en se déguisant ou en préparant des chars: beaucoup sont uniquement spectateurs. Ceci est d'autant plus regrettable qu'un carnaval sans cou­leurs, sans masques n'est pas un véritable carnaval !

Le comité du carnaval de l'Outre-Mer (CCOM) dont le pilier-fondateur est M.JALLIER, livre depuis 8 ans un véritable combat pour que cette ma­nifestation ait lieu . Cette année, il fut encore plus difficile de l'organiser . Alors que dès Septembre 92, des lettres, des demandes d'entrevues, avaient été adressées aux pouvoirs publics, le silence a valu réponse au comité: les personnes concernées étant absentes ! . Ce n'est qu'un mois avant les festivités que les autorités ont daigné répondre et donner leur autorisation ( sans quoi la fête n'aurait pas eu lieu ).

Mais avec leur cortège de restric­tions et de pièges. Ainsi le parcours

du défilé a été modifié, fortement raccourci: passant de 5 km à 1,5 *km.* De plus, les festivités devaient pren­dre fin à 1h30 le samedi, alors qu'il n'en était pas question les années précédentes. Cette année, l'autori­sation d'utiliser la pelouse de Reuilly avait pour contre-partie la signature d'un engagement visant à ne plus demander un site sur Paris pour les

futurs carnavals L'argument
  
avancé par les autorités pour expul­ser cette manifestation hors des murs de Paris est la nuisance qu'elle occa­sionne aux riverains !

Autre difficulté: l'autorisation don­née tardivement a rendu toutes les négociations avec les sponsors ca­duques. Les quelques subventions s'amenuisent d'ailleurs d'année en année; le Ministère de la culture, lui, estime que cette fête n'a rien de culturelle.

A l'heure du bilan, le comité se de­mande comment il va rembourser ses dettes ! Pourtant, cette fête, de part son ampleur, offre d'incroya­bles possibilités sur le plan écono­mique: livres, boissons, bijoux (...) sont vendus en quantités considéra­bles et, les cafés environnants font d'énormes profits.

Par ailleurs, il faut noter qu'il n'est fait aucun écho par les média natio­naux à cette manifestation qui ras­semble pourtant plus de 200000 personnes. Les métropolitains ne savent donc pas qu'une fête "Domienne" a lieu pendantdeuxjours. Face à tant de difficultés, l'équipe du carnaval est confrontée à un dilemne: peut-elle oui ou non reconduire ce qui est devenu un rendez-vous pour la communauté antillaise? La balle est dans le camp des institutions !

**Christine ORNEME**

***Arts et Cultures***

**LE CARNAVAL ANTILLAIS:**

**UN JEU DE ROLES**

*En Guadeloupe, c'est le premierdimanche du mois de janvier qui ouvre les festivités carnavalesques (1).*

Ensuite des groupes à pieds avec leurs tambours font des sorties les week-enks, cela jusqu'à la fête du Mardi Gras. Durant une semaine la vie institutionnelle de l'île s'arrête, tout fonctionne au rythme du carna­val. Il commence par un défilé d'en­fants et s' achève par l'élection d'un prince le dimanche. Dans la nuit du lundi au mardi, vers 4 à 5 heures du matin, les adultes prennent la re­lève; ils sortent en pyjamas, parcou­rent les rues de la ville en jouant de la musique. Plus populaire, est le défilé de l'après -midi, où l' on voit des gens habillés en rouge : "chez-moi, toute la famille se met aux couleurs du carnaval, même si on suit le défilé en restant sur notre balcon "témoigne GraZiella. C'est ce qui caractérise ce rituel. Pendant cette période, les tabous et autres interdits sautent, il y a une volonté de faire, d'être, de jouer un autre rôle que celui attribué par la "société" à ses membres.

Les marcheurs obéissent au son des tambours, des percussions ou d'autres instruments musicaux. Ils fredonnenten même temps les chan­sons populaires. On pourrait penser à une chorégraphie d'ouverture des jeux olympiques en plus spontanée. L'imagination créatrice est de mise: un char avec un orchestre ouvre la parade, suivi de la mass (en créole : les gens qui défilent ou les masques) hétérogène. Ainsi on voit passer les divers déguisements: les "mass à kongo" (masques à Congo), "mass à set " (masques à fouet), "mass à la mo" (masques à la mort), "mass à miwa" (masques à miroirs), "mass à korn'n" (masques à cornes) etc... (2). Au niveau de la confection de leur costumes, certains groupes recou­rent aux sponsors. Ils ont ainsi du prêt -à-porter. D'autres travaillent avec les moyens du bord, l'exemple du costume végétal est éloquent..

La rumeur dit que les groupes sponsorisés seraient proches du pouvoir, tandis que les "puristes" majoritaires au défilé seraientfavo-

rables aux thèses

indépendantistes.

"Ainsi naissent les oppositions baroques entre ceux qui se récla­ment des "mass" plus "populai­

res" et ceux qui se réclament des "travestis" plus "policés" (plus bour­geois ?) "s'interroge, E.NABAJOTH (3 ).

Ce défilé haut en couleurs du Mardi Gras se termine par les différentes élections carnavalesques du meilleur groupe à pied, de musique, de la reine. Au mois de février dernier, la reine est sortie du groupe "Toumblak", la meilleure musique: le groupe "Akiyo"(4), et le meilleur groupe à pieds : "Kontack". La reine élue représentera la Guadeloupe au carnaval d'Antigua au mois d' août.

Le Mercredi des Cendres, tout le monde est habillé en noir et blanc; c'est le grand "vidé" (l'exutoire). Le défilé commence à 15 heures, et se termine par un grand feu où I' on brûle religieusement"vaval", lesym-bole du carnaval. Ce geste met fin aux festivités. Il introduit le carème, période de retenue morale et physi­

que.

Depuis peu, il y a une mode impor­tée de la Guyane appellée "Touloulou" où les femmes dé­guisées, drapées de la tête au pied au cours d'un bal choisissent leurs cavaliers sans parler (le moins possible), en émettant des sons approba-

teurs ou pas. Ce sont elles qui pren­nent toutes les intiatives. La suite peut-être aussi agréable que tragi­que.

Le carnaval, comme pratique ritualisée est introduit aux Antilles, dès le début de l'immigration blan­che, aux XVII et XVIII siècle; il était réservé aux riches colons rappelle M.M.Boussat 5): "Peu à peu, les esclaves furent autorisés à organi­ser, de leur côté, des festivités, dis­crètes et selon le modèle de celles de leurs maîtres, pendant les jours qui précèdent le carême". Les escla­ves étaient réprimés pour: "tout ce

57

*58*

qui pouvait paraître trop subversif, et en particulier les danses originelles africaines, porteuses à la fois d'un langage socio-politique-la négritude-et d'un message religieux ­l'animisme, intolérable pour ceux qui s'étaient efforcés d'imposer le ca­tholicisme comme seule expression spirituelle. Malgré leurs transforma­tions progressives, ces danses avaient une fonction restauratrice de l'identité perdue de ce peuple réduit à l'esclavage" ajoute l'auteur.

A Paris, les choses se passent différement. Ainsi parmi les raisons qui n'ont pas mobilisés les Antillais de l'hexagone à se rendre au carna­val ; (lire l'article de C.ORNEME) on retrouve celle toute bête des "com­plexes": supériorités ou infériorité. Les "négropolitains"( Antillais nés en France ou y résidant depuis long­temps) estiment que ce carnaval est

l' affaire des "typiques"entendez: ceux qui ont gardé leur "manière Antillaise". On leur reproche genti­ment de plus parler le créole et d'écouter et danser le zouk. En bref: ils manqueraient d'ouverture. Les "Sakamachemen" (Sakamaché en créole veut dire : est-ce que ça va ? ou ça va ?) seraient moins "intégrés"que les "négropolitains". Il me semble qu'un débat interne est plus que nécessaire.

Optimiste, Michel, de l'Association "Culture Plus In" déclare : "Il fallait être présent pour respecter les tradi­tions, oublier les problèmes et faire la fête . Les jeunes Antillais se sentaient exclus, alors nous on s'in­vestit financièrement pour avoir un stand".

**Damien MABIALA**

1. Lors de mon rescent séjour à Bahia au Brésil, j'ai pu assisté à des fréquentes s dies des troupes, des écqles de samba 19gparant le carnaval ou tout simplement répétant dans un autre but. C'est le cas du groupe "Olodum", dans le quartier des Pelourhino, animé par les tra­vailleurs sociaux qui encadrent les jeunes.
2. Lire : "Vie et mort" de Vaval. Ouvrage collectif édité par l'association Chico-REY. 6 bis rue Alsace Lorraine. Point à Pitre 1991
3. E. Nabajoth : in "Carnaval, canaval : le mouvement perpétuel", op. cité
4. En septembre 1992, les groupes "Akiyo" et venu en France à Bagneux pendant la fête des vendanges. ll a sorti un CD: "Mémoire". Produc­tion Korosol Music 1992.
5. M. M. Boussat est cité L. Collomb : in "trans­mission et réappropriation", ouvrage op. cité.
6. N. Bellaire, cité dans l'article de L. Collomb

Au même titre que le jazz, devenu au fil des ans une musique "noble", le rap trouve naissance dans les mi­lieux défavorisés de la communauté noire américaine; ce qui pourrait expliquer cette fusion rap / jazz.

Pour ce qui est de la génèse du rap, ce fut dans les années 70, avec les Last Poets que l'on pu parler de première approche musicale. Mais ce n'est qu'à la fin des années 80, avec des groupes comme Tribe Call Quest ou Gangstaar que s'amorça l'émergence du "Hip Hop Jazz".

C'est le cinéaste noir Spike Lee qui permit à ce mouvement de s'expor­ter outre-atlantique grâce à "Jazz Thing" B.O. de son film "MO BETTER BLUES".

"Jazz Thing" fut produit par DJ Pre­mier (Gangstaar) et Brandford Marsalis.

Le célèbre producteur Quincy Jones produisit lui-aussi son album Hip Hop Jazz intitulé"Back on the blocks" avec l'apparition de rapeurs tels que Big Daddy Kane, Kool Moe Dee.

Le producteur New yorkais, Easy Mo Bee, réalisa l'album "Doo Woop" avec Miles Davis.

Miles Davis, à notre grand regret n'eut pas le loisir de terminer ce magnifique projet.

Dernier album majeur de ce métissage musical, réunissant deux générations : Jazzmatazz; Album qui grâce à l'initiative de Guru (rapeur du groupe "GANGSTMR") réunit Donald Byrd, Brandford Marsalis, Roy Ayers, Lonnie Liston Smith.

Il est intéressant de constater que le virus se soit propagé en Europe, ou plus exactement en France. La France, pays où le rap prend une importance prépondérante.

L'ébauche de cette fusion rap /jazz fut lancée par IAM et la brèche fut ouverte par MC SOLAAR avec l'al­bum "QUI SEME LE VENT RE-COLTE LE TEMPO" et par son aco­lyte SOON E MC avec son album "RAP, JAZZ, SOUL". Ils ont été re­layés par le DJ producteur Jimmy Jay avec ses "COOL SESSIONS".

Dans un tout autre registre, l'album d'EJM ETAT DE CHOC "LA RUE ET LE BIZZ" fit participer des musiciens tels que Philippe Briche, Philippe Draï.

Une question reste en suspens, à quand un album Jazz Rap avec des grands noms tels qu'Eddy Louis, Michel Legrand, Jean Claude Petit, Michel Petrucianni, Sixun? Pourtrès bientôt on l'espère.

**JMI**

**MUSIQUE REBELLE**

*Musique rebelle parexcellence, le rap se voit actuellement associé à une musique diamétralement opposée :* ***le jazz.***

GREG OSBY (label Blue Note)

GURU "Jazzmatazz" (label Chrisalys)

QUINCY JONES "Back on the blocks" (Warner)

TRIBE CALL QUEST "We've got the jazz" (maxi, BMG label Jive)

JAZZY JEFF AND FRESH PRINCE "A touch of jazz" (maxi, BMG label Jive)

MC SOLAAR "Qui sème le vent recolle le tempo" (Polydor)

SOON E MC "Rap, Jazz, Soul" (EMI)

EJM ETAT DE CHOC "La rue et le biz" (BMG, label ARIOLA)

***Revue des livres***

***HISTOIRE DE VIE\****

**Par : Pineau Gaston et Le Grand Jean Louis, Paris PUF, Collection "Que sais-je?, N° 2760, 1993.**

**Faire sa vie n'a jamais été facile. La gagner non plus. La comprendre en­core moins. Cette fin** de millénaire ne lève pas ces difficultés vitales. Si le cours de la vie humaine s'enrichit de nouvelles possibilités et de nouveaux horizons, il se trouve aussi engagé dans une révolution bio-éthique, où naissance et mort, organisme et envi­ronnement doivent s'accorder aux mesures de la biosphére et de la **biogénétique.**

**Pour tenter de s'y retrouver dans les différents morceaux semés en che­min au fil des ans et des** événements, des pratiques de prise en main de cette vie émergent **aux frontières de** l'existentiel et du **professionnel, du privé et du public, du dicible et du visible. Les pratiques des "histoires de vie" sont de celles-ci. Ces prati­ques sont multi-formes. A quelles nouveautés renvoient-elles sur la prise humaine de savoir et de pouvoir sur la vie? Dans les sciences humaines? Dans les dispositifs d'intervention sociale ? Dans l'autoformation des acteurs sociaux ? Art de connais­sance 7 De gouvernement ? D'exis­tence ? Que signifie cette entrée pro­gressive de la vie dans l'histoire et de l'histoire dans la vie ? Cette "rage" de traduire la vie en mots est-elle une illusion ou une révolution ? Et si cette "rage" prend, comment faire son his­toire ? Comment commencer et.. . terminer?**

**L'histoire de vie est travaillée ici comme recherche et construction de sens** à **partir de faits temporels per­sonnels. Cette définition étend triple­ment "le territoire des écritures du moi" (1). Elle l'élargit d'abord, hors de l'espace graphique, en ne s'arrê­tant pas aux moyens écrits d'expri­mer la vie : biographie, autobiogra­phie, journal, mémoire. Elle l'ouvre** à **d'autres médias, oraux et visuels** .**-photo, théâtre, radio, vidéo, ciné, télé - dont l'utilisation actuelle démulti­plie les possibilités naturelles d'ex­pression.**

**En second, elle le fait sortir de l'es­pace** à **connotation intérieure du moi. La vie déborde largement l'égo, balla**

**téé qu'elle est** entre les courants psychophysiologiques internes et **les mouvements environnementaux ex­ternes, physiques et sociaux, à con­juguer** à la **première personne du singulier,** à **temps et contretemps. Elle joue**

"à la fois intensivement en son foyer l'individu vivant - et extensivement -dans sa totalité de biosphère... C'est bien cette complexité **qu'il faut** con­sidérer maintenant de front" (2). **Ces jeux - et ces luttes - qui** fondent **toute vie individuelle sont-ils,** dans leur relativité contingente, porteurs **de** sens? De sensibilité? D'orienta­tion? **De signification ? Les prati­ques** courantes, quasi **réflexes, pour** chaque individu de retour sur ses moments passés, semblent bien **poin­ter un mouvement biocognitif fondamental. Opter pour cette fonc­tion de recherche-construction de** sens à partir de faits temporels est le troisième élargissement proposé, en s'appuyant sur l'étymologie du mot "histoire. Au-delà **des définitions littéraires, psychologiques, histori­ques, ou disciplinaires. l'histoire de vie est ainsi abordée comme prati­que autopoétique (3).**

**\* Introduction du livre**

1. **G. Gusdorf, Lignes de vie, 1 : Les écritures du moi, Paris, O. Jacob, 1990, p. 145.**
2. **E. Morin, La Méthode, 2 : La vie de la vie, Seuil, 1980, p. 350.**
3. **F. J. Varela, Autonomie et con­naissance, Essai sur le vivant, Paris, Seuil, 1989, "Ces systèmes produi­sent leur identité ; ils se distinguent eux-mêmes de leur environnement, c'est pourquoi nous les nommons autopoïétique, du grec autos (soi) et poiein (produire)", p. 45.**

***DU***

***GOUVERNEMENT
  
DES ENFANTS***

**Par: Main Vulbeau, , Épi / Desclée de Brouwer, .1993.**

**La connaissance de l'évolution des relations sociales** à **l'enfance ne se limite pas à une histoire du système scolaire, ailleurs se sont élaborées des formes remarquables de gouver­nement des enfants: Ainsi, au 19éme**

**siècle dans** les maisons de correc­tion, c'est toute une conception de redressement moral qui prévaudra. L'Orthopédie, art de la correction et de la mise à droit, puise ses origines **dans le médical et se disperse dans de multiples domaines du pénal au rééducationnel. Au vingtième siècle,** les colonies de vacances sont le lieu de la mobilisation et de l'animation de l'enfance. La Pédagogie, art du mouvement et de l'accompagnement, imprègne ce champ avant de servir de modèle à certaines techniques d'organisation du travail. "Du gou­vernement des enfants" arrive à son heure dans l'actuel -et éternel- débat sur le rôle des adultes et les formes de leurs interventions.

***CHRONIQUE D'UNE
  
RECHERCHE
  
D'EMPLOI
  
EXEMPLAIRE, LE
  
SECOND SOUFLE DE
  
BERNARD DUPONT***

**Par : Th Gasheau, D. Riols , Ph Ruaz, , Challenges d'aujourd'hui, 1993. Confrontés dans leur mission,** à un **public désarmé et désorienté par la pauvreté, le chômage \_ les travailleurs sociaux doivent souvent se substituer aux familles défaillantes, pallier des déficits *d'éducation* et apprendre aux chômeurs de longue durée les rudi­ments qui leur permettent de se réinsérer socialement par l'emloi. Dans cet état d'esprit, ce livre pré­sente de manière ,pédagogique les étapes types de la recherche d'em­ploi et'alterne le témoignage d'un ancien chôineur à la méthodologie préconisée par.un formateur en tech­niques de recherche d'emploi? De plus, il comprend des fiches prati­ques** (schémas de **C.V. et de lettre de candidature active, fiche d'identité d'entreprise, tableau de lecture *d'une* petite d'annonce.) qui permettent d'adapter facilement cette méthode** à la **situation de chacun.**

**Ainsi cet ouvrage peut aider les tra­vailleurs sociaux** à mettre en **place des outils,** des cours, des **sessions ou des réflexions pour** organiser et sui vre le parcours de recherche des **po­pulations en difficulté.**

***59***

**HAINTRIMESTRIELPEPS**

**PEPS ouvre ses colonnes à la CONCASS (Coordination Nationale des Collectifs d'Assistants de Service Social).**

**De la politique sociale aux réalités de terrain : un grand écart inacceptable.**

**Les raisons qui ont provoqué l'importante mobilisation de l'automne 1991 et la colère des Assistantes Sociales demeurent.**

**D'un côté, le refus par le gouvernement d'homologuer les diplômes au niveau supérieur, d'augmenter les salaires et les carrières qui restent sans réelles perspectives.**

**De l'autre côté, l'exclusion sociale qui s'accroît malgré la multiplicité des dispositifs. Les missions qui sont assignées aux Assistants Sociaux, les éloignent des valeurs clés fondées sur la promotion de l'individu dans le respect de sa citoyenneté sur lesquelles s'appuie la profession des assistants sociaux.**

**Depuis sa création la CONCASS a acquis des expériences intéressantes dans le domaine des luttes et de l'analyse des problèmes sociaux.**

**S'appuyant sur ses différentes expériences, la CONCASS veut rendre compte des démarches revendicatives qu'elle a entreprises sur la scène sociale.**

**A partir d'analyses de situations concrètes dans divers secteurs d'activités,**

**la CONCASS essaie de porter un regard général sur les questions sociales**

**en France :**

**Logement,**

**Protection Sociale et Santé,**

**Prévention-Protection de l'Enfance,**

**Education,**

**Chômage-Emploi-Formation-Insertion,**

**Déontologie-Éthique,**

**Homologation-Salaire-Formation.**

**La CONCASS a surtout identifié les contradictions rencontrées sur le terrain, étudié lés solutions alternatives et dégagé une démarche professionnelle com­mune afin de la réaffirmer en terme de revendication.**

**Dès à présent, réservez ce numéro inédit, en contactant :**

**PEPS: 40 02 09 56**

**CONCASS : 48 27 09 67**

**Minitel : 3614 Chez\* CONCASS ou 3615 CHE\*** CONCASS